

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

**« C'est quasiment de la politique! » : Trajectoires d'engagement et motivations à
la pratique d'agriculture urbaine collective à Montréal**

Par

Étienne POULIN

B.A. en sociologie, UQAM

Mémoire présenté pour obtenir le grade de

Maître ès science, M. Sc

Maitrise en études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Décembre 2021

© Étienne POULIN, 2021

Ce mémoire intitulé

**« C'est quasiment de la politique! » : Trajectoires d'engagement et motivations à
la pratique d'agriculture urbaine collective à Montréal**

et présenté par

Étienne Poulin

a été évalué par un jury composé de

Mme. Sophie L. VAN NESTE, directrice de recherche, INRS-UCS

Mme. Sophie PAQUIN, examinatrice interne, UQAM

Mme. Laurence BHERER, examinatrice externe, Université de Montréal

RÉSUMÉ

L'agriculture urbaine fait l'objet d'un intérêt grandissant dans les dernières années, notamment sous ses formes collectives. La littérature rapporte que les jardins collectifs peuvent être des espaces où convergent des personnes impliquées socialement et désireuses d'adresser des enjeux collectifs, et donc où l'acte de jardiner peut prendre d'autres significations que se divertir ou produire des aliments. S'appuyant sur la littérature en sociologie et en science politique qui décrit la multiplication des formes d'engagement et de participation politique, ce mémoire s'intéresse aux motivations qui amènent à s'impliquer dans un jardin collectif pour agir sur des enjeux ou des causes collectives. Pour ce faire, des chargées de projets et des personnes bénévoles impliquées dans des jardins collectifs montréalais de cinq arrondissements ont été rencontrées dans le cadre d'entrevues semi-dirigées. En mettant notamment l'accent sur les récits de vie et les motivations à s'impliquer, ce mémoire présente comment cette implication s'inscrit dans un ensemble de pratiques politisées par les participant.e.s et qui s'articule avec des actions, ou des non-actions, dans la politique contestataire, la politique formelle et les styles de vie. Cette recherche illustre ainsi la multiplication des formes de participation ou d'engagement politique identifiée par la littérature en observant l'implication dans des jardins collectifs. Cela est fait principalement en explorant comment elle adresse des enjeux collectifs et comment elle s'imbrique avec de l'engagement envers des enjeux sociaux et environnementaux plus larges. Elle contribue également aux recherches sur l'agriculture urbaine en venant préciser les dimensions proprement sociale et politique de l'implication dans des jardins collectifs en milieu communautaire.

Mots clés : sociologie urbaine; nouvelles formes d'engagement politique; engagement politique; participation politique; agriculture urbaine; jardins collectifs; trajectoires d'engagement; lifestyle politics

ABSTRACT

Urban agriculture has been the subject of growing interest in recent years, especially in its collective forms. Literature shows that collective gardens can be spaces where socially involved people converge to address collective issues, and therefore where the act of gardening can take on other meanings than leisure or food production. Based on literature in sociology and political science that has taken interest in new or expanding forms of political engagement and participation, this master's thesis is interested in the motivations that lead to getting involved in a collective garden to act on different issues or collective causes. Semi-structured interviews were conducted with project managers and volunteers involved in collective gardens in five Montreal boroughs. By focusing on life histories and motivations for getting involved, this research shows how this involvement takes part in a set of practices that are politicized by the participants and that are articulated with actions, or non-actions, in contentious politics, formal politics and lifestyle politics. This research thus illustrates the expanding forms of political engagement or participation identified by past scholars by focusing on involvement in collective gardens, particularly by exploring how it addresses collective issues and how it intertwines with engagement on wider social and environmental causes. It also contributes to research on urban agriculture by shedding light on specific social and political dimensions of collective gardens in community settings.

Keywords : urban sociology; expanding forms of political engagement; political engagement; political participation; urban agriculture; collective gardens; political engagement trajectories; lifestyle politics

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier chaleureusement et à exprimer toute ma reconnaissance à ma directrice Sophie Van Neste, qui m'a soutenu, conseillé, lu et relu, écouté et encouragé tout au long de ma maîtrise. Je ne saurais la remercier suffisamment pour son dévouement, sa rigueur théorique et méthodologique, sa perspicacité ainsi que pour les connaissances qu'elle m'a partagées ces dernières années. Un merci particulier aussi pour m'avoir intégré dans les projets de recherche du Labo Climat. Contribuer aux travaux du Labo Climat en parallèle du travail sur mon mémoire ont permis à mes réflexions et apprentissage pour ces deux projets de se nourrir et de s'enrichir mutuellement.

Je remercie également chacun.e de mes collègues et ami.e.s Hélène, Zaïnab, Catherine, Alice, Gabrielle, Josée, Myriam, Clarence, Anne-Marie, Frédéric et Alexandra. Votre écoute, vos relectures, commentaires, suggestions et encouragements m'ont été extrêmement précieux. Ça a été un immense privilège de me développer en tant qu'apprenti chercheur à vos côtés. J'ajoute un merci tout particulier à mon ami et collègue Jean-Philippe pour ses précieux conseils et encouragements dès les premières étapes de mon parcours à la maîtrise.

Un merci également au professeur Nathan McClintock pour ses précieuses pistes de réflexion au début de ma démarche de recherche. Merci aussi à mes voisines du 6^e étage Salomé et Valérie pour vos encouragements et vos rires contagieux qui résonnaient jusqu'au fond du couloir.

Un autre merci spécial mes ami.e.s et ma famille, et tout particulièrement à mes parents Nathalie et Richard, qui ont été présent.e.s tout le long de ma maîtrise, qui n'ont cessé de m'encourager et qui m'ont écouté déballer mes idées embryonnaires à voix haute alors que se structurait ma pensée.

Je ne saurais exprimer toute la gratitude que j'éprouve aussi envers les fervent.e.s jardiniers et jardinières et aux chargées de projet qui m'ont généreusement offert de leur temps, accordé leur confiance, partagé leurs témoignages et sans qui ce projet n'aurait pu voir le jour. Un grand merci pour cette précieuse contribution.

Finalement, merci à mon amoureuse Raphaëlle, dont je pourrais parler longuement du soutien inestimable qu'elle m'a apporté par ses conseils, sa présence, et les longues marches nocturnes

dans les rues de la ville à réfléchir ensemble sur nos mémoires respectifs. Merci d'être à mes côtés et de croire en moi.

Un merci également au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, à l'Institut national de la recherche scientifique, à la Chaire de recherche du Canada sur l'action climatique urbaine et au Collectif de recherche en action politique et démocratie pour leur financement et grâce à qui ce mémoire a été rendu possible.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	ix
Liste des figures.....	x
Liste des abréviations et des sigles	xi
Introduction	12
Chapitre 1 : DÉFINITION DE L'AGRICULTURE URBAINE	18
1.1 Définition et perspective historique de l'agriculture urbaine à Montréal.....	18
1.2 Différentes formes de l'agriculture urbaine à Montréal.....	20
1.2.1 L'agriculture urbaine résidentielle.....	20
1.2.2 Le programme des jardins communautaire	21
1.2.3 L'agriculture urbaine collective	22
1.2.4 L'agriculture urbaine en milieu universitaire.....	23
1.2.5 Les jardins pédagogiques.....	25
1.2.6 Projets d'agriculture urbaine portée par des entreprises.....	25
1.2.7 Projets d'agriculture collective de type grassroot ou DIY.....	26
Chapitre 2 : REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	28
2.1 De nouvelles formes de participation et d'engagement politique.....	28
2.1.1 Les modalités de ces transformations.....	29
2.2 Les multiples aspects des nouvelles formes d'engagement.....	31
2.2.1 L'alter-activisme : expérience, cohérence entre les valeurs et les pratiques et responsabilité individuelle.....	31
2.2.2 L'engagement au travers des styles de vie : les lifestyle politics	33
2.2.3 Les lifestyle movements	35
2.2.4 Les spécificités de l'engagement en lien avec des enjeux environnementaux.....	37
2.2.5 Action communautaire et militantisme	38
2.3 Les différentes dimensions politiques de l'agriculture urbaine.....	39
2.3.1 Une convergence d'acteurs aux revendications et critiques similaires	40
2.3.2 Une façon de concrétiser un projet de forme alternative de la société	41
2.3.3 La reproduction de la logique néolibérale et des dynamiques racistes et coloniales ..	43
2.4 Question de recherche	46
2.5 Hypothèse de recherche	47
Chapitre 3 : CADRE CONCEPTUEL	48
3.1 Circonscrire les frontières de la participation politique	48
3.1.1 La participation politique.....	49
3.1.2 L'évitement du politique.....	52
3.1.3 L'importance de l'attention au contexte pour saisir la dimension politique	53
3.1.4 L'importance des trajectoires pour saisir la dimension politique	55
3.1.5 Différentes tactiques de changement social	57
Chapitre 4 : DESIGN ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	59
4.1 Le choix du jardin collectif comme terrain pour étudier l'engagement.....	59
4.2 Le choix des méthodes de collecte de données.....	60
4.3 Le choix des jardins.....	61
4.4 Le recrutement des participant.e.s.....	62
4.4.1 Deux sous-groupes de répondants	64
4.5 La réalisation des entretiens	65
4.6 L'impact de la pandémie de covid-19 sur le design de recherche	66
4.7 Les méthodes de traitement et d'analyse des données	67

4.8 La pertinence scientifique et sociale de ce projet.....	69
Chapitre 5 : RÉSULTATS.....	71
5.1 Des projets de jardins portés par des organismes communautaires montréalais	71
5.1.1 Le GRAME.....	73
5.1.2 Un plant de tomate à la fois.....	74
5.1.3 Le CAP Saint-Barnabé	74
5.1.4 L'Éco de la Pointe-aux-Prairies (Éco-PAP).....	75
5.1.5 La Maison d'Aurore.....	76
5.1.6 Projets spéciaux en contexte de pandémie de COVID-19	77
5.2 Motivations à la participation à des projets collectifs d'agriculture urbaine.....	78
5.2.1 Avoir une emprise sur des enjeux globaux, en agissant de manière locale	79
5.2.2 S'impliquer dans un jardin : cohérence et équilibre entre les valeurs et les pratiques	81
5.2.3 L'agriculture urbaine pour favoriser le changement par une « masse critique »	83
5.2.4 Relier les enjeux environnementaux et l'inclusion des populations vulnérables.....	86
5.2.5 Le jardin comme prétexte aux dialogues au potentiel transformateur	90
5.3 L'engagement dans d'autres registres d'action politique	94
5.3.1 Engagement par la politique formelle.....	94
5.3.2 Engagement par la politique contestataire.....	97
5.3.3 Engagement par la politique des styles des vies.....	99
5.4 Aperçu des trajectoires en lien avec l'agriculture urbaine	101
5.4.1 Les chargées de projets	101
5.4.2 Les bénévoles impliqués	108
Chapitre 6 : ANALYSE ET DISCUSSION.....	115
6.1 S'impliquer dans un projet d'agriculture urbaine : un acte de participation politique ?	115
6.2 Parcours de vie et imbrication des registres d'actions politiques	117
Conclusion.....	124
Bibliographie	126
Annexe 1 : Guides d'entretiens pour les bénévoles.....	134
Annexe 2 : Guides d'entretiens pour les chargées de projet	135
Annexe 3 : Appel à participation à la recherche	136
Annexe 4 : Lettre d'information et formulaire de consentement	136

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Synthèse des différentes perspectives théoriques pour caractériser la participation politique en dehors de la politique électorale et de la contestation.....	45
Tableau 5.1 : Synthèse des organismes et de leurs projets de jardins collectifs.....	78

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 : Carte conceptuelle de la participation politique	51
Figure 5.1 : Carte des projets de jardin	72

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

AU/LAB	Laboratoire sur l'agriculture urbaine
CAUS	Coopérative de solidarité Abondance Urbaine Solidaire
CRETEAU	Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine
CRAPAUD	Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable
DIY	<i>Do-It-Yourself</i>
Éco-PAP	Éco de la Pointe-aux-Prairies
GRAME	Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement
GTAU	Groupe de travail en agriculture urbaine
OCPM	Office de consultation publique de Montréal
P.A.U.S.E.	Production Agricole Urbaine Soutenable et Écologique

INTRODUCTION

L'agriculture urbaine fait l'objet d'une grande popularité dans les dernières années. Un sondage réalisé par la Ville de Montréal en 2021 auprès de résident.e.s de la métropole rapportait que 44 % des répondant.e.s s'adonnaient à la culture de plantes comestibles. En plus du jardinage pratiqué par les résident.e.s sur leur propre terrain, on retrouve aussi à Montréal environ 8500 parcelles réparties dans 96 jardins communautaires. 15 des 19 arrondissements de la ville participent au programme, qui consiste à fournir à des résident.e.s une parcelle cultivable et des ressources comme des outils et parfois de l'animation horticole (Ville de Montréal 2021a). On retrouve également dans la métropole de nombreux jardins collectifs portés par des organismes communautaires, des initiatives d'agriculture urbaine portées par des regroupements de citoyens et plusieurs jardins dans les écoles primaires et secondaires utilisées pour leur potentiel pédagogique. Des universités montréalaises accueillent aussi des initiatives d'agriculture urbaines comme le collectif étudiant de Production Agricole Urbaine Soutenable et Écologique (PAUSE) de l'Université de Montréal ou la quinzaine de jardins d'agriculture urbaine portée par des collectifs étudiants de McGill (McGill University 2021). Du côté commercial, le Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine (CRET AU) recensait en 2019 36 entreprises agricoles urbaines sur le territoire de la Ville de Montréal (Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine 2020, 12).

Cet intérêt marqué s'observe particulièrement au niveau des initiatives de jardins collectifs. Alors que le nombre de jardins communautaire est demeuré assez stable depuis les 20 dernières années, notamment à cause d'un manque d'espace (Ville de Montréal 2021a), le nombre d'initiatives collectives, lui, a fortement augmenté. Un portrait réalisé par le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et le Conseil du Système alimentaire montréalais et dirigé par Éric Duchemin, rapporte qu'on retrouve en 2020 à Montréal autour de 152 jardins collectifs (Dupont-Rachiele, Duchemin et Utgé-Royo 2020), un peu plus du double que lors du dernier travail de recensement effectué en 2010 par le Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable (CRAPAUD), qui en avait alors identifié 75 (É. Duchemin et Rémy 2010). En dix ans, le nombre d'initiatives de jardin collectif a donc doublé dans la métropole.

En 2011, le Groupe de travail en agriculture urbaine a récolté plus de 29 000 signatures pour demander la tenue d'une consultation publique sur l'agriculture urbaine. C'était le premier groupe à se prévaloir du droit d'initiative de la Ville de Montréal, qui permet à des acteurs de la

société civile de demander la tenue d'une consultation publique à l'Office de consultation publique de la Ville de Montréal (OCPM). La consultation, qui s'est ainsi tenue en 2012 et où plus d'une centaine de mémoires ont été déposés, a permis de brosser un portrait de l'état de l'agriculture urbaine à Montréal (OCPM 2012). Le rapport de consultation fait alors état d'un « secteur d'activité en pleine effervescence » (Office de consultation publique de Montréal 2012, 34) : non seulement les projets d'agriculture urbaine sous leurs multiples formes montent en popularité et se multiplient, mais cet intérêt est également observable plus largement sur des questions qui touchent l'alimentation et la production de nourriture. Ce constat est observable par exemple par la multiplication des petits marchés de producteurs locaux ou encore par la popularité du programme d'agriculture soutenue par la communauté soutenu par Équiterre (Office de consultation publique de Montréal 2012, 34). Plus récemment, la Ville de Montréal adoptait sa première stratégie d'agriculture urbaine pour 2021-2026 qui répond d'une action inscrite au Plan Climat 2020-2030 qui prévoyait le développement d'une stratégie sur l'agriculture urbaine. Cette stratégie fait également état de l'émergence de nouveaux projets d'agriculture urbaine et périurbaine et de la multiplication des acteurs, autant commerciaux, institutionnels, communautaires et citoyens qui s'adonnent à cette pratique.

L'agriculture urbaine fait également l'objet d'un grand intérêt de la part des chercheur.e.s universitaire. On retrouve des travaux qui se sont intéressés aux retombées des projets d'agriculture urbaine; d'une part les effets sur les individus de la pratique du jardinage et de la participation à des projets de jardinage, d'autre part les effets sur les collectivités, l'environnement et la qualité de vie en ville. Certaines recherches en se sont par exemple intéressées à mesurer l'impact du jardinage sur le bien-être psychologique et la capacité à réduire le stress chez les personnes qui le pratique (Van Den Berg et Custers 2011). D'autres recherches abordent l'agriculture urbaine au travers des motivations des individus à participer à des initiatives d'agriculture urbaine collectives (Torre et Bourdeau-Lepage 2013; Scheromm 2015; Certomà et Tornaghi 2015; Trendov 2018). Enfin, certains mettent en lumière le décalage qui existe entre les motivations des personnes impliquées ou les objectifs des projets avec les effets concrets qu'elles génèrent sur les villes et les milieux de vie (Pudup 2008; Duchemin, Wegmuller et Legault 2010; Payant-Hébert 2013).

À Montréal, les travaux de Duchemin et ses collaborateur.trice.s ont mis en lumière la dimension multifonctionnelle des initiatives d'agriculture urbaine (Duchemin, Wegmuller et Legault 2010; Wegmuller et Duchemin 2010) : des projets agissent sur l'aménagement urbain, « l'environnement, l'économie, la sécurité alimentaire, la santé, le loisir, l'éducation et les

interactions sociales » (Duchemin, Wegmuller et Legault 2010). Pourias et ses collaborateurs ont relevé les différentes catégories de motivations qui animaient des participant.e.s à des jardins du programme des jardins communautaires montréalais et des jardins partagés parisiens. Ils rapportent que l'apport en légumes frais, diversifiés et de qualité est un élément de motivation important, mais aussi que d'autres éléments comme la possibilité de partager ces aliments avec d'autres, l'espace de socialisation qu'offrent les jardins ainsi que le contact avec la nature et l'émancipation face aux désagréments de la vie urbaine sont aussi des éléments de motivation. Les travaux de Pourias démontrent aussi que bien que la production alimentaire soit un élément non négligeable de la pratique de l'agriculture urbaine pour plusieurs citoyen.ne.s, l'agriculture urbaine revêt pour les participant.e.s plusieurs fonctions sociales, celles que nous avons précédemment énumérés, sans lesquels ils et elles ne jardinaient pas (Pourias, Duchemin et Aubry 2015, 269).

Nombreux travaux passés ont en effet démontré que pour plusieurs, les attraits principaux de la pratique de l'agriculture urbaine collective ne se situent pas uniquement au niveau de la production alimentaire. À Montréal, une étude qui comparait les motivations à la pratique de l'agriculture urbaine entre Montréal et Quito, en Équateur, et qui construisait des caractéristiques types chez les personnes qui pratiquent l'agriculture urbaine dans chacune des deux villes démontrait que les principaux profils montréalais étaient éco-engagé (eco-engaged) ou socio-engagé (socio-engaged). Le premier type de porteurs de projet montréalais était effectivement caractérisé par une conscience des enjeux environnementaux et un discours très critique des systèmes alimentaires contemporains. Le deuxième était quant à lui motivé par un fort désir de mettre à profit le potentiel de l'agriculture urbaine pour favoriser le bien-être collectif et les liens sociaux (Audate, Cloutier et Lebel 2021, 5). Des chercheur.e.s se sont aussi intéressés à l'agriculture urbaine comme outil pédagogique (Duchemin, Wegmuller et Legault 2010; Legault 2011). D'autres recherches encore le situent dans le panorama des mouvements critiques des systèmes alimentaires et posent l'agriculture urbaine comme un acte politique (Certomà et Tornaghi 2015). On remarque d'ailleurs que cette perception se fraye un chemin dans le discours public, notamment au travers d'un discours sur le « mouvement citoyen de l'agriculture urbaine » (Cultive ta ville 2021) ou la « révolution de l'agriculture urbaine » (Cockrall-King 2016).

Bref, plusieurs autres travaux identifient, à Montréal et ailleurs, des motivations qui vont au-delà de la production alimentaire. Les termes et concepts utilisés varient, mais le phénomène auquel ils renvoient s'inscrit dans la thématique des objectifs sociaux. Les bénéfices que les recherches parviennent à identifier se trouvent par exemple au niveau de la bonification du « capital social »

(Reyburn 2006), ou de leur capacité à « créer des liens (*creating connections*) » pour unir les individus entre eux et à leur environnement (Thom 2007) ou à favoriser le « vivre ensemble » (Chevalier 2009) ou encore au niveau de l'« *empowerment* des individus » (Legault 2011; Payant-Hébert 2013). Les travaux de Reyburn (2006) identifient également que certains participants sont fortement impliqués dans les activités collectives des jardins et dans leur communauté de manière générale. L'auteur mentionne par exemple que certains jardiniers « participent au CA, viennent aux fêtes, travaillent au bureau du groupe, ou collaborent à l'organisation de manifestations militantes ou promotionnelles, publiques ou médiatiques » (Reyburn 2006, 202) ou alors que, grâce aux initiatives d'agriculture urbaines collectives, les participants ont l'occasion d'« établir des contacts et ainsi tisser des liens avec d'autres instances locales et communautaires alliées au groupe » (Reyburn 2006, 203).

Ces travaux permettent d'apercevoir comment l'implication dans des projets d'agriculture urbaine constitue pour certain.e.s une occasion de s'impliquer dans la vie de quartier et prendre part à certains aspects de la vie publique. Au-delà du loisir ou de la stricte production alimentaire, l'implication dans un jardin collectif semble ainsi être une manière pour certain.e.s de prendre part à la vie publique.

Suivant ce constat, il est possible de se demander : pourquoi assiste-t-on à une montée en popularité du jardinage, une activité qu'il est facile d'associer spontanément à l'ordre du ludique et du loisir, notamment sous notamment une forme collective, qui vise à agir au-delà du bien-être individuel des personnes qui s'y adonnent ? L'engouement grandissant pour la pratique de l'agriculture urbaine sous ses multiples formes, notamment par des personnes qui recherchent une dynamique collective, une possibilité de participer à un « mouvement » qui agit sur des enjeux environnementaux, et qui portent un discours critique des systèmes alimentaires, mérite ainsi une attention sous un angle spécifique.

De nombreuses recherches en science politique et en sociologie des mouvements sociaux se sont intéressées à des phénomènes décrits comme la transformation ou la diversification des formes d'engagement politique (Ion 2005; van Deth 2014; Quéniart et Jacques 2008; Pleyers 2014; Yates 2015; de Bouver 2016). Il nous semble d'abord important de nous attarder aux travaux déjà existants qui se sont intéressés à ces nouvelles formes d'engagement ou de participations politiques qui prennent une forme qui pourrait partager des similitudes avec l'implication dans des projets collectifs d'agriculture urbaine. L'idée n'étant non pas de construire une théorie d'un « mouvement social d'agriculture urbaine » qu'il s'agirait ensuite de vérifier

empiriquement, mais plutôt d'esquisser les bases de l'étude de l'implication en agriculture urbaine collective comme forme de participation politique. Ceci pourra être accompli en ayant recours à une perspective qui oriente l'analyse spécifiquement sur l'aspect du politique de cette implication.

Ce mémoire propose ainsi de porter notre attention sur les motivations à s'impliquer ou à porter un projet de jardins collectifs, et plus spécifiquement celles qui s'inscrivent dans ce désir d'agir sur une cause publique ou collective. L'objectif de ce mémoire est donc de proposer un angle quelque peu différent sur l'implication dans une initiative collective d'agriculture urbaine, soit comme une forme de participation politique qui s'inscrit dans ce que la littérature identifie comme une multiplication des formes d'engagement et de participation politique. Pour ce faire, ce projet de mémoire se concentre sur le cas de 10 Montréalais et Montréalaises : cinq chargées de projets en agriculture urbaine qui portent chacune un ou des jardins collectifs, ainsi que cinq personnes bénévoles impliquées dans un de ces projets de jardin.

Le Chapitre 1 présente un bref historique de la pratique de la culture de plante potagère, ou ce qu'on appelle aujourd'hui l'agriculture urbaine, sur le territoire de la Ville de Montréal. Il esquisse un portrait des différentes pratiques que l'on y retrouve actuellement et qui sont définies en tant qu'« agriculture urbaine ». Ceci permet de préciser l'objet d'étude, afin de mieux orienter le reste du travail et de justifier le choix des initiatives collectives comme lieu pour étudier l'engagement.

Le Chapitre 2 présente une revue de la littérature qui permet d'éclairer le phénomène de participation à des projets collectifs d'agriculture urbaine pour des motifs qui dépassent la stricte production alimentaire ou le loisir, et qui s'inscrivent dans l'horizon du politique. Cette revue de littérature est effectuée en deux temps. D'abord, nous présenterons des écrits qui se sont intéressés à la multiplication des formes de participation ou d'engagement politique : les manières qu'on les citoyen.ne.s de s'engager politiquement en dehors des mécanismes démocratiques de l'État, mais en aussi au-delà de la définition classique du militantisme. Ensuite, nous présenterons la littérature qui s'est intéressée à l'agriculture urbaine et qui permet de cerner différentes dimensions politiques de cette pratique. Ce chapitre termine avec la question de recherche et l'hypothèse qui ont été posées lors de l'élaboration du projet et qui ont guidé le processus de recherche.

Le chapitre 3 présente les différents concepts qui sont mobilisés dans le cadre de cette recherche. Les concepts de participation politique, d'évitement du politique, du contexte de l'implication ainsi que celui des trajectoires d'engagement politique y seront présentés. Ces

concepts permettent de faciliter l'étude d'un phénomène qui se trouve aux frontières, ou parfois au-delà des frontières, de la participation politique dite formelle, comme la participation au processus du système politique électoral ou à l'implication dans des mouvements sociaux (Mayer 2010).

Le chapitre 4 aborde le design de recherche et la méthodologie qui permettent de répondre au questionnement de ce projet de recherche. Ce chapitre aborde principalement le choix de la méthode de collecte de données et de l'échantillon, la construction de la grille d'entretien et le déroulement de ceux-ci, la méthode de traitement et d'analyse des données, ainsi que les pertinences sociales et scientifiques de ce projet.

Le chapitre 5 présente les résultats des entretiens et prépare l'analyse. Il présente d'abord chacun des projets d'agriculture urbaine collective dans le cadre desquels les participant.e.s ont été rencontré.e.s. Il présente ensuite les différentes motivations rapportées les participant.e.s à porter ou à s'impliquer dans un jardin collectif pour agir sur des enjeux collectifs, puis les engagements rapportés par les participant.e.s dans d'autres registres d'action politique, pour terminer avec un aperçu des trajectoires des participant.e.s que ceux et celles-ci relient à leur engagement en agriculture urbaine.

Le chapitre 6 discute des résultats présentés au chapitre précédent, à la lumière de certains éléments présentée en revue de littérature.

CHAPITRE 1 : DÉFINITION DE L'AGRICULTURE URBAINE

Dans ce premier chapitre, nous commençons par présenter les différentes formes que prend l'agriculture urbaine à Montréal. Afin de situer cet état des lieux, nous présentons également un bref aperçu de l'évolution de la culture de plantes potagères sur le territoire de ce qui est aujourd'hui appelé la Ville de Montréal.

1.1 Définition et perspective historique de l'agriculture urbaine à Montréal

Nous allons d'abord tenter de circonscrire l'objet agriculture urbaine. Bien que ce ne soit pas l'objet central de cette recherche, qui est plutôt la participation à des initiatives d'agriculture urbaine collectives, ce premier effort de définition nous permet de nous rapprocher de l'objet de recherche. Il permet également de mieux orienter la revue de littérature par la suite.

D'abord, on peut définir très simplement l'agriculture urbaine comme « la production alimentaire en milieu urbain » (Ville de Montréal, 2012, p. 6). Éric Duchemin, chercheur et directeur scientifique de l'AU/LAB et du CRETAU fait cependant remarquer que cette définition omet la composante sociale de l'agriculture urbaine (Duchemin 2012). Dans un ordre d'idée similaire, Florence Granchamp Florentino, au travers d'une revue des travaux en sciences sociales sur l'agriculture urbaine publiée dans la *Revue des Sciences Sociales*, pose la distinction entre « le jardinage » et « l'agriculture urbaine » : « Habituellement associé à une pratique domestique et privée, le jardinage se convertit en agriculture urbaine lorsqu'il s'agit d'une part de produire des aliments, et d'autre part de questionner les usages de l'espace public, au sens physique ou politique » (Granchamp Florentino 2012, 14). C'est l'opposition entre les mots « agriculture » et « urbaine » — deux concepts qui renvoient historiquement à deux réalités opposées — qui, lorsque combinés dans l'idée d'« agriculture urbaine », revêtent un caractère qui se veut revendicateur, à la manière d'une antithèse.

La culture de plante destinée à l'alimentation humaine sur le territoire que nous appelons aujourd'hui la Ville de Montréal n'est pas un phénomène nouveau. Les habitants du village iroquoien d'Hochelaga-Tiohtià:ke, avant de retirer leur occupation sédentaire du territoire, cultivaient pendant les saisons estivales ces terres pour y faire pousser notamment maïs, haricots, courges et citrouilles, en plus d'y pratiquer la cueillette de subsistance (Ville de Montréal 2012). Suite à la colonisation, l'agriculture a fait partie du quotidien de nombreuses

générations, commençant par les colons français, suivis par les nombreuses vagues d'immigrations des siècles suivants, où ces nouveaux arrivants s'installaient sur ce territoire, et y amenait leurs propres pratiques agricoles, leurs semences et leurs préférences alimentaires qui au fil du temps se mélangeaient avec la culture locale. Les colons français cultivaient des jardins dans leurs cours arrière, et on retrouvait également des jardins communautaires sur les terrains d'institutions religieuses comme l'Hôtel-Dieu and l'Hôpital Général de Montréal. Plus tard, des jardins de type communautaires comme ceux initiés dans le cadre du mouvement d'éducation *Study-Nature* dans les années 1890 puis les Jardins de la Victoire, symbole patriotique durant la deuxième guerre mondiale et la Grande dépression viennent faire perdurer la place de l'agriculture sur le territoire montréalais (Mosby 2015; Bhatt et Farah 2016). Après la guerre, la place grandissante de l'automobile dans la vie des citoyen.e.s et dans la planification de l'espace urbain, associé à l'étalement urbain, amène une forte diminution de l'activité agricole sur l'île pour faire place à d'autres usages (Mosby 2015; Bhatt et Farah 2016). L'avènement de l'agriculture industrielle et la redéfinition de l'agriculture et de sa place en rapport aux habitations humaines amplifient ainsi la distinction entre ville et non-ville et la place différente que ces milieux offrent à l'agriculture.

Dans *Cultivating Montreal: A Brief History of Citizens and Institutions Integrating Urban Agriculture in the City*, Batt et Farah suggèrent que le choc pétrolier de 1973, l'inflation, la hausse du taux de chômage et le climat général d'incertitude économique amènent un désir tant chez les universitaires que les activistes de l'époque d'explorer de nouvelles manières de réfléchir l'approvisionnement en ressources pour les villes. C'est dans ce contexte qu'a été créé le programme de jardins communautaires de la Ville de Montréal, porté par l'Office d'embellissement, qui s'inspirait d'initiatives de jardins communautaires comme celui du *Victoria Community Garden* qui commençaient à émerger (Bhatt et Farah 2016, 2-3).

Depuis les années 2000 environ, la popularité grandissante de la pratique de l'agriculture urbaine et la grande demande exercée sur le programme de jardins communautaire, largement supérieur à la capacité du programme à fournir des parcelles aux citoyens, conduit plusieurs organismes communautaires et organisations de la municipalité à mettre sur pieds des jardins dits collectifs, des jardins collectivement créés et entretenus (Ville de Montréal 2012; Bhatt et Farah 2016; Laboratoire sur l'agriculture urbaine 2021a). Depuis, de nombreux organismes communautaires, programmes municipaux et acteurs institutionnels et privés emboitent le pas. Nous en ferons un tour d'horizon dans la prochaine section.

En 2012, sous des demandes de divers acteurs montréalais en agriculture urbaine portée par le Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU), l'OCPM tient une consultation sur le thème de l'agriculture urbaine, comme nous l'avons présenté en introduction, qui permet d'obtenir un meilleur portrait de l'agriculture urbaine montréalaise et d'actualiser la vision des enjeux liés à l'agriculture urbaine à Montréal (Ville de Montréal 2012).

1.2 Différentes formes de l'agriculture urbaine à Montréal

En s'attardant aux écrits scientifiques sur l'agriculture urbaine et aux initiatives montréalaises, on s'aperçoit rapidement des multiples formes d'activités qu'il est possible de regrouper sous ce terme. Les travaux précédents sur Montréal permettent de distinguer plusieurs formes d'agriculture urbaine sous sa forme récente et actuelle, que nous proposons de catégoriser ainsi : l'agriculture urbaine résidentielle, le programme des jardins communautaires, l'agriculture urbaine collective, les jardins pédagogiques en milieu scolaire, l'agriculture urbaine portée par des entreprises, et les initiatives citoyennes de type *grassroot* ou *Do-It-Yourself* (DIY). Nous allons présenter une catégorisation et un survol des différentes formes d'agriculture urbaine.

1.2.1 L'agriculture urbaine résidentielle

Définie comme étant le fait de faire pousser des fruits, des fines herbes ou des légumes sur un balcon, dans une cour arrière ou sur un toit à domicile, l'agriculture urbaine résidentielle est de loin la forme la plus répandue d'agriculture urbaine (Ville de Montréal 2021). Bien que ce ne soit pas l'objet du présent travail, il semble important de l'intégrer dans notre survol des différentes formes d'agriculture urbaine, entre autres à cause de sa forte popularité. Un sondage réalisé en 2013 pour la Ville de Montréal nous apprend que la proportion de Montréalais.e.s qui pratique l'agriculture urbaine était à l'époque de 42 % (Ville de Montréal 2013). Bien que ces données datent de 2013, elles sont à notre connaissance les plus récentes qui présentent un portrait sociodémographique des personnes qui pratique l'agriculture urbaine à leur domicile à l'échelle du territoire de la ville. L'étude réalisée pour la Ville de Montréal nous apprend que certaines tendances sont observables dans le profil des personnes qui jardinent. La situation de logement, la scolarité, l'ancienneté sur l'île, le genre de la personne et le lieu de naissance sont des facteurs qui influencent la pratique du jardinage à domicile. En effet, la proportion de gens qui jardinent augmente à 55 % chez les propriétaires et à 48 % chez les personnes avec un diplôme

universitaire. De plus, la proportion d'agriculteur.trice.s urbain.e.s est de 44 % chez les gens qui habitent sur l'île de Montréal depuis 10 ans ou plus comparativement à 34 % pour ceux qui habitent l'île depuis moins de 10 ans. On y apprend aussi que les femmes pratiquent davantage que les hommes (45 % contre 38 %) et qu'une plus faible proportion de personnes qui jardinent à domicile est observable chez les personnes qui sont nées à l'extérieur du Canada (35 %) que chez les personnes nées au pays (45 %) (Ville de Montréal 2013).

1.2.2 Le programme des jardins communautaire

Un autre phénomène d'importance à Montréal s'observe dans le Programme des jardins communautaires de la Ville de Montréal. Créé en 1975, il compte aujourd'hui environ 8500 parcelles réparties dans 97 jardins, eux-mêmes répartis dans 17 des 19 arrondissements de la Ville. D'abord géré et financé par la Ville lors de sa mise en place, ce sont les arrondissements eux-mêmes qui ont hérité de la gestion du programme sur leur territoire depuis 2002. Certains Arrondissements relèguent des éléments de la gestion à des organismes communautaires. Les règlements et modalités de participation varient donc légèrement d'un arrondissement à l'autre. De manière générale, le programme fournit le matériel de base nécessaire au jardinage : terre, point d'eau, remise ou coffre à outils, tables, clôtures, etc. Dans certains arrondissements, le programme engage également un.e ou des animateur.trice.s horticoles pour prodiguer des conseils et animer des ateliers destinés aux participant.e.s (Ville de Montréal 2021b). Une confusion se manifeste parfois à Montréal entre le jardin collectif et le jardin communautaire, aux noms évocateurs d'une forme similaire. Ces types d'initiatives en apparence plutôt semblables sont cependant fondamentalement distincts dans leurs mécanismes et dans les attentes qu'ils créent chez les personnes qui y participent. Comme l'ont identifié Wegmuller et Duchemin dans leurs travaux précédents sur les jardins du programme de la Ville, comparativement aux jardins collectifs qui attirent des participant.e.s qui recherchent une occasion de participer à un projet collectif, ceux-ci attirent des participants qui y recherchent « une dynamique de type personnelle, centrée sur soi, recherchant la compagnie, l'amitié, sans besoin de participation à une dynamique communautaire » (Wegmuller et Duchemin 2010, 15). C'est également un constat partagé par Bouvier-Dalton et Sénécal au travers de leurs travaux sur le même programme : « [l]e portrait de l'image sociale des jardins communautaires qui [se] dégage laisse entrevoir un espace à sociabilité réduite, fait de relations furtives et largement tournées vers la pratique du jardinage, constitué d'individus ou de petits groupes » (Bouvier-Dalton et Sénécal 2001).

1.2.3 L'agriculture urbaine collective

Au-delà des jardins communautaires, on retrouve également une autre forme d'agriculture urbaine pratiquée en dehors des résidences privées : les jardins collectifs. Le projet *Cultive ta ville*, portée par l'AU/LAB, tient une liste à jours de certains types d'initiatives d'agriculture urbaine, dont les jardins collectifs, qu'ils définissent comme suit :

Un jardin collectif est composé d'une parcelle unique, jardinée conjointement par un groupe de membres. Ces membres choisissent ensemble les espèces à cultiver. Ils se partagent le travail horticole et les récoltes. Le plus souvent, un animateur est présent pour dispenser de la formation et offrir du soutien au niveau du travail horticole et de la prise de décision collective. (Laboratoire sur l'agriculture urbaine 2019)

Comme nous l'avons mentionné en introduction, il y avait environ 152 jardins collectifs sur le territoire de la Ville de Montréal en 2020 (Dupont-Rachiele, Duchemin et Utgé-Royo 2020). Dans son guide *Au cœur de notre quartier*, Martha Stiegman (2004) esquisse une définition de l'agriculture urbaine collective qui résume bien la forme que prennent ces initiatives, que nous proposons de réutiliser dans le cadre du présent travail :

- **Initiative et gestion communautaire** : le jardin collectif est le résultat d'une mobilisation communautaire pour faire face aux besoins exprimés par les milieux. Le contrôle et la gestion demeurent à l'intérieur de la communauté ;
- **Structure et mode de fonctionnement collectifs et démocratiques** : responsabilités, connaissances, travaux et récoltes sont partagés entre les participants. En général, une journée de travail collectif par semaine permet d'instaurer une dynamique collective ;
- **Objectifs** : le jardin collectif vise à bâtir une sécurité alimentaire et à favoriser *l'empowerment* de ses participants. Il fait également la promotion de liens plus soutenus avec les communautés culturelles et en contribuant à l'écologie urbaine ;
- **Animation** : l'animation assure une dynamique collective de groupe et l'atteinte des objectifs sociaux du projet ;
- **Des pratiques de jardinage écologique** : dans la grande majorité des cas, les jardins collectifs utilisent des pratiques de jardinage biologique. (Stiegman et Action Communiterre 2004, 16-17)

Il nous semble également important de poser une distinction entre deux formes que peuvent prendre des initiatives d'agriculture urbaine collective, qui pourrait avoir une influence sur ses effets et sur le type de participants qu'elle attire. Cette distinction porte sur l'objectif des projets, et plus précisément sur l'objectif attribué aux aliments produits au travers du jardinage. En effet, les aliments sont parfois destinés à être consommés par les participant.e.s eux et elles-mêmes, alors que pour d'autres projets, les aliments sont en partie ou entièrement offerts à des personnes sous forme d'aide alimentaire, soit par l'entremise de paniers de légumes, soit sous la forme de plats cuisinés par les organismes. En effets, certains organismes qui intègrent l'agriculture urbaine collective à leurs activités le font non pas pour en faire bénéficier directement aux personnes qui s'impliquent, mais plutôt avec l'objectif de les offrir à des banques alimentaires ou de les distribuer directement à des personnes en situation socioéconomique précaire.

L'organisme du Santropol Roulant, par exemple, qui cultive des fruits et des légumes dans un jardin sur le toit de ses locaux ainsi que sur une ferme périurbaine à Senneville, utilise ses récoltes principalement pour cuisiner des plats qui seront ensuite livrés à des personnes en perte d'autonomie (Santropol Roulant 2021). À l'inverse, on retrouve également des initiatives comme le jardin collectif du Carrefour Populaire Saint-Michel, où les activités de jardinage sont plutôt réalisées non seulement par, mais aussi pour les résidents : l'initiative sert d'alternative aux banques de dépannage alimentaire en permettant aux personnes impliquées de prendre une partie des récoltes. « Le projet vise à initier particulièrement les nouveaux arrivants aux rudiments de l'agriculture urbaine. Les Québécois de toutes origines sont invités à la rencontre des autres cultures présentes dans le quartier » (Carrefour Populaire de St-Michel s.d.). Certains projets, comme Le jardin Skawanoti de l'Éco de la Pointe-aux-prairies (Éco-PAP) font un mélange des deux et offrent l'occasion à des bénévoles la possibilité de s'impliquer et de repartir avec une partie des récoltes, alors que le reste est offert comme panier de légumes destinés à être vendus dans des mini-marchés organisés dans l'arrondissement et offert à des familles dans le besoin (Bonet-Sanon 2017).

1.2.4 L'agriculture urbaine en milieu universitaire

Les universités sont un autre endroit où l'on peut voir des initiatives d'agriculture urbaine à Montréal. Les quatre grandes universités de la métropole ont effectivement chacune leur projet d'agriculture urbaine. À Concordia, une serre sur le toit du bâtiment Henry H. Hall est tenue par

un organisme à but non lucratif et sert d'espace d'expérimentation agricole et horticole ainsi que de lieu d'éducation et de réunion pour la communauté. La serre, qui était à l'origine utilisée par le département de biologie, a été réappropriée par le collectif Sustainable Concordia suite au déménagement du département de biologie (Concordia Greenhouse s.d.).

À l'UQAM, le Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable (CRAPAUD) se donne comme mission de « développer et promouvoir une agriculture urbaine plurielle, accessible, créative et viable par l'expérimentation, la pratique, l'autogestion, la recherche, la diffusion et l'action politique » au travers de jardins et ruchers collectifs, la pratique de compostage ainsi qu'une école d'été en agriculture urbaine (CRAPAUD 2021).

L'Université de Montréal a également ses initiatives en agriculture urbaine. Le collectif de Production Agricole Urbaine Soutenable et Écologique (P.A.U.S.E.), créé en 2011, a été l'initiative étudiante qui a permis à l'agriculture urbaine de s'implanter à l'Université de Montréal. Ils se sont entre autres impliqués dans les projets éphémères au campus MIL de l'Université de Montréal avec d'autres acteurs universitaire et communautaire pour y pratiquer l'agriculture urbaine. P.A.U.S.E. y offrait également divers ateliers de formations ouverts tant aux étudiant.e.s qu'aux citoyen.ne.s (P.A.U.S.E. s.d.)

Pour ce qui est de l'Université McGill, elle accueille aussi de nombreux projets d'agriculture urbaine : le *McGill feeding McGill*, une initiative du *Centre de recherche horticole*, ce projet qui produit et livre des fruits et légumes locaux aux cafétérias des résidences étudiantes de l'université ; le *Macdonald Student-run Ecological Garden*, un projet étudiant situé à Sainte-Anne-de-Bellevue sur les terrains du campus Macdonald, où les participant.e.s cultivent des fruits et des légumes pour ensuite les offrir à une banque alimentaire ; le *Thompson House Permaculture Garden*, un projet de permaculture ornementale et comestible sur le toit du bâtiment de l'association étudiante de 2^e et 3^e cycle. Ces projets, et bien d'autres du même genre, sont entre autres financés par le *Sustainability Projects Fund*, un fond qu'a créé l'association étudiante de McGill pour financer des projets de développement durable initiés par des étudiants ou par le personnel de l'Université (Wees 2012).

L'agriculture urbaine en milieu universitaire, bien que pratiquée sous une formule collective qui ressemble sur certains points à celle des jardins collectifs en milieu communautaire, se démarque selon nous notamment par son aspect plus expérimental, comme c'est le cas par exemple du CRAPAUD et de la serre de Concordia, et qui a moins comme vocation l'intégration

d'une population locale, multiple et variée dans les projets et qui vise plutôt directement la population étudiante.

1.2.5 Les jardins pédagogiques

Une autre forme d'agriculture urbaine se trouve dans ce que certains appellent des jardins pédagogiques : des jardins, généralement installés dans des écoles primaires et secondaires, qui ont une vocation principalement pédagogique (Laboratoire sur l'agriculture urbaine 2019). Selon les définitions, on y inclut aussi parfois les projets d'agriculture urbaine située sur les campus d'université, ceux-ci ayant souvent une vocation pédagogique, bien qu'ils méritent selon nous leur propre catégorie puisque la vocation pédagogique de ces jardins est souvent jumelée à d'autres objectifs d'expérimentation et de militantisme, par exemple. Selon la définition du Laboratoire sur l'agriculture urbaine, les jardins pédagogiques visent notamment à transmettre des apprentissages sur les écosystèmes locaux, l'alimentation et la nutrition dans un contexte scolaire ou parascolaire (Laboratoire sur l'agriculture urbaine 2021b).

1.2.6 Projets d'agriculture urbaine portée par des entreprises

Depuis quelques années, de plus en plus d'entreprises développent des projets de production d'aliments en ville. Par exemple, l'entreprise *Les fermes Lufa*, qui vend des paniers d'aliments en partie biologiques, a construit en 2010 la première serre commerciale sur un toit du Québec, à Montréal, dans le quartier Ahuntsic. Une partie de leur offre de produits est donc cultivée directement en ville (Les Fermes Lufa 2021). Depuis 2017, le IGA de l'arrondissement Saint-Laurent à Montréal cultive une trentaine de variétés de légumes sur son toit d'une superficie de 2 300 m². Les produits sont ensuite vendus directement dans l'épicerie, à des prix équivalents aux produits importés (IGA 2017). La coopérative de solidarité Les Serres du dos blanc, aussi dans l'arrondissement Saint-Laurent, produit depuis 2018 à l'aide d'une dizaine de serres des tomates, des concombres, des poivrons, des aubergines, de l'ail et des fines herbes selon des méthodes biologiques (Les Serres du dos blanc 2021). Comme nous l'avons mentionné en introduction, le CRETEAU recensait en 2019 trente-six entreprises agricoles urbaines sur le territoire de la Ville de Montréal (Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine 2020).

1.2.7 Projets d'agriculture collective de type *grassroot* ou *DIY*

Une autre forme d'agriculture urbaine peut être observée au niveau d'initiatives décentralisées de type *grassroot*. On retrouve un exemple dans des initiatives qui se réclament d'un mouvement de *guerilla gardening*. Avec pour slogan « *Let's fight the filth with forks and flowers* », la pratique du *guerilla gardening* consiste à semer, habituellement dans des espaces vacants, laissés en friches ou peu entretenus, et ce sans l'accord officiel des propriétaires (Hardman et al. 2018, 1). Ce sont souvent de petites initiatives, locales, parfois issues de groupes communautaires, de collectifs citoyens ou simplement de petits groupes de personnes désireuses de verdir leur ville au travers d'une réappropriation des espaces vacants et de leur offrir un potentiel cultivable (Giaufret 2015). Citons en exemple ce petit groupe de résident.e.s du quartier gai à Montréal qui ont repéré des carrés de terre vacants du quartier, pour ensuite y semer des tournesols à l'été 2017 (Steuter-Martin 2017).

Un autre type d'initiative, que l'on peut aussi considérer comme des formes de réappropriation d'espaces cultivables vacants sont les projets qui se réclament du mouvement *Incredible Edible Network*, ou *Incroyables comestibles* dans leur déclinaison francophones : « les Incroyables Comestibles cherchent à promouvoir l'agriculture urbaine participative en invitant les citoyens à planter partout là où c'est possible et à mettre les récoltes en partage ». Plusieurs écoles, édifices municipaux, organismes communautaires et citoyen.ne.s, participent à l'initiative. Les jardins d'Incroyables comestibles sont identifiés à l'aide d'une affiche plantée directement dans les bacs de culture qui invite les passant.e.s à arroser ou entretenir le jardin si nécessaire, et surtout profiter des récoltes. Le site web offre la possibilité aux initiatives d'Incroyables comestibles d'enregistrer leurs jardins sur un répertoire (Les Incroyables comestibles s.d.).

On retrouve également des initiatives citoyennes qui visent à jumeler des citoyen.ne.s et de permettre de l'agriculture urbaine sous une forme collective sur des terrains privés. L'initiative citoyenne *Partage ta terre* dans Rosemont vise à jumeler les résident.e.s qui ont à leur disposition un espace cultivable avec des voisin.e.s qui souhaitent jardiner, mais qui n'ont pas d'accès à la terre (Partage ta terre 2021). D'une certaine manière, ce genre d'initiative se retrouve à l'intersection entre les catégories d'agriculture urbaine résidentielle et celle des initiatives de type *grassroot*.

On constate ainsi une pluralité de motivations et d'impacts à des initiatives d'agriculture urbaine, ou la participation à celles-ci, qui visent des objectifs de transformation de la société proprement sociaux et politiques ; sociaux, au sens où s'impliquer dans un projet d'agriculture urbaine constitue une action *sur* la société, et où la société apparaît comme objet (Janne 1951, 2) ; et politique au sens où les personnes s'y impliquent avec l'intention d'agir sur le monde tel qu'il est, pour adresser des problèmes et le transformer. Dans la prochaine section, nous nous attarderons donc à la littérature en science politique et en sociologie des mouvements sociaux qui permet d'adresser, dans la participation à des initiatives d'agriculture urbaine, cette manière d'agir sur le monde en vue de le transformer.

CHAPITRE 2 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

Partant du constat de cette montée en popularité de la pratique de l'agriculture urbaine à Montréal et de cette présence des dimensions sociale et politique des projets d'agriculture urbaine telle que présentée jusqu'ici, il nous semble nécessaire de produire une revue de littérature en deux parties. En premier lieu, il s'agira de présenter des travaux qui se sont intéressés à des formes de participation qui débordent du cadre classique dans lequel la participation politique a traditionnellement été considérée, et qui semblent entretenir des similarités avec le phénomène de la participation à des projets collectifs d'agriculture urbaine. Deux disciplines en sciences sociales, à savoir la science politique et la sociologie, prennent comme objet ces nouvelles formes de participation et d'engagement, et semblent donc se chevaucher dans leurs capacités à contribuer à leur analyse. On parle notamment de « nouvelles formes d'engagement politique », de « nouvelles formes de militantisme » ou de « nouvelles formes de participation politique ». Nous présenterons d'abord certains travaux qui réfléchissent cette « nouveauté » dans les manières de s'engager. Nous nous attarderons ensuite à des travaux spécifiques issus la sociologie et de la science politique qui peuvent se montrer utiles à la compréhension de l'implication dans des projets collectifs d'agriculture urbaine. Cette deuxième partie permettra ensuite de nous déplacer finalement vers des travaux issus de différentes disciplines qui ont porté spécifiquement sur l'agriculture urbaine et qui y ont décelé des éléments qu'il serait possible d'inscrire dans l'horizon du social et du politique.

2.1 De nouvelles formes de participation et d'engagement politique

Une idée de sens commun veut que les dernières décennies et l'époque actuelle soient caractérisées par un certain « désintérêt envers la politique ». Cette affirmation repose principalement sur un constat selon lequel la participation au processus électoral et l'adhésion à des organisations formelles, actives dans cette même sphère du politique (syndicats, partis politiques) sont tous deux en diminution (Ion 2005; Quéniart et Jacques 2008; Gallant 2018). Il existe cependant un constat scientifique de plus en plus unanime dans les champs de la recherche en sociologie et en sciences politiques qui s'intéressent à la participation politique qui invite à adopter une vision plus nuancée ; et qui invite en ce sens à réfléchir cet apparent

« désintérêt » comme la manifestation de transformations dans les manières de s'engager publiquement envers une cause. Cela passe entre autres par une sensibilité et une attention envers d'autres types d'activités qui ne faisaient pas l'objet d'un regard attentif de la part des sociologues et politologues qui s'intéressent à l'engagement politique et au militantisme. Cela a été fait par exemple au travers de travaux qui se sont intéressés au consumérisme politique (Quéniart, Jacques et Jauzion-Graverolle 2008; Haydu et Kadanoff 2010) au véganisme (Véron 2016) au déchétarisme (dumpster-diving) (Yates 2015; Bherer, Dufour et Montambeault 2018) ou encore à l'entrepreneuriat engagé (Jauzion 2008). Certains parlent de participation informelle (Bherer et al. 2018), de politique des styles de vie (*lifestyle politics*) (Yates 2015; Haenfler, Johnson et Jones 2012), de l'activisme quotidien (*everyday activism*) (Chatterton et Pickerill 2010), de l'alter-activisme (Pleyers 2014), du militantisme existentiel (de Bouver 2016), des DIY Politics (Dufour, Bherer et Rothmayr Allison 2015), qui sont d'autant de terme pour décrire ces nouvelles formes d'engagement ou de participation politique qui se font en dehors des institutions politiques, mais aussi en dehors des mouvements sociaux classiques.

Les travaux qui reposent sur cet a priori théorique ont comme point en commun de chercher à élargir notre définition de la participation et de l'engagement politique afin d'y inclure des pratiques qui ne cadrent pas avec les définitions actuelles, mais qui, pour les individus concernés, sont effectivement considérées comme une manière d'agir sur le monde en faveur d'une cause collective. Au travers de ce même mouvement de redéfinition, ces travaux opposent à ces « formes nouvelles de participation » certains ensembles de pratiques, d'une part le vote et l'adhésion à des organisations formelles évoquées plus tôt, dans ce qu'il convient ainsi d'appeler la participation politique « traditionnelle » ou « formelle », entendu comme le fait de participer au processus électoral ou à devenir membre d'une organisation ou d'un parti politique. D'autre part, ces nouvelles formes de participation se distinguent également de la politique contestataire (*contentious politics*), un concept extrêmement important pour le champ développé par les sociologues américains Doug Mcadam, Sidney Tarrow et Charles Tilly pour saisir les différentes formes d'actions, de protestations et de contestations (Mcadam, Tarrow et Tilly 2001).

2.1.1 Les modalités de ces transformations

Le sociologue Jacques Ion s'est intéressé à cette question de transformation dans ses travaux sur les nouvelles formes d'engagement militant au début des années 2000. Dans *Quand se*

transforment les modes d'engagement dans l'espace public, Ion (2005) pose trois constats sur ces nouvelles formes d'engagement. Le premier constat se situe au niveau d'une transformation dans la nature des actions qui s'inscrivent dans le panorama du militantisme de notre époque. Pour Ion, le militantisme actuel est parsemé d'actions de natures extrêmement variées, mais dont une part importante partage la caractéristique d'être posée dans le « souci d'agir efficacement » (Ion 2005, 24). Par opposition, on assiste à une diminution de l'engagement au travers d'adhésion dans des groupements « d'intérêt général » (partis politiques, clubs de pensée, mouvement d'éducation populaire). Ion prévient cependant qu'il ne s'agit cependant pas de dire que la recherche de résultats concrets soit une nouveauté dans l'histoire du militantisme. C'est plutôt que le poids des actions locales de portée temporelle restreinte et le sens qu'elles prennent à l'intérieur du militantisme qui change. « Cette visée pragmatique de l'engagement résonne comme une réponse à la fatalité des enjeux, une manière d'agir rapidement quand il paraît impossible d'attendre » (Ion 2005, 24). Pour Ion, cet accent sur la dimension pragmatique de l'engagement ne témoigne pas nécessairement d'un abandon de perspectives à long terme dans le militantisme, mais plutôt d'une « réarticulation du rapport entre les moyens et les fins de l'engagement » (Ion 2005, 24).

La deuxième transformation dans l'engagement identifiée par Ion se situe au niveau d'un basculement dans la représentation du temps qui guide l'activisme. On passe d'une logique où le militantisme exprime principalement un désir d'un avenir meilleur, qui passe par une transformation radicale de la société, à celui où le militantisme se fait de plus en plus en réaction à des risques constatés qui guettent l'avenir et qui doivent être adressés en urgence (Ion 2005, 25). Il s'agit donc davantage d'agir sur le cours des choses dans l'immédiat et de manière efficace plutôt que de concentrer ses revendications sur une « grande révolution » comme c'était le cas par exemple pour le projet marxiste (Ion 2005, 25).

Cet accent sur l'efficacité amène également les individus à multiplier les associations pratiques à plusieurs groupes. Une troisième transformation dans les manières de s'engager s'observe donc dans de nouvelles façons de « faire collectifs » (Ion 2005, 16). Au niveau des groupes eux-mêmes, ce sont les contraintes d'associations qui apparaissent de moins en moins fortes, ce qui donne des regroupements collectifs peu structurés, qui n'impliquent même pas nécessairement une proximité physique entre ses adhérents, la notion d'adhésion elle-même étant souvent remise en cause. Au niveau des individus, l'engagement dans un collectif se fait de moins en moins au travers de mécanisme d'adhésion formelle comme ce fut le cas avec les partis politiques, les syndicats et les organisations (Ion, Franguiadakis et Viot 2005). Le militant, dans

ce qu'il convient d'appeler la forme classique, l'était « à partir d'une adhésion préalable, idéologique, syndicale ou politique » (Ion, Franguiadakis et Viot 2005, 4) et le militant d'aujourd'hui le « devient dans et par l'action, celle de s'engager » (Ion, Franguiadakis et Viot 2005, 4). L'adhésion formelle et inscrite dans le temps cède ainsi sa place à d'autres manières, moins formelles et engageantes envers un groupe en particulier, de se relier à un collectif (Ion 2005, 27).

Ion mentionne cependant que les types d'engagements qui répondent aux paramètres plus classiques n'ont pas disparu ; ils existent toujours. Les nouvelles formes d'engagement telles que l'entendent Ion doivent plutôt être comprises comme émergeant à côté des formes plus classiques (Ion 2005, 24).

2.2 Les multiples aspects des nouvelles formes d'engagement

Dans les dernières années, de nombreux travaux se sont attardés à décrire ces nouvelles formes d'engagement. Nous allons présenter certains de ces travaux et des perspectives qu'ils suggèrent quant à la forme que prend la manière de s'engager, pour ensuite évaluer ce qu'ils peuvent apporter à l'étude de l'implication dans des jardins collectifs comme forme de participation politique.

2.2.1 L'alter-activisme : expérience, cohérence entre les valeurs et les pratiques et responsabilité individuelle

Dans ses travaux sur les jeunes « alter-activiste », Pleyers (2014) dresse le portrait de l'implication de jeunes militants qui détonnent, par leur manière de « faire de la politique », avec la définition classique de l'engagement politique et des mouvements sociaux. Cette caractérisation ne renvoie pas à un mouvement en particulier, mais bien à une « catégorie heuristique qui renvoie à une forme d'engagement » (Pleyers 2014, 2). Le chercheur propose que la distinction tienne notamment par l'importance que ces « alter-activistes » accordent à l'expérience et l'expérimentation préfigurative, et celle de trouver une cohérence entre leurs pratiques et les valeurs qu'ils défendent (Pleyers 2014).

Cet aspect préfiguratif et performatif de l'engagement est au cœur de l'alter-activisme, qui reprend à son compte la maxime gandhienne « Soyez le changement que vous

voulez voir dans le monde ». Dès lors, l'objectif ne précède pas l'action, mais lui est concomitant, c'est dans l'acte lui-même que se réalise l'objet de l'engagement « Ce n'est pas demain qu'il y aura des changements, ils sont visibles dès aujourd'hui dans le mouvement ». (Pleyers 2014, 3)

L'engagement selon Pleyers, sous sa forme d'alter-activisme, consiste ainsi à adopter des pratiques qui correspondent à un idéal de société souhaité, un « autre monde possible », au sein de leurs groupes d'affiliation ou d'associations et/ou de leur vie quotidienne. Cet engagement est ainsi également marqué par l'idée d'expérimentation, de bricolage et d'incertitude. La forme de cet autre monde souhaité, ainsi que le chemin à parcourir pour s'y rendre sont tous les deux inconnus. (Pleyers 2014, 10).

Le caractère performatif et transformateur de l'engagement des alter-activistes lie d'ailleurs intimement la construction de soi et l'engagement dans l'espace public : en s'affirmant comme sujet, l'individu devient « acteur de sa vie » ; et en se transformant lui-même, il transforme le monde (Pleyers 2014, 13). Ce lien qui existe entre la construction de soi et l'engagement dans l'espace public implique aussi de la personne engagée de réfléchir à la cohérence entre ses pratiques et les valeurs qu'elle défend. L'engagement envers une cause prend ainsi aussi la forme de responsabilités ou d'injonctions qui s'appliquent à l'individu, qui se constate une part de responsabilité envers autrui, que ce soit dans la forme du monde ou envers des générations futures. Cela rejoint les constats de Quéniart et Jacques : « L'engagement est même d'abord responsabilité au sens d'obligation envers les autres, envers la collectivité. Autrement dit, c'est un acte, un devoir de citoyen, celui de participer à la vie de la cité, à la vie sociale et politique » (Quéniart et Jacques 2008, 237).

Par sa forme préfigurative et performative, cet engagement est également une volonté particulière des personnes engagées de s'ancrer dans les milieux de vie, à l'échelle locale (quartier, université, réseaux affinitaires...), tout en y partageant des considérations pour des enjeux globaux (Pleyers 2014, 11). Ce type d'engagement est ainsi aussi caractérisé par un désir d'appartenance à des réseaux plus souples et multiples, plutôt qu'à une seule organisation, mais aussi par le fait que beaucoup de personnes engagées le font en mélangeant les formes plus traditionnelles d'engagement avec de nouvelles formes plus individualisées. Cette manière de s'engager rappelle ainsi que la politique ne passe pas seulement par les sphères institutionnelles.

Des auteurs mettent cependant en garde contre des angles morts ou des impensés de ces formes d'engagement. Dans *Think regionally, act locally?: gardening, cycling, and the horizon of urban spatial politics*, Stehlin et Tarr (2017) observent également cette tendance au désir de s'investir dans des actions locales réfléchies par rapport à des enjeux globaux, mais constatent qu'elles alimentent parfois des dynamiques d'exclusion préexistantes :

Even as supporters of gardening and cycling understand themselves as implicitly allied with struggles for the right to the city, their work to produce local space is often blind to, and even complicit in, racialized dynamics of accumulation and exclusion that organize metropolises. (Stehlin et Tarr 2017, 1329)

Ainsi, même lorsque les personnes engagées envers une cause expriment un désir d'action qui soit en cohérence avec leurs valeurs, Stehlin et Tarr argumentent que ces actions font parfois abstraction de dynamiques raciales d'exclusions qui ont cours dans les milieux urbains, et participent ainsi parfois à leur déploiement. Nous aborderons plus en détail la littérature qui met de l'avant ce paradoxe dans une prochaine section.

2.2.2 L'engagement au travers des styles de vie : les *lifestyle politics*

Un autre intérêt de la littérature issue de la sociologie des mouvements sociaux et des sciences politiques pour le présent travail se trouve dans sa conceptualisation de l'action politique par des actions liées aux styles de vie, ou les *lifestyle politics*, et plus précisément dans son argumentaire qui permet d'exposer les limites de l'approche « classique » des mouvements sociaux contemporains, en sciences sociales, pour saisir l'engagement envers une cause ; surtout lorsque cet engagement s'inscrit dans des actions au-delà des grands moments de mobilisation. Le concept de *lifestyle politics* a été proposé par des théoricien.ne.s en science politique dans l'objectif d'adresser la multiplication des formes d'action politique, observées en dehors de la politique dite formelle et qui se situe davantage dans des modes d'expressions individualisées, tel que présenté dans la section précédente.

Dans *Creative Participation*, Micheletti et McFarland définissent les *lifestyle politics* ainsi : « an individual's choice to use his or her private life sphere to take responsibility for the allocation of common values and resources, in other words, for politics » (Micheletti et McFarland 2015, 126). Les auteurs avancent que nous avons affaire à un mode d'engagement qui s'inscrit dans les *lifestyle politics* lorsqu'il y a chez un individu des actions tant dans la sphère publique que

privée et que ces valeurs, attitudes et actions visent un objectif ou un projet de changement dans l'organisation de la société (Micheletti et McFarland 2015, 126). Les *lifestyle politics* sont ainsi le résultat d'une prise de conscience de l'imbrication entre des éléments de la vie quotidienne et des enjeux plus larges : « Lifestyle politics depart from a realization that one's everyday decisions have global implications, and that global considerations should therefore affect lifestyle choices » (de Moor 2017, 4). De la même manière que Pleyers insiste sur l'importance de la cohérence entre les valeurs et les pratiques, la littérature sur les *lifestyle movements* porte ainsi une attention particulière à ces « considérations globales » et aux « choix de vie » des personnes impliquées, mais surtout l'articulation entre les deux.

Bherer et ses collaboratrices (2018) parlent quant à elles d'« action collective individuelle », qui sont définies comme des « actions individualisées qui combinent transformations personnelles et sociales (Bherer et. al. 2018, 138). Dans leurs travaux sur le déchétarisme, les chercheuses démontrent comment cette pratique peut constituer une forme d'engagement politique par la manière dont ses partisans la perçoivent et rattachent cette pratique à « un enjeu collectif pour lequel un changement leur semble nécessaire » (Bherer et. al. 2018, 138). Puisque l'activité d'engagement se déroule en partie dans la sphère privée, sa nature politique, pour être reconstituée d'un point de vue externe, peut être aperçue en s'intéressant aux trajectoires individuelles des personnes engagées :

[...] [L]e déchétarisme n'est pas un acte politique par nature, comme peut l'être le vote ou la manifestation. Selon les circonstances, le déchétarisme peut être considéré ou non comme un engagement politique. Cela dépend du sens que les personnes attribuent à leurs actions et des contextes individuels et collectifs au sein desquels se déroule cette action. Analyser les trajectoires individuelles permet de reconstituer la manière dont les adeptes du glanage se bricolent, au fil des expériences, un rapport spécifique au politique. (Bherer et. al. 2018, 138)

Cet engagement est donc caractérisé par sa présence dans la sphère privée et publique, mais surtout par le sens attribué aux actes par les personnes qui s'impliquent, et le contexte individuel et collectif dans lequel l'acte se déroule.

2.2.3 Les *lifestyle movements*

Dans leurs travaux sur les vies quotidiennes des personnes impliquées dans des initiatives de mobilisation *grassroot* et non liées à des partis politiques Chatterton et Pickerill (2010) présentent le cas de l'implication dans des *autonomous social-centres* que l'on pourrait traduire par « centres communautaires autogérés ». Ce sont des espaces qui reposent sur des modes de prise de décision anti-autoritaires et horizontaux, qui fonctionnent souvent au travers de travail bénévole, qui hébergent toutes sortes d'activités (librairie alternative et publication de zine, cuisine, garderie, salles de spectacles, de conférence et de discussion) et qui se posent en marge de la société et du mode de production capitaliste par leurs principes d'autogestions et des activités qui s'y déroulent (Chatterton et Pickerill 2010, 476). Leurs travaux s'intéressent également à un groupe de personnes qui se revendique du mouvement de *Low impact development*. Ce mouvement est constitué de personnes qui aspirent à mener un mode de vie, ou un style de vie, avec une faible empreinte matérielle notamment en construisant leurs résidences avec des matériaux recyclés, locaux et naturels et en réfléchissant à l'impact de leurs pratiques quotidiennes afin d'accorder leur mode de subsistance avec des principes de soutenabilité environnementale (Chatterton et Pickerill 2010, 477-478).

Trois principaux constats émergents des travaux de Chatterton et Pickerill (2010). Ils identifient d'abord, chez les participant.e.s à l'étude, le désir de rejeter la binarité entre « activistes » et « les autres » et permet de créer un espace, où, au final, une pluralité de valeurs peuvent être exprimée tout en travaillant vers un objectif commun, concret et pragmatique (Chatterton et Pickerill 2010, 486). Deuxièmement, il apparaît que pour les personnes impliquées, les pratiques quelque peu désordonnées et pas nécessairement structurées sont comprises entre autres au travers de leur capacité à « construire le futur, dans le moment présent » (Chatterton et Pickerill 2010, 486). Troisièmement, l'ensemble des pratiques liées à l'implication dans ces projets tendent vers un désir de construire des réseaux de confiance entre les divers projets et de pérenniser les initiatives (Chatterton et Pickerill 2010, 486-487). Dans ce travail, ils exposent donc la nécessité de rejeter la conception d'un.e militant.e entièrement dédié.e à une grande cause et « détaché[e] de la banalité de la vie quotidienne », et démontrent plutôt comment, pour ces participant.e.s, c'est au travers des pratiques quotidiennes que se vit et s'exprime l'engagement politique.

Un autre chercheur, le sociologue Luke Yates, s'est également intéressé aux espaces communautaires autogérés et arrive aussi à des conclusions qui permettent d'apercevoir du

politique au travers des pratiques quotidiennes liées à la vie dans les centres communautaires autogérés. Yates argumente que les activités quotidiennes liées à l'implication dans les centres communautaires autogérés sont « politisées et politisantes » (*politicized and politicizing*) (Yates 2015, 236) au fur et à mesure qu'elles se développent et se popularisent au travers des réseaux de personnes impliquées dans les centres communautaires autogérés et celles qui gravitent autour de ces endroits. Pour Yates, ces pratiques ne doivent pas seulement être comprises comme quelque chose qui soutient des mobilisations dans le sens classique du terme, mais comme forme d'expression politique en elle-même, et une forme de pratique « préfigurative » d'une forme alternative d'organisation de certains secteurs de la société. Yates démontre donc comment certains lieux et certaines pratiques de la vie quotidienne, en étant « politisés et politisantes », peuvent servir d'activisme latent entre les grands moments de mobilisations pour une cause (Yates 2015).

Dans les travaux de Haenfler, Johnson et Jones (2012) sur le mouvement végane, que les auteurs posent comme *lifestyle movements*, les auteurs argumentent comment la pratique du véganisme peut être comprise entre autres au travers de ses liens avec le mouvement pour les droits des animaux. Ils posent donc les pratiques associées au véganisme comme une forme d'activisme qui s'inscrit dans une lutte pour une cause plus large, qui utilise des registres d'action tout autres, davantage associés à la politique contestataire. Haenfler et ses collaborateurs décrivent comment le mouvement végane, en tant que *lifestyle movements*, fait de l'action et de la promotion consciente et active de styles de vie une tactique de changement social. Pour les chercheurs, bien que la théorie des nouveaux mouvements sociaux parvienne à saisir l'aspect culturel des revendications, elle met encore trop l'emphase sur l'aspect « organisation », et insiste trop sur une observation de phénomènes délimités dans l'espace et dans le temps (Haenfler, Johnson et Jones 2012). Étudier les *lifestyle movements*, il faut donc décaler son regard par rapport aux espaces habituellement observés pour étudier l'activisme : « Lifestyle movements occupy a space where new social movements, prefigurative politics, political consumerism, subcultures, religious movements, lifestyle trends, and even contentious politics overlap » (Haenfler, Johnson et Jones 2012, 4). La littérature sur les *lifestyle movements* est pertinente à l'égard de cette recherche par le regard qu'elle porte sur une implication locale mais qui peut être rattachée non seulement à des revendications d'envergure globale, et à des mouvements qui portent ces revendications par d'autres registres d'action.

2.2.4 Les spécificités de l'engagement en lien avec des enjeux environnementaux

Dans ses travaux sur des initiatives portées par les mouvements pour la transition écologique, de Bouver (2016) permet de relier certaines de ces transformations dans l'engagement envers une cause en particulier ; soit celle de l'écologie. Au travers d'entretiens avec des personnes impliquées dans deux types d'initiatives, soit des gens qui adhèrent à des principes de « simplicité volontaire » et qui les appliquent à leur vie quotidienne et des coachs « alternatifs » en entreprise, la chercheuse en sociologie politique constate que le fait de mettre l'écologie au cœur de leur engagement a comme conséquence d'amener les personnes militantes à « repenser le cadre et la forme que prend leur action politique » (de Bouver 2016, 91). Pour la chercheuse, cela tient entre autres à un impératif particulier imposé par la nature de l'engagement envers la cause écologique. L'engagement supporté par des principes écologiques, lorsqu'il est considéré comme « devant s'appliquer à toutes les sphères de la vie » comme c'est le généralement le cas, peut en effet envoyer des injonctions contradictoires à l'individu qui les porte.

En effet, de Bouver soutient qu'un engagement dit écologique implique d'un côté de « faire plus », et donc se d'agir vigoureusement dans l'objectif de résoudre les problèmes environnementaux : « s'engager dans la lutte contre les pollueurs, transformer ses lieux et habitudes de vie, repenser les modèles de développement, sensibiliser aux questions écologiques, créer de nouvelles technologies » (de Bouver 2016, 91-92). Mais un autre versant de l'engagement envers la cause écologique sous-tend quant à lui de faire moins : « ralentir pour moins polluer, réduire sa consommation, ses déplacements, son impact et son empreinte écologiques.

Alors que, dans l'imaginaire de nos sociétés, s'engager est souvent synonyme d'en faire plus, du point de vue écologique, un rôle politique est donné au ralentissement, au choix d'une vie simple et désencombrée et par conséquent à ce qui est habituellement jugé comme repli, retrait, désengagement ou vide. (de Bouver 2016, 92)

L'engagement écologique consiste donc d'une part, par des actions, à transformer les rapports de force afin de rendre possible un changement social ; mais également par certains détachements ou lâcher-prises, à construire une nouvelle culture, à favoriser « l'émergence d'un nouveau rapport aux autres et à la nature » (de Bouver 2016, 94). En ce sens, la thèse avancée par de Bouver consiste à proposer que cette tension entre « intensification de la lutte » et

« ralentissement » se trouve au cœur des transformations observables dans l'engagement politique depuis les années 1970, et qu'elle participe à élargissement de l'éventail des comportements et actions qu'il est possible de regrouper sous l'ombrelle de l'engagement politique (de Bouver 2016, 92).

de Bouver soutient ainsi que cette injonction contradictoire de l'engagement politique sur des enjeux écologistes conditionne la manière de s'engager. Les pratiques d'engagement sur des enjeux écologiques sont en effet pour plusieurs articulées avec des discours et des pratiques existentielles, liés à l'intériorité et au travail sur soi. En s'appuyant sur le concept de militant existentiel de « militant existentiel » de Arnspenger (Arnspenger 2009, dans de Bouver 2016), l'auteurice soutient que cette place grandissante que prend le travail sur soi vient justement neutraliser cette contradiction. Ce type d'engagement vient ainsi offrir « la possibilité de trouver une voie entre révolte et quête de sens, entre recherche d'utopie et quête d'identité » (de Bouver, 2016, 102).

2.2.5 Action communautaire et militantisme

Comme nous l'avons évoqué plus tôt, nous nous intéressons à la participation à des projets d'agriculture urbaine sous une forme particulière, soit collective, portée par des organismes communautaires. Les projets dans lesquels s'inscrit la participation qui est l'objet de ce travail sont le résultat d'un type d'organisation particulier, les organismes communautaires. Le gouvernement du Québec les définit ainsi : « groupe issu de la communauté poursuivant soit des activités bénévoles soit des activités qui, même si elles sont rémunérées, sont sans but lucratif et ce, dans le domaine de la santé et des services sociaux » (Gouvernement du Québec 2021). Les organismes communautaires sont donc des organismes à but non lucratif qui œuvrent sur des enjeux variés qui touchent la population.

Le concept d'action communautaire est une des manières de référer aux actions et œuvres des organismes communautaires. Elle peut être définie comme « une forme d'intervention qui vise à permettre à un ensemble de personnes d'agir collectivement de façon planifiée en vue de changer une situation sociale commune » (Duval 2008, 84). Tout un pan de la littérature s'intéresse spécifiquement à l'action communautaire. Lavoie et ses collaborateurs, par exemple, retracent l'évolution des pratiques communautaires au Québec en relation avec le contexte socioéconomique (Lavoie, Panet-Raymond et Mercier 2014). Les auteur.trice.s argumentent qu'à

partir des années 2000, le contexte d'accélération de la mondialisation, de progression du néolibéralisme et de la montée de la conscientisation sur les enjeux environnementaux, a amené les organismes communautaires à être parmi les acteurs qui ont participé à la constitution de répliques citoyennes sur ces enjeux. En mobilisant les acteurs de la société civile autour d'« utopies mobilisatrices » (Lavoie, Panet-Raymond et Mercier 2014, 51), les organismes communautaires ont ainsi proposé des solutions aux problèmes engendrés ou aggravés par la mondialisation, le néolibéralisme et la destruction de l'environnement (Lavoie, Panet-Raymond et Mercier 2014, 49-51).

L'action communautaire a de particulier, par rapport aux différentes perspectives présentées plus tôt, qu'elle prend forme par l'action de personnes militant à l'intérieur d'une organisation particulière, les organismes communautaires, en visant à adresser des injustices vécues par des populations plus démunies ou à satisfaire des besoins non remplis, sur la base de principes comme la justice sociale, la solidarité, l'autonomie et la démocratie (Jetté 2017, 29). On retrouve cependant une forte adéquation entre ces enjeux et ceux qui sont adressés par les différentes formes d'engagement politique présentées plus haut. Notons que, comme le suggère Ion et ses collaborateurs, cette frontière poreuse qui sépare bénévolat, militantisme et engagement politique peut être arbitraire du point de vue de l'engagement envers une cause. Des actions menées dans le cadre communautaire peuvent très bien être considérées comme de l'engagement (Ion, Franguiadakis et Viot 2005, 5). Dans cette optique, il peut donc être utile de s'intéresser à l'engagement dans le milieu communautaire comme une forme d'engagement ou de participation politique. Le changement social passe ainsi par des actions ou des luttes qui visent à « remodeler les structures institutionnelles » (Jetté 2017, 29). Cette perspective théorique sur une forme spécifique de militantisme nous semble utile pour éclairer une partie du phénomène de l'implication dans des projets collectifs d'agriculture urbaine, puisqu'elle s'intéresse à l'espace (les organismes communautaires) où ces projets — et donc l'implication dans ceux-ci — prennent forme.

2.3 Les différentes dimensions politiques de l'agriculture urbaine

Pour mieux cerner le phénomène de la participation qui revêt un sens politique par des initiatives d'agriculture urbaine, il nous semble également nécessaire de nous attarder à la littérature sur celles-ci, et spécifiquement celle qui fait ressortir des revendications, motivations ou effets que l'on peut inscrire dans l'horizon du politique. Avant d'aborder spécifiquement le cas

montréalais, qui sera l'objet de cette étude, nous allons donc présenter un survol de différents travaux qui permettent de positionner l'agriculture urbaine comme une possible forme d'engagement politique ou une manière d'adresser des problèmes de société. Plutôt que d'imposer préalablement une définition trop restrictive du « politique » et de recenser les analyses qui identifient des effets à des projets collectifs d'agriculture urbaine qui répondraient à cette définition, nous allons plutôt présenter des écrits qui rapportent des motivations à participer à des projets, ou des effets de ces projets liées au fait d'adresser des enjeux collectifs.

2.3.1 Une convergence d'acteurs aux revendications et critiques similaires

Relevons d'abord que certaines recherches démontrent comment les lieux où se pratique l'agriculture urbaine collective peuvent agir comme point de convergence pour des acteurs qui partagent des revendications communes liées à divers enjeux urbains ou environnementaux. Dobernig et Stagl (2015), par exemple, ont étudié les enjeux qui poussent les personnes à s'impliquer ainsi que l'imbrication entre les actions de la vie quotidienne qu'ils politisent et des enjeux globaux :

For our respondents, the disappointment about the global food system does not lead to engagement in conventional political protests but rather to a redirecting of attention on areas that they can directly influence. What is put in focus, are the realms of private life, social networks and the local community. (Dobernig et Stagl 2015, 7)

Dans *Social Structural Location and Vocabularies of Participation : Fostering a Collective Identity in Urban Agriculture Activism*, Lyson s'intéresse à la construction de l'identité collective dans les initiatives d'agriculture urbaine en explorant les discours sur les raisons qui amènent les personnes à s'engager ou à porter des projets. Dans ses travaux, Lyson explore les motivations à s'impliquer dans des projets d'agriculture urbaine, qui s'articulent autour de trois principaux discours : 1) un discours qui conteste les systèmes alimentaires reposant largement sur des complexes agro-industriels, 2) un désir de créer une communauté inclusive autour de la production alimentaire, et 3) un désir « aux allures presque missionnaires » (missionary-like) d'éduquer sur les bénéfices personnels de l'agriculture urbaine (Lyson 2014, 319). Lyson rapporte que les personnes disent s'impliquer entre autres parce qu'elles sont attirées par la possibilité de créer des communautés inclusives que permet l'acte de la production collective de nourriture en milieu urbain. Elle identifie entre autres que les personnes impliquées sont en

bonne partie des personnes très scolarisées, qui semblent utiliser les connaissances et les clés de compréhension du monde qu'ils ont acquises par cette éducation pour articuler leur implication avec une critique et une lutte contre le système alimentaire agroindustriel (Lyson 2014).

Les travaux de Julien Denis et ses collaborateurs, qui se sont intéressés au collectif d'agriculture urbaine autogéré le CRAPAUD, décrivent comment le lieu de convergence qu'il constitue a participé à la création d'un groupe de travail plus large sur l'agriculture urbaine qui a réuni de multiples acteurs concernés par les enjeux liés à l'agriculture urbaine. Le CRAPAUD, de concert avec d'autres acteurs clés en agriculture urbaine à Montréal par la mise sur pied du GTAU, ont uni leur voix pour exprimer le besoin d'une réflexion sur le sujet de l'agriculture urbaine à Montréal. Comme nous l'avons indiqué en introduction, le CRAPAUD et le GTAU ont récolté plus de 29 000 signatures pour demander à la Ville de Montréal la tenue d'une consultation publique sur l'agriculture urbaine. C'était ainsi la première fois qu'un groupe se saisissait du droit d'initiative de la Ville de Montréal¹.

Ce cas est un exemple intéressant de la manière dont un collectif peut faire office de point de convergence pour permettre à des acteurs locaux d'entrer en dialogue avec les institutions et de porter des revendications aux instances politiques.

2.3.2 Une façon de concrétiser un projet de forme alternative de la société

Dans d'autres travaux, les personnes qui participent à des initiatives d'agriculture urbaine le font entre autres pour mettre en œuvre ce que l'on peut qualifier d'« utopie concrète ». Certains voient en effet les initiatives d'agriculture urbaine comme un élément dans un ensemble plus large de redéfinitions de la place de la nature en ville et une étape dans la construction d'un système de production alimentaire en circuit court (Deverre et Traversac 2011; Torre et Bourdeau-Lepage 2013; Scheromm 2015). Certomà et Tornaghi expliquent que l'intérêt exprimé par des participant.e.s envers leurs implications dans des initiatives d'agriculture urbaine

¹ Le droit d'initiative est un outil inscrit dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités depuis 2010 qui permet aux citoyen.ne.s d'obtenir une consultation publique sur un enjeu ou un sujet qui relève de la Ville ou des arrondissements conditionnellement au respect de certaines conditions d'admissibilité de la demande, notamment de recueillir un minimum de 15 000 signatures pour un projet qui concernent la ville-centre. Le [site web de la Ville](#) présente les conditions détaillées.

résident dans le fait qu'elle permet de mettre en œuvre et de concrétiser une forme alternative à une société néolibérale plutôt que de simplement la critiquer :

Urban gardening in the Global North appears often primarily focused on practices whose main appeal resides in the power of doing a state of things rather than merely talking about it. It entails, thus, common activity changing the matter and space of daily life in real places. Nonetheless, scholars' analysis clearly shows how all of these practices both entail material and semiotic aspects at once, that is, they emerge as materialisation of politically articulated visions for alternatives to neoliberal urban arrangements. (Certomà et Tornaghi. 2015 p.1124-1125)

Pour certains, l'agriculture urbaine peut aussi par exemple constituer une pratique contestataire qui s'oppose à l'organisation sociale et spatiale du système capitaliste (Purcell et Tyman 2015; Crossan et al. 2019). Dans *Cultivating food as a right to the city*, Mark Purcella et Shannon K. Tyman proposent d'appréhender la pratique de l'agriculture urbaine comme une illustration du concept de Droit à la ville tel que théorisé par Henri Lefebvre :

Cultivating urban land very often emphasizes and develops social and ecological values rather than market logics. It can generate nodes of solidarity, relations of reciprocity, and networks of self-sufficiency among urban inhabitants. It can emphasise the use value of urban space rather than its exchange value and it can prioritise the needs of inhabitants over the rights of owners. It can also prompt communities to become active as they engage in the project of producing food for themselves and actively appropriate the space (and other resources) needed to do so. (Purcell et Tyman 2015, 1132)

L'agriculture urbaine permet ainsi de poser des actions et de mettre en œuvre des pratiques, pour répondre à des problèmes qui concernent la société, plutôt que de les adresser simplement en les critiquant. Elle permet également aux personnes qui s'impliquent de s'opposer activement à des logiques ou des projets considérés comme indésirables, car trop orientés vers le profit et la croissance des marchés, et de s'appropriier des espaces pour construire des résistances concrètes.

2.3.3 La reproduction de la logique néolibérale et des dynamiques racistes et coloniales

Dans ses travaux de géographie critique sur l'agriculture urbaine, Nathan McClintock a démontré à plusieurs reprises comment, malgré des intentions bien fondées de porteurs de projets d'agriculture urbaine et autres types d'interventions visant la sécurité et la justice alimentaire, les projets ont parfois des effets paradoxaux dus au contexte politique néolibéral et colonial dans lequel ils viennent s'insérer et évoluer. McClintock démontre en effet que, bien que des recherches parviennent à démontrer des contributions positives de l'agriculture urbaine à des enjeux auxquels font face les milieux urbains comme la sécurité et la justice alimentaires, la santé publique et la durabilité environnementale (McClintock 2014, 148), et même malgré des intentions parfois radicales de changement social chez les personnes qui portent les projets, des initiatives d'agriculture urbaines, et plus largement des initiatives issues des *alternative food movements* peuvent contribuer ou faciliter l'expansion de la logique néolibérale dans les villes (McClintock 2014) et réitérer des dynamiques coloniales (Bach et McClintock 2020). Dans ses travaux, McClintock démontre comment l'agriculture urbaine vient parfois participer à un processus de néolibéralisation d'espaces vacants. Lorsque des projets sont par exemple mis sur pied dans des espaces dits « dévitalisés » et qu'ils sont subséquemment investis par des personnes blanches, les espaces ainsi « revalorisés » gagnent en valeur notamment par ce que McClintock appelle du capital de durabilité (*sustainability capital*) que confèrent les projets, donnant lieu à des phénomènes de gentrification.

[G]ardens and other forms of food production alone do not drive gentrification. Rather, [...] their uneven valorization is sociospatially dependent on both the agglomeration of ecohabitus and the racialized historical–geographical factors giving rise to rent gaps in particular neighborhoods. [...] Moreover, a postpolitical, color-blind discourse of sustainability obscures the resulting whitening of urban space but nevertheless functions tacitly within the larger racial project of gentrification arising from an urban sustainability fix. (McClintock 2018, 586)

Ce processus de néolibéralisation des espaces urbains s'accompagne aussi parfois d'une logique d'exclusion ou de marginalisation de certaines populations. Comme l'explique Julie Guthman dans *Bringing good food to others : investigating the subjects of alternative food practice*, les personnes engagées dans des projets de justice alimentaires, dont font partie l'agriculture urbaine, adoptent parfois des discours qui reflètent une version blanche de l'histoire

et du contexte dans lequel les projets s'insèrent, et qui fait fit de ses composantes racistes. Lorsque ces projets évoluent dans des lieux habités par des personnes racisées, ignorer l'historique raciste ou colonial d'un lieu ou d'une société a tendance à renforcer des dynamiques d'exclusion ou de marginalisations. Gutherman démontre en effet que les initiatives d'agriculture urbaines prennent souvent la forme d'espaces blancs (*white spaces*) qui ont tendance à renforcer ou réaffirmer des dynamiques coloniales et d'oppressions de personnes racisées, même si cela passe souvent par de la sincère bienveillance : [T]he intention to do good on behalf of those deemed other has the markings of colonial projects, in that it seeks to improve the other while eliding the historical developments that produced these material and cultural distinctions in the first place (Guthman 2008, 436). Dans ses travaux, Lyson (2014) a également argumenté que la convergence de personnes au profil socioéconomique similaire amène une certaine homogénéité dans le profil des personnes impliquées (personnes majoritairement blanches, jeunes et éduquées) qui limite également l'étendue des possibles qui s'ouvrent au mouvement (Lyson 2014, 322).

En Amérique du Nord, le contexte de la colonisation du territoire ancestral de nombreux peuples autochtones, qui fait que la plupart des projets d'agriculture urbaine sont en fait mis sur pied sur des territoires autochtones non-cédés, réitère une dynamique coloniale des blanc.he.s sur des territoires autochtones et leurs habitant.e.s. Dans le cas de la Ville de Montréal, les projets se trouvent en effet à être mis sur pied sur un territoire Anishinaabeg et Mohawk (Bach et McClintock 2020, 5). Ainsi, des projets qui ne prennent pas en compte le contexte de discrimination raciale ou l'historique colonial d'un territoire ou d'une société, aussi bien intentionnés soient-ils du point de vue de la « saine alimentation », courent le risque de participer, parfois malgré eux, à ces dynamiques.

Ces travaux, qui rappellent la nuance qu'apportent Stehlin et Tarr (2017) sur les limites de certaines tactiques d'engagement qui agissent localement, mettent en lumière une composante, paradoxale, et fondamentalement politique de la participation à des initiatives d'agriculture urbaine. Cette dimension paradoxale des effets des initiatives d'agriculture urbaine en fonction des contextes où ils sont mis sur pied permettent d'illustrer l'importance de saisir le contexte dans lequel les initiatives d'agriculture urbaine s'insèrent pour en saisir la portée politique, au-delà des intentions des personnes impliquées.

Tableau 2.1 : Synthèse des différentes perspectives théoriques pour caractériser la participation politique en dehors de la politique électorale et de la contestation

Perspective théorique	Caractéristiques clés à retenir pour ce travail
Alter-activisme	Engagements dans des groupes multiples et hétérogènes, qui mélange les registres d'action politique. Une importance est accordée à l'expérience liée à l'engagement, la cohérence entre les valeurs et les pratiques et la responsabilité individuelle face à des enjeux.
<i>Lifestyle politics et lifestyle movements</i>	Engagement qui vise le changement social par l'adoption de pratiques qui s'inscrivent dans la vie quotidienne, et qui se manifeste simultanément dans la sphère publique et privée.
Engagement sur des enjeux écologiques : l'engagement existentiel	Un engagement caractérisé par une injonction paradoxale : faire plus, et faire moins en même temps, et qui doit « s'appliquer à toutes les sphères de la vie ».
L'action communautaire	Militantisme qui prend forme au travers d'une organisation particulière, les organismes communautaires dont les missions peuvent être multiples, et qui sont financés par l'État ou des acteurs issus du privé. L'action vise habituellement à adresser des injustices vécues par des populations plus démunies ou à satisfaire des besoins non remplis.
Géographie critique	Démontre comment le contexte dans lequel s'inscrit l'implication dans un projet d'agriculture urbaine peut avoir une incidence sur la portée politique de cette implication.

Suivant cette revue de littérature, nous retenons donc plusieurs éléments qui permettent d'orienter nos réflexions sur la participation politique en dehors de de la politique électorale et contestataire. D'abord, dans l'étude de l'alter-activisme, l'importance accordée à expérience liée à l'engagement, ainsi que la cohérence entre les valeurs et les pratiques et le désir de prendre une part de responsabilité individuelle par rapport à des enjeux. L'accent sur les styles de vie nous suggère de porter une attention particulière à des actions qui pourraient se trouver à la frontière de la sphère privée et publique, et aussi au sens attribué à leurs pratiques par les personnes qui s'impliquent. Il nous semble utile de passer par l'implication dans un lieu donné et

circonscrit, mais de porter attention à comment elle peut être rattachée à d'autres registres d'action, à des revendications d'envergure globales et à des mouvements qui portent ces revendications. Retenons également l'importance suggérée par diverses perspectives de porter une attention au contexte dans lequel l'action évolue. Nous résumons dans le tableau ci-dessous les principaux éléments à retenir. Dans les sections suivantes, nous présentons la question et l'hypothèse de recherche qui ont orienté ce mémoire.

2.4 Question de recherche

À cette étape du processus de recherche, il me semble d'abord important de « mettre en énigme ce qui paraît normal » (Lemieux 2012, 30). Pourquoi assiste-t-on à une montée en popularité de l'agriculture urbaine, plus spécifiquement sous ses formes collectives ? Et pourquoi y observe-t-on une implication dont les effets escomptés dépassent les limites du jardin et dont les motivations renvoient à des enjeux globaux comme les systèmes alimentaires et la protection de l'environnement ? Ces indices laissent présager que cette implication puisse être étudiée en tant qu'une manifestation de la diversification des formes d'engagement politique par des personnes qui désire agir sur cause collective.

Suivant les constats présentés jusqu'ici, il me semble pertinent d'interroger la présence de ces dimensions sociale et politique dans l'implication à des initiatives d'agriculture urbaine collectives. Dans le cadre de cette recherche, nous tenterons donc de répondre à la question suivante : qu'est-ce qui motive le choix de l'agriculture urbaine collective comme tactique pour adresser des problèmes collectifs ? ». Des pistes d'explications sont à chercher d'une part dans les effets, désirés et perçus à cette implication, mais aussi dans les trajectoires des personnes interrogées, ainsi que dans le contexte dans lequel cette implication naît et évolue. Cette recherche s'insère ainsi dans la lignée des précédents travaux sur l'agriculture urbaine, qui se sont entre autres intéressés aux motivations des participants et aux effets de ces initiatives. Elle a comme spécificité de partir avec le postulat suggéré par la littérature de la présence de cette dimension politique de ces initiatives et de l'interroger spécifiquement en tant que forme de participation politique.

En réponse aux multiples appels dans les recherches en sciences sociales à élargir notre conception de la participation politique et de l'activisme ; de la même manière par exemple qu'Haenfler et ses collaborateurs (2012) répondaient à l'appel de Snow (2004) d'élargir notre

conceptualisation des mouvements sociaux au-delà de la politique contestataire, ce travail a pour objectif d'étudier l'implication dans des projets d'agriculture urbaine collective comme une manière d'agir et de se positionner politiquement sur des enjeux environnementaux, sociaux et alimentaires.

2.5 Hypothèse de recherche

Par la posture inductive de cette recherche, l'hypothèse présentée ici n'est pas une hypothèse « forte ». Il s'agit plutôt d'une piste de réponse que nous allons tenter d'éclairer au travers de ce travail de recherche, et que les entretiens pourront venir préciser. Suivant les pistes de réflexion posées par Certomà et Tornaghi (2015) : *Urban gardening in the Global North appears often primarily focused on practices whose main appeal resides in the power of doing a state of things rather than merely talking about it* (Certomà et Tornaghi 2015, 1125), nous posons l'hypothèse que la participation à des initiatives d'agriculture urbaine, par rapport à la politique contestataire, sont, pour les participant.e.s, une manière de « mettre en œuvre » un idéal de société plutôt que de simplement parler de solutions à des problèmes. Par le fait même, cette hypothèse rejoint également le principe de cohérence entre les pratiques et les valeurs qu'identifie Pleyers dans ses travaux (2014, 3).

CHAPITRE 3 : CADRE CONCEPTUEL

Nous avons vu dans la section précédente que la participation ou l'engagement envers une (ou des) cause peut prendre différentes formes. Nous avons vu également que des projets collectifs d'agriculture urbaine peuvent revêtir des dimensions proprement politiques, au sens où ils sont un lieu de convergence d'acteurs qui portent certaines revendications et permettent de se positionner sur des enjeux publics, ou encore de concrétiser des formes alternatives de projets de société. Dans cette section, nous allons présenter les principaux concepts utilisés pour éclairer les motivations politiques de l'implication dans des projets collectifs d'agriculture urbaine, soit la participation politique et l'évitement du politique, les trajectoires d'engagement ainsi que le concept de tactiques de changement social.

3.1 Circonscrire les frontières de la participation politique

Étudier un phénomène à la frontière des définitions communément acceptée du politique amène son lot de difficulté, tant théorique que méthodologique. En effet, les conclusions que l'on peut porter sur ces changements observés dans les manières de s'engager dans la sphère publique dépendent évidemment de la définition que nous posons du concept de participation dans cette même sphère (van Deth 2014, 350). Dans le langage populaire, on associe parfois la politique avec ce qui est partisan. La politique renvoie ainsi à l'action des partis politiques et de leurs membres, ainsi que la participation citoyenne au processus qui permet de les porter au pouvoir. Pour se défaire des raccourcis de sens commun, il peut être utile d'abord de retourner aux écrits d'Hanna Arendt, philosophe et politologue extrêmement influente pour les réflexions subséquentes en pensée politique. Selon la perspective arendtienne « c'est la possibilité d'action qui fait de l'homme un être politique ». C'est dans sa faculté à faire quelque chose de nouveau plutôt que de répéter des gestes que l'être humain peut être politique (Arendt 1972, 193). Partant de cette base, continuons sur un effort de conceptualisation de la participation politique réalisé par le politologue Jan W. Van Deth (2014).

Dans *A Conceptual Map of Political Participation*, Van Deth s'intéresse, comme les différent.e.s auteur.trice.s présenté.e.s en revue de littérature, aux transformations dans les modes de participations politiques au cours des dernières décennies. Van Deth voit ces transformations comme une expansion des registres d'activités qu'il est possible de regrouper sous l'ombrelle de

la « participation politique ». Il aborde cette expansion et les ambivalences, ou défis théoriques, qui accompagnent son étude (van Deth 2014, 349).

Au travers de l'interrogation initiale : « How would you recognize a mode of participation if you see one ? », il expose d'abord une première ambivalence : selon la définition que l'on retient de la « participation politique », nos conclusions sur la nature des changements qui s'opèrent dans cette participation, et donc de manière plus large, les changements qui s'opèrent dans nos sociétés démocratiques, varient. Un problème vient donc entre autres du fait que l'on utilise un même concept, la participation politique, pour décrire plusieurs phénomènes différents comme boycotter une marque, signer une pétition, cocher un nom sur un bulletin de vote, etc. (van Deth 2014, 350). Ensuite deuxième ambivalence : lorsque l'on s'attarde à certaines formes de participation politique, on constate que certaines peuvent seulement être considérées comme telles à condition que soient exprimées des intentions politiques (par exemple, boycotter une marque de vêtement) (van Deth 2014, 350). Or, si l'on accepte l'intention comme seul critère pour déterminer si un acte est, ou n'est pas, de la participation politique, on dilue le concept au travers d'une hyper-subjectivation du phénomène. Suivant cette définition limitée, tout acte peut être politique. Il suffit de demander à la personne si elle considère un geste donné comme acte de participation politique (van Deth 2014, 350).

Van Deth argumente donc que la multiplication des formes de participation a mené les chercheurs en plein dilemme : soit utiliser une conception désuète de la participation politique, soit élargir la définition de ce qui peut être considéré comme de la participation politique et courir le risque d'inclure trop de phénomènes (van Deth 2014, 351). L'objectif du politologue est donc de dépasser les ambivalences précédemment exposées en délaissant une définition nominale de la participation politique et en opérationnalisant la participation politique en portant une attention aux buts et intentions des participants (van Deth 2014, 351). Pour ce faire, il propose une carte conceptuelle pour circonscrire la participation politique, que nous allons utiliser dans le cadre de ce travail.

3.1.1 La participation politique

Puisque, à notre connaissance, la participation à des initiatives d'agriculture urbaine collective n'a pas été étudiée précisément en tant que forme d'engagement ou de participation politiques, il importe de procéder avec une grande prudence analytique. La conception dite traditionnelle de

la participation politique a longtemps porté son attention sur les activités orientées vers l'État, soit par le processus électoral, soit par des actions qui visent à s'adresser à l'État (de Moor 2017, 2). Les travaux du politologue Jan W. Van Deth sur la participation politique permettront de saisir l'implication dans des initiatives d'agriculture urbaine comme une forme de participation politique si elle en est une. Van Deth pose une carte conceptuelle de la participation politique, sous la forme d'une liste de sept règles qui permettent de circonscrire le phénomène. Nous rapportons cette carte conceptuelle à la page suivante (Figure 3.1).

La première règle posée est van Deth : « Avons-nous affaire à un comportement ? (*Do we deal with behaviour?*) » (van Deth 2014, 355). C'est le point de départ de la réflexion. Un comportement peut-être un geste positif, mais peut également être une absence de comportement, comme boycotter une marque ou s'abstenir de voter à des élections. Vient ensuite la deuxième règle : « Est-ce que l'activité est volontaire ? (*Is the activity voluntary?*) » (van Deth 2014, 355). Cette deuxième étape de la réflexion consiste à vérifier que ce comportement, ou cette activité, sont bel et bien volontaires, et qu'ils ne sont pas le résultat d'une coercition externe à l'individu, par exemple une obligation légale, ou bien un impératif de nature économique ou qui relève de normes sociales. Ensuite, la troisième règle : « Est-ce que l'activité est pratiquée par un citoyen ? » (*Is the activity done by citizens?*) (van Deth 2014, 355). La troisième étape consiste à se départir des activités professionnelles comme celle des politiciens, des journalistes ou des lobbyistes. Comme le mentionne van Deth, bien que leurs activités puissent être intégrées dans une analyse de la participation politique, leur rôle particulier et leur proximité avec les sphères de pouvoir impliquent une considération conceptuelle particulière (van Deth 2014, 355-356). Et puis la quatrième règle : « Est-ce que l'activité est située dans la sphère gouvernementale, étatique ou de la politique ? (*Is the activity located in the sphere of government/state/politics?*) » (van Deth 2014, 356).

Ces quatre premières règles permettent de poser une définition « minimaliste de la participation politique ». Comme l'explique van Deth, cette première définition minimaliste met l'accent sur le lieu, ou « l'arène » où prend forme l'activité, on obtient ainsi un cadre permettant de cerner des activités qui relèvent d'une définition plus conventionnelle de la politique (van Deth 2014, 356). Cette définition minimaliste écarte sans équivoque notre objet de recherche, l'implication dans des initiatives d'agriculture urbaine collective. Le prochain élément de la carte conceptuelle de van Deth permet toutefois de poursuivre la réflexion même si l'activité d'intérêt ne se trouve pas dans la sphère gouvernementale ou étatique ou de la politique. La cinquième question demande donc « Est-ce que l'activité est dirigée vers la sphère gouvernementale ou étatique, ou

de la politique? (Is the activity targeted at the sphere of government/state/politics?) » (van Deth 2014, 357). Si la réponse à la cinquième question est négative, on interroge encore la cible de l'activité : « Est-ce que l'activité est orientée vers la résolution de problèmes collectifs ou en lien avec la communauté ? (Is the activity aimed at solving collective or community problems?) » (van Deth 2014, 357). van Deth insiste ici sur le fait que cette étape de la réflexion interroge la cible de l'activité : c'est la cible, et non pas la nature de l'activité, qui doit être de nature collective. Ceci permet d'inclure un plus large éventail de formes de participations, comme des initiatives citoyennes qui s'expriment entre autres au travers d'actions individuelles.

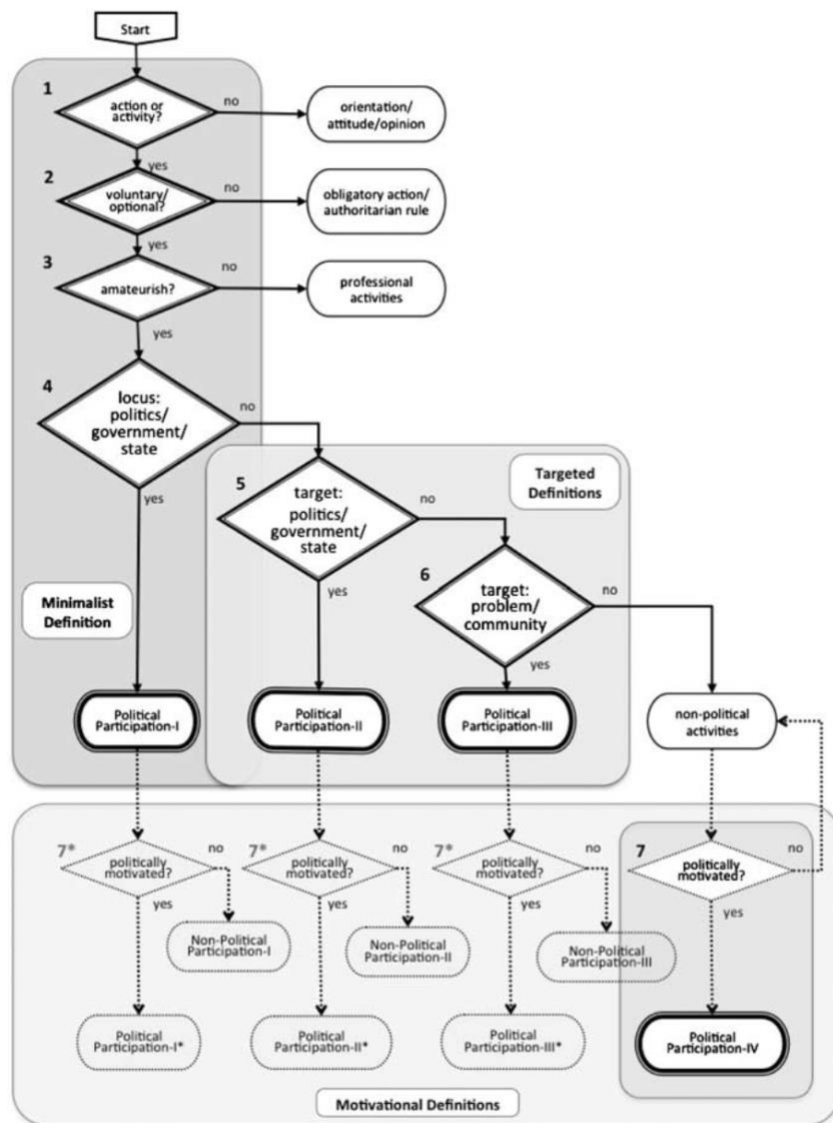


Figure 3.1 : Carte conceptuelle de la participation politique

Source : Van Deth 2014

Si ces six premières règles ne parviennent pas à saisir l'activité d'intérêt dans toute son ampleur, le cadre conceptuel de van Deth permet d'aller plus loin, en adressant les intentions des participant.e.s avec une septième règle : « Est-ce que l'activité est utilisée pour exprimer des orientations et intentions politiques (*Is the activity used to express political aims and intentions of participants?*) » (van Deth 2014, 359). Comme l'explique van Deth, en référant aux intentions des participant.e.s, cette règle permet d'adresser non pas une nouvelle forme de participation, mais une sous-variété.

Cette carte conceptuelle, appliquée à l'étude de la participation à des initiatives d'agriculture urbaine collectives, permettra de nous assurer que nous adressons bel et bien la dimension politique de cette participation. En partant d'abord de la définition minimaliste, sur laquelle s'ajoutent les intentions, nous évitons de tomber dans le piège de l'hyper-subjectivation contre laquelle nous met en garde van Deth.

3.1.2 L'évitement du politique

Au travers de ses travaux sur le bénévolat et les groupes communautaires, Nina Elisaoph expose une tendance qu'ont les personnes impliquées à diluer et évacuer les considérations politiques de leur engagement (Elisaoph 1998, 7). La perspective d'Elisaoph permet de comprendre pourquoi, dans certains contextes, certaines personnes peuvent vouloir éviter d'afficher ouvertement leurs propos comme étant politiquement chargés, alors qu'en privé, leurs discours évoquent des revendications ou des considérations qui sont fondamentalement politiques. Ce constat d'évitement du politique est partagé par d'autres recherches qui ont porté sur ces nouvelles manières de s'engager politiquement. De Bouver, notamment, mentionne dans ses travaux de recherche sur les mouvements écologiques, comment plusieurs des personnes interrogées ne se désignent pas elles-mêmes comme militant.e.s, « ce terme étant plutôt associé à des comportements à proscrire comme « le dogmatisme, la violence, l'« esprit grégaire » ou encore le « culte du non » » (de Bouver 2016, 93). Un participant des travaux de recherches de Geoffrey Pleyers rapportés *dans Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique* exprime « Pour moi, ce n'est pas de l'activisme. C'est juste un changement dans notre manière de vivre » (Pleyers 2014, 11). Pour l'auteur, ce refus de se décrire comme activiste est justement une manière de distinguer leurs moyens d'action des formes classiques d'engagement politique (Pleyers 2014, 11).

Parler d'« évitement du politique » peut également renvoyer à un autre phénomène possiblement apparenté à celui rapporté par Eliasoph, Pleyers, de Bouver et bien d'autres. Dans un de ses sens admis, parler de politique peut renvoyer à un ensemble plus restreint d'activités que ce qui nous intéresse dans le cadre de ce travail. Sans éviter activement ou explicitement la politisation d'un geste, si ouvertement interrogée à propos de la dimension politique de leur implication, les participant.e.s pourraient interpréter différemment le sens du concept de politique. Des participant.e.s pourraient renvoyer à une définition, plutôt limitée, mais très commune, du politique, soit les activités partisanes ou l'exercice du pouvoir.

Bien que le concept d'évitement du politique ne soit pas l'objet central de cette recherche, ces travaux nous permettent de garder à l'esprit une prudence analytique, tout au long du processus de recherche, de l'élaboration du design de recherche à l'analyse des résultats, à porter notre regard au-delà du premier niveau de discours des répondant.e.s et du sens qu'ils ou elles attribuent au concept de politique, si celui-ci en vient à être abordé.

3.1.3 L'importance de l'attention au contexte pour saisir la dimension politique

Dans *From Compassion to Critical Resilience : Volunteering in the Context of Austerity*, le sociologue Pierre Monforte (2019) s'intéresse à la dimension politique du bénévolat effectué en contexte d'austérité. Au travers d'une analyse des motivations rapportées par les personnes impliquées dans des organismes d'aide aux réfugiés, Monforte s'attarde aux mécanismes qui font émerger des considérations critiques et politiques dans l'engagement de certaines personnes impliquées, par opposition à d'autres chez qui la simple compassion envers autrui motive l'engagement. Les travaux de Monforte permettent d'exposer comment une attention envers le processus au travers duquel l'action émerge et le contexte dans lequel elle est posée, permettent de se prononcer sur la nature politique de l'acte. L'engagement envers des réfugiés peut être considéré comme une action caritative, dénuée de dimension politique, lorsqu'elle repose principalement sur de la compassion ; mais qu'elle peut également mener à des actions qui s'inscrivent dans le politique si cet engagement est motivé par un sentiment d'injustice dirigé vers les sphères de pouvoirs, dans ce cas-ci l'État, expliqué notamment par le contexte d'austérité néolibérale (Monforte 2019).

Dans *Fouiller dans les poubelles est-il une forme d'engagement politique ?* les politologues Laurence Bherer, Pascale Dufour et Françoise Montambeault adressent également ce défi

théorique et méthodologique au travers d'une étude empirique sur la pratique du déchéatarisme. Leurs conclusions pointent également vers une nécessité d'accorder un regard attentif au contexte. Partant de considérations similaires à celles de van Deth, les autrices démontrent comment la dimension politique de ces activités ne se donne pas à voir nécessairement uniquement dans la forme qu'elles prennent, mais également au travers du contexte dans lequel elles émergent et sont pratiquées. Les autrices argumentent que pour saisir cette dimension politique, il est nécessaire d'adopter plus d'une échelle d'analyse. Au-delà du microenvironnement dans lequel se déroule l'activité individuelle, il faut également porter notre attention sur l'environnement plus large dans lequel s'inscrit l'activité. Les autrices proposent donc de distinguer les activités politiques des non-politiques non pas uniquement en fonction de la nature de l'activité individuelle en elle-même, mais également dans la qualification de l'activité en tant que pratique sociale dans un contexte donné (Bherer, Dufour et Montambeault 2018).

Comme nous l'avons abordé en revue de littérature, les travaux de McClintock sur l'agriculture urbaine et ceux de Gutherman sur les initiatives de justice alimentaire permettent également d'illustrer l'importance de saisir le contexte dans lequel les initiatives d'agriculture urbaine s'insèrent pour en saisir la dimension politique. Gutherman démontre en effet que les initiatives d'agriculture urbaines prennent souvent la forme d'espaces blancs (*white spaces*) qui tendent à renforcer ou réaffirmer des dynamiques coloniales et d'oppressions de personnes racisées. McClintock, lui, adresse comment le contexte colonial et néolibéral dans lequel s'inscrivent les initiatives d'agriculture urbaine amène parfois des effets contradictoires : des projets, parfois même si radicalement opposés à la logique néolibérale dans leurs intentions, viennent participer à des dynamiques néolibérales de transformations des espaces urbains, notamment en excluant et en déplaçant des populations par des processus d'éco-gentrification (McClintock 2014).

Notre intention dans le cadre de ce travail n'est pas d'adresser spécifiquement et dans le détail cette contradiction qui existe parfois entre les visées et les retombées des projets d'agriculture urbaine, puisque nous nous intéressons à ce qui amène les participants à s'impliquer ou à porter un projet d'agriculture urbaine pour amener du changement dans la société. Cette attention au contexte nous semble cependant déterminante pour bien saisir la dimension politique d'un acte. Elle nous amènera à porter attention à si, et si oui comment, les participant.e.s à la recherche problématisent des enjeux ou des inégalités existantes dans le quartier, ou encore à plus large échelle, et comment ils affirment les adresser.

3.1.4 L'importance des trajectoires pour saisir la dimension politique

En parallèle avec le concept de d'engagement politique, celui de trajectoire, et plus spécifiquement de trajectoire d'engagement, est également important parce qu'il nous permet d'observer les interactions entre les différentes formes d'engagement entre elles, et de saisir les évènements, circonstances, rencontres et prises de conscience qui alimentent l'implication. Dans ses travaux sur les processus d'engagement militant, Florence Passy s'est intéressée aux dynamiques d'engagement et de désengagement dans l'action protestataire par l'entremise des trajectoires de vie des militant.e.s. L'autrice constatait que l'étude de l'action protestataire avait mis l'accent sur les conditions qui incitaient à l'action, mais que peu d'attention avait été portée aux multiples facettes de l'implication une fois celle-ci entamée : [o]n s'interroge de façon binaire sur le passage de l'action à l'inaction, ce qui conduit à négliger l'hétérogénéité de l'activisme politique, lié notamment à l'intensité des engagements individuels (Passy 2002, 2). L'objectif de Passy était d'approfondir notre compréhension de l'engagement, au-delà de l'étude de ce qui mène à l'engagement, et donc d'étudier les « dynamiques qui surviennent une fois que les militants sont entrés dans l'action protestataire » (Passy 2002, 2). Passy suggère donc elle aussi d'élargir la manière d'étudier l'engagement : au-delà de la « porte d'entrée » dans l'engagement, quelles sont les dynamiques qui surviennent dans l'engagement en tant que tel ? (Passy 2002, 2).

Dans son analyse des mouvements sociaux, Della Porta adresse le lien étroit qui existe entre les histoires de vie et la construction des identités des personnes engagées envers une cause. La construction de l'identité correspond au fait d'attribuer un sens et une cohérence à différentes phases de leur vie, tant la vie publique que la vie personnelle (Della Porta 2010, 96) et il est souvent possible de voir raconté cette construction de sens et de cohérence dans le récit que fait une personne de sa vie ou d'un de ses épisodes : « In constructing their own identity, individuals attribute coherence and meaning to the various phases of their own public and private history. This is often reflected in their life histories and biographies » (Della Porta et Diani 2006, 96). Pleyers suggère lui aussi qu'un regard attentif sur les différentes formes de participation, et surtout leurs imbrications mutuelles, permettent d'étudier l'engagement en dépassant le clivage qui n'a pas toujours lieu d'être dans l'analyse de l'engagement public entre « la construction de soi et la subjectivation d'un côté et l'espace public et la démocratie de l'autre » (Pleyers 2014).

Nous proposons de mettre à profit les clés de lecture de l'engagement et des trajectoires, mais de les appliquer non pas uniquement pour comprendre l'activisme et l'action protestataire, mais également à d'autres registres d'actions politiques : la politique électorale, et la politique des styles de vie et comprendre comment ces différents registres d'actions politiques sont mis en relation avec l'implication dans un projet d'agriculture urbaine.

Selon Bherer, Dufour et Montambeault, on retrouve dans la littérature en science politique trois hypothèses sur les rapports entre les pratiques d'engagement politique informelles et les pratiques d'activisme plus formelles, associées au militantisme classique : la concurrence, l'incubateur ou le refuge (Bherer et. al. 2018, 143). L'interaction entre ces différentes sphères d'implications peut ainsi être qualifiée par ces trois rapports. La première, pose que l'engagement informel et le militantisme sont concurrents. Le fait pour une personne d'investir du temps ou des ressources dans l'un réduit celles qu'il est possible d'investir dans l'autre. L'engagement informel vient ainsi limiter le temps qu'il est possible d'investir dans un engagement militant. La deuxième, l'incubateur, suggère que l'action informelle peut servir d'incubateur lors de période de latence dans l'action militante, constituant un « réservoir de militants » qui pourrait être activé en fonction du contexte. Les mouvements qui reposent sur de l'engagement plus informel pourraient ainsi servir « d'espace de socialisation et d'information [...] développant un bassin de militants potentiels pour les groupes organisés » (Bherer et. al 2018, 139-140). La troisième hypothèse, celle du refuge, au sens où l'action informelle peut servir d'option de retrait lorsque le contexte n'est pas propice à l'action protestataire ou lorsque celle-ci est jugée inefficace (Bherer et. al 2018, 140).

Les chercheuses proposent que pour comprendre les interactions entre les différentes formes de participation, il faut s'attarder aux trajectoires individuelles d'engagement, et surtout les motivations qui mènent à adopter certaines pratiques. Il faut étudier les motivations des personnes impliquées qui les amènent à adopter des postures contre les « structures d'autorité qui composent la société, et qui sont susceptibles d'être visées par des demandes collectives de changement » (Bherer et et. al. 2018, 140-141). Une fois l'implication entamée, quelles sont les interactions entre les différentes sphères d'engagement ? Passy (2002) suggère elle aussi que c'est au travers d'une attention aux trajectoires que l'on peut apercevoir ces imbrications. Cette attention aux trajectoires nous permettra de mettre en lumière comment les participant.e.s réfléchissent, a posteriori, leur parcours dans différentes sphères d'implications, et si et comment ils et elles les rattachent à leur implication dans un projet d'agriculture urbaine.

3.1.5 Différentes tactiques de changement social

Comme nous l'avons présenté dans la revue de littérature, le concept de « tactiques de changement social (*tactics of social change*) » est un concept utilisé par Haenfler et ses collaborateurs pour aborder l'adoption d'un style végétarien par des personnes désirant agir sur la cause des droits des animaux, que les auteurs conceptualisent comme un *lifestyle movements* (Haenfler et al. 2012). Dans le cas de notre recherche, le concept permet d'interroger les participant.e.s sur les effets attribués ou anticipés à la pratique de l'agriculture urbaine pour agir sur une cause collective, pour reprendre les termes utilisés plus tôt. Les tactiques d'un mouvement social constituent l'ensemble du répertoire d'action qu'un individu ou un mouvement peut utiliser pour atteindre des objectifs. Alors que les tactiques étudiées du point de vue de la politique contestataire observent la participation politique au travers de tactiques comme des protestations dans l'espace public, qui sont dirigées envers l'État ou vers une structure de pouvoir, les tactiques du point de vue des *lifestyle movements* prennent une forme différente : « Participation in [lifestyle movements] is (1) relatively individualized and private, (2) ongoing rather than episodic, and (3) aimed at changing cultural and economic practices rather than targeting the state » (Haenfler et al. 2012, 6). Haenfler et ses collaborateurs approchaient les militant.e.s végétariens avec une ouverture analytique qui leur a permis de révéler dans ces actions les liens qui existent avec les revendications portées par mouvement pour les droits des animaux. De la même manière, nous pouvons nous demander quels liens unissent les projets d'agriculture urbaine et les mouvements écologistes, pour une transformation des systèmes alimentaires ou pour la protection de la biodiversité. Une attention à des tactiques dans des registres d'action issus des *lifestyle politics*, de la politique contestataire, ainsi que de la politique dite formelle, permettra également d'identifier si, et de comprendre comment, ces effets et cette participation politique sont articulés par les participant.e.s avec des revendications, des terrains de luttes et des enjeux qui dépassent l'acte du jardinage.

En résumé, le concept de participation politique sert à poser les bases de l'implication dans un jardin collectif pour des motivations politiques, autrement dit, qui vont au-delà d'une activité ludique, dans une dynamique centrée sur soi ou qui vise strictement à bonifier l'offre alimentaire de la personne qui s'implique. Le concept d'évitement du politique ajoute une certaine prudence analytique supplémentaire lors des entretiens et l'analyse. Les concepts de trajectoires d'engagement, de tactiques de changement social ainsi que l'attention au contexte permettent

de faire émerger des motivations qui seraient imbriquées avec un parcours ou avec d'autres formes d'actions.

Il s'agit donc d'utiliser un lieu et un phénomène assez précis et circonscrit, le jardin et l'acte de s'impliquer dans celui-ci, comme une fenêtre à travers laquelle pose un regard d'abord sur les motivations à s'impliquer dans le projet en tant que tel, et ensuite sur les diverses formes de participation politiques qu'un individu peut choisir d'adopter en société pour agir sur celle-ci.

CHAPITRE 4 : DESIGN ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Dans le précédent chapitre, nous avons présenté les différents concepts qui seront mobilisés pour éclairer notre objet de recherche. Dans ce chapitre, nous allons aborder les choix méthodologiques qui ont orienté cette recherche. Nous commencerons par présenter et justifier le choix du terrain de recherche, pour ensuite poursuivre avec le choix des méthodes de collecte et d'analyse de données, pour terminer en discutant de la pertinence scientifique et sociale du projet.

4.1 Le choix du jardin collectif comme terrain pour étudier l'engagement

Pour répondre à notre question de recherche, les jardins collectifs comme porte d'entrée pour étudier l'engagement ont été sélectionnés. Ce choix est justifié par plusieurs raisons. D'abord, il s'agit d'une forme d'agriculture urbaine que les travaux précédents permettent d'identifier comme un lieu potentiellement fertile pour étudier l'engagement. Contrairement aux jardins communautaires par exemple, qui attirent des participants qui recherchent davantage « une dynamique de type personnelle, centrée sur soi, recherchant la compagnie, l'amitié, sans besoin de participation à une dynamique communautaire » (Wegmuller et Duchemin 2010, 15) tel que nous l'avons présenté dans la section 1.2, plusieurs jardins collectifs ont des objectifs qui visent ouvertement une dynamique communautaire. Ces projets peuvent donc être potentiellement riche pour l'engagement notamment puisqu'on y retrouve davantage d'interactions sociales. Le partage de savoirs et techniques horticoles, les évènements de partage des récoltes, le fonctionnement qui repose sur des principes démocratiques et le fait que les projets soient portés par des organismes dont les missions sont la transformation sociale ou l'inclusion des plus vulnérables, sont tous des éléments des projets qui pourraient encourager l'engagement pour agir sur des causes collectives et qui font des jardins collectifs des lieux potentiellement fertiles pour étudier l'engagement.

De plus, comme nous l'avons présenté dans la section 1.2, les organismes communautaires ont historiquement contribué à mobiliser les membres de la société autour d'« utopies mobilisatrices » (Lavoie, Panet-Raymond et Mercier 2014, 51). Adresser des injustices vécues par des populations plus démunies et satisfaire des besoins non remplis, sur la base de principes comme la justice sociale, la solidarité, l'autonomie et la démocratie font partie des

missions que se donnent les organismes communautaires (Jetté 2017, 29). Le fait que certains organismes puissent intégrer l'agriculture urbaine collective à leurs activités non pas seulement pour en faire bénéficier directement les personnes qui s'impliquent, mais aussi d'autres personnes du quartier bénéficiaires des services de l'organisme, suggère la pertinence de nous attarder spécifiquement aux jardins collectifs pour identifier des motivations de l'ordre du social et du politique.

Ajoutons également que la pratique du *guerilla gardening*, décrite à la section 1.2.7 de ce mémoire, serait également riche à étudier avec un regard qui permet de mettre en lumière les motivations à l'engagement. Des travaux comme ceux de Hardman et ses collaborateurs (2018) se sont cependant déjà intéressés à cette question. La littérature a donc déjà porté cette attention particulière au *guerilla gardening*, mais pas aux jardins portés par des organismes communautaires. Le choix des jardins collectifs comme terrain de recherche repose donc également sur un désir d'éclairer un objet peu étudié jusqu'à ce jour sous l'angle spécifique que nous proposons.

4.2 Le choix des méthodes de collecte de données

Suivant l'objectif de cette recherche, qui est de comprendre les raisons qui font que les participants voient dans les initiatives d'agriculture urbaine collective une tactique de changement social, nous avons préconisé le choix des entretiens semi-dirigés. Dans *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de donnée*, Savoie-Zajc définit l'entretien semi-dirigé ainsi :

L'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé. (Savoie-Zajc 2010, 340)

Des entretiens de type semi-dirigés ont permis d'identifier si l'implication en agriculture urbaine de type collective s'inscrit effectivement dans l'horizon de la participation politique, et si oui, quelle forme elle prend et comment les personnes impliquées expliquent ce recours à l'agriculture urbaine pour adresser des problèmes d'ordre sociaux. Dans le cas de ce présent

travail, nous posons donc notre regard sur une activité sociale bien précise, l'implication dans des initiatives d'agriculture urbaine collective, et plus spécifiquement, l'implication dans cette activité sociale lorsqu'elle est considérée comme un acte de participation politique par les personnes qui s'y impliquent (explicitement posé comme tel, ou non).

Au travers de la discussion dans le cadre d'un entretien semi-dirigé, le chercheur vise « rendre explicite l'univers de l'autre » et à rendre compte de la « compréhension du monde de l'autre » (Savoie-Zajc 2010, 342-343). Dans le cadre de cette recherche, nous tentons donc de mettre en lumière les raisons qui justifient, pour les participant.e.s, qu'ils et elles voient dans cette participation une « tactique de changement social » qui vaut la peine d'être adoptée, et donc qui motive donc leur implication. La méthode des entretiens semi-dirigés est donc utilisée pour mettre en lumière ce qui motive les participantes à des projets de jardins collectifs ainsi qu'à la portée politique de cette participation.

En complément des entretiens semi-dirigés, une analyse documentaire des sites web et pages de réseaux sociaux des organismes a également été effectuée afin de documenter les projets de jardins. Cette recherche documentaire ciblée a permis, d'une part, de préparer les entretiens et d'autre part, d'apporter des informations complémentaires à celles tirées des entretiens. Les sites web et pages de réseaux sociaux des organismes sélectionnés pour la recherche ont ainsi été consultés afin d'identifier les missions de l'organisme telles qu'elles sont décrites et les différents projets menés par les organismes. Ces résultats sont présentés à la section 5.1.

4.3 Le choix des jardins

Rappelons d'abord que ce qui intéresse cette recherche sont d'abord les motivations qu'ont les personnes à s'impliquer et non les jardins en tant que tels. La recherche visait obtenir une diversité dans la répartition géographique des projets d'où sont issus les participant.e.s, notamment afin d'éviter de rencontrer seulement des personnes habitant dans des quartiers centraux de Montréal. La plateforme de cartographie d'initiatives d'agriculture urbaine *Cultive ta ville* permet d'observer qu'une importante proportion des projets de jardins collectifs montréalais se trouve dans les arrondissements du Plateau Mont-Royal, Rosemont–La Petite-Patrie, Ville-Marie et Mercier–Hochelaga–Maisonnette (Laboratoire sur l'agriculture urbaine 2021c), même si la carte répertorie également des projets en nombre tout de même important dans les autres arrondissements de la ville. Conséquemment à la visée exploratoire de ce projet, nous avons

décidé d'inclure dans notre recherche une attention pour inclure des projets hors des quartiers centraux afin de maximiser le potentiel de diversité dans les participant.e.s, les formes et caractéristiques des projets.

Un repérage des projets de jardins collectifs a d'abord été réalisé par l'entremise de la plateforme de *Cultive ta ville*, qui permet de trier les projets par différents types de projets jardin (collectif, communautaire, individuel, incroyables comestibles, pédagogique, entreprise, institutionnel). Les jardins se trouvant dans la catégorie « collectif » ont été survolés, et des organismes qui portent des projets de jardins correspondants aux critères décrits en revue de littérature ont été contactés par courriel afin de solliciter un entretien avec la personne responsable du projet de jardin collectif dans l'organisme. Un effort a été fait pour contacter des chargées de projets établies dans différents quartiers et pour que ces quartiers ne soient pas uniquement des quartiers centraux aux caractéristiques socioéconomiques ou de cadre bâti similaires. L'objectif était de favoriser l'hétérogénéité des projets et de leur contexte. En plus de nous baser sur la définition de jardin collectif posée par Martha Stiegman (2004) pour sélectionner les projets, nous nous sommes également inspirés des critères utilisés par Godbout et Collin dans leurs travaux sur le milieu communautaire à Montréal dans les années 70. Ainsi, suivant la définition de Stiegman, l'organisme devait 1) être d'initiative et de gestion communautaire, 2) avoir une structure et un mode de fonctionnement collectif et démocratique, 3) combiner des objectifs de sécurité alimentaire avec des objectifs sociaux, 4) inclure une composante d'animation qui favorise une dynamique collective et 5) inclure des pratiques de jardinage écologique (Stiegman et Action Communiterre 2004, 16-17). De plus, suivant Godbout et Collin, l'organisme devait 1) être marqué par une présence significative des citoyens, soit dans sa structure décisionnelle, soit dans le déroulement de ses activités et 2) le regroupement devait poser des actions locales, c'est-à-dire qu'il devait œuvrer principalement à l'intérieur d'un quartier donné (Godbout et Collin 1977, 36-37).

4.4 Le recrutement des participant.e.s

Le recrutement a été fait suivant la méthode d'échantillonnage en cascade, aussi appelé échantillonnage boule de neige. L'échantillonnage en cascade est ici utile parce que le sens politisé de l'implication n'est pas nécessairement quelque chose de visible spontanément pour un observateur extérieur. L'identifier exige soit de passer par un filtre au moment du recrutement, ou alors d'avoir accès à des informations privilégiées. Ces deux méthodes de

recrutement, utilisées de manière concomitante, permettront ainsi toutes deux d'identifier des répondant.e.s apte à éclairer le questionnement de cette recherche.

Malgré les inconvénients inhérents à cette méthode d'échantillonnage, qui obligent à réfléchir a posteriori à la portée et aux limites imposées par les informateurs auxquels nous avons eu accès (Poupart et al. 1997, 160), elle permettra d'utiliser les réseaux des informateurs pour avoir accès à des répondants qui répondrait à notre critère de sélection plutôt que de chercher et d'espérer tomber par hasard sur une personne qui accole une portée politique à son implication dans des projets collectifs d'agriculture urbaine.

Dans un jardin, peu importe son type, il est possible d'y avoir des gens fortement impliqués politiquement, et d'autres qui sont présents exclusivement d'autres raisons, comme le divertissement ou la détente. Une considération importante émerge donc et a priori oriente cette recherche : Comment aller chercher des gens qui voient une dimension politique (nommée explicitement comme telle ou non) dans leur implication dans les initiatives d'agriculture urbaine, et donc comment éviter les personnes qui, pour reprendre les mots de Duchemin et ses collaborateurs (2010), recherchent davantage une « dynamique de type personnelle » (Wegmuller et Duchemin 2010, 15) ?

Nous nous sommes inspirés de la stratégie qu'ont utilisée Kennedy et ses collaborateurs (2018) : en opérationnalisant l'aspect politique dès la première étape du recrutement, en posant une question juste assez large, mais pas trop, qui permet d'identifier les participants qui politisent leurs implications. Dans le cadre du recrutement pour leurs travaux sur des initiatives d'alimentation locale, les auteur.tice.s filtraient les participant.e.s potentiel.le.s au travers de la question suivante : « *Through your paid or unpaid work, are you involved in promoting food systems that are healthy for people and the planet?* » (Kennedy, Johnston et Parkins 2018, 677). Dans le cadre de ce travail, cela passera d'abord par une phrase dans l'appel à participer à la recherche qui interpellera les personnes impliqué.e.s dans un jardin collectif entre autres pour avoir une « influence positive sur leur communauté, leur quartier ou leur ville » et sera vérifié au cours de l'entretien à l'aide d'une question : « Quels sont les effets de votre implication dans ce projet, selon vous, sur votre communauté, votre quartier, la ville ? ». C'est donc le phénomène d'implication dans un jardin collectif pour des raisons qui dépassent le bien-être individuel qui est le critère premier de l'échantillonnage plutôt que les individus eux-mêmes, comme le veut la méthode d'analyse de données retenue, et dont nous discuterons dans une prochaine section, la méthode d'analyse par théorisation ancrée.

En plus de restreindre l'échantillon aux cas qui sont potentiellement pertinents pour répondre à la question de recherche, cette question parvient à inclure les personnes qui portent un discours politique indirectement, au travers de revendications par exemple sur leur milieu de vie ou l'environnement, mais sans utiliser un langage qui renvoie à la vision traditionnelle du politique, et considère ainsi l'enjeu potentiel d'« évitement du politique » dont nous avons discuté plus tôt dans le cadre conceptuel.

Nous sommes entrés en contact avec les chargées de projet en premier. Au total, 9 chargé.e.s de projets de jardins collectifs ont été contactés par courriel. Nous avons obtenu des réponses de la part de 6 chargées de projets. Une d'entre elles n'était cependant pas disponible pour une rencontre assez longue, ni dans un délai assez rapide, pour qu'elle puisse être incluse dans la recherche. Au moment de solliciter un entretien avec les chargées de projet, nous avons également mentionné notre intérêt de rencontrer des personnes bénévoles. Les chargées de projet ont fait circuler l'invitation à participer à la recherche par courriel avec leurs membres, et certains ont également recommandé des personnes en particulier, susceptibles de répondre aux critères de sélection et d'être intéressées à participer à la recherche. Nous répondions aux personnes bénévoles au fur et à mesure qu'elles nous contactaient et avons arrêté lorsque nous avons atteint 5 réponses. Dans un organisme en particulier, un entretien a également été mené avec une informatrice clé en plus de la chargée de projet. Cette informatrice clé ne répondait pas à nos critères de recrutement mais possédait plusieurs informations sur l'organisme en question, le quartier et la population desservie.

4.4.1 Deux sous-groupes de répondants

Il nous semble important de distinguer ces deux types de répondants qui ont été rencontrés pour éclairer le questionnement de ce travail. Rencontrer tant les bénévoles que les chargées de projet permet de dresser un portrait plus complet de l'implication dans un projet collectif d'agriculture urbaine. Comme le mentionnent Alain Blanchet et Anne Gotman dans *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, il est parfois utile d'avoir plusieurs catégories de répondant.e.s :

Une population concernée par une recherche peut être décomposée en plusieurs sous-populations, chacune étant susceptible d'apporter des informations spécifiques. Le choix de ces sous-populations est là encore déterminé par les hypothèses. Dans la mesure où chaque groupe interviewé pour des raisons différentes et intervient dans la population

globale à des titres distincts, leur statut d'informateur est différent. (Blanchet et Gotman 2005, 60)

Suivant cette logique, l'échantillon est constitué en deux sous-groupes : les chargé.e.s de projet et les participant.e.s, puisque les deux peuvent apporter des informations clés, potentiellement avec une perspective légèrement différente. Il permet de saisir différentes facettes de l'implication dans un même projet. Ce ne sont donc pas seulement les motivations individuelles à pratiquer l'agriculture urbaine qui sont analysées, mais aussi leurs particularités selon deux formes bien précises de contexte d'engagement : celle d'une personne qui s'implique dans un jardin collectif à titre bénévole, et celle d'une personne qui porte un projet et qui en fait son emploi. Comme ce sont là les deux principaux types d'acteur.ice.s des jardins collectifs, interroger les deux permet de saisir la synergie qui s'opère dans les motivations liées au jardin.

4.5 La réalisation des entretiens

Des entrevues semi-dirigées, d'une durée d'environ 50 minutes ont donc été menées avec des chargées de projet et des personnes bénévoles impliquées dans des projets de jardins collectif. Notons que, comme mentionné plus tôt dans le cadre conceptuel, il était prévu que les aspects politiques ne puissent ne pas toujours être nommés explicitement comme tels par les participant.e.s, à cause de l'ambiguïté autour du terme politique, comme nous l'avons vu dans la revue de littérature. Une attention devait donc être portée aux formes d'engagements et de militantisme identifiées dans la littérature et exposée précédemment afin de questionner les participant.e.s sur ces pratiques. Le guide d'entretien ne peut donc pas se contenter de questionner ouvertement les répondant.e.s sur leur rapport au militantisme, à l'engagement politique et à la participation politique de manière générale sans courir le risque de recevoir des réponses sur la participation qui renvoient à une définition limitée de la politique. Le guide décortique en quelque sorte les concepts en des éléments qui se raccrochent à l'interprétation que les répondant.e.s font de leurs pratiques. Le guide d'entretien a donc été construit autour des cinq grandes thématiques suivantes :

1. Description du projet de jardin collectif dans lequel la personne est impliquée ;
2. La trajectoire de l'engagement envers l'agriculture urbaine (motivations, éléments déclencheurs, origines de l'intérêt pour l'agriculture urbaine ou le jardinage, etc.) ;

3. Quelques éléments de l'histoire de vie (origine socioéconomique et familiale, parcours et scolaire et professionnel) ;
4. Les pratiques d'engagement dans trois registres d'action politique : les styles de vie, la politique contestataire et la politique formelle (électorale ou partisane) ;
5. Les enjeux ou les causes collectives qui tiennent à cœur au participant.e.s ;

Bien sûr, certaines questions de la première et troisième thématique ont été adaptées selon que nous interrogeons des chargé.e.s de projets ou des personnes impliquées bénévolement. Puisque la recherche visait à mieux comprendre les motivations à l'engagement dans des initiatives collectives d'agriculture, nous avons opté pour des entrevues semi-dirigées afin de permettre aux répondant.e.s d'aborder ces cinq thématiques avec autant de profondeur que désiré tout en structurant la discussion autour des questions sur lesquels nous recherchions des réponses. Parce que nous rencontrions deux types de répondant.e.s, nous avons adapté nos guides d'entrevues, en nous appuyant toutefois sur ces mêmes cinq thèmes. Toutes les entrevues débutaient par une question sur leur historique d'implication dans le jardin, qui permet de débiter l'entretien en créant un lien entre l'interviewer et les interviewé.e.s. Les deux versions des guides d'entretien (pour chargé.e.s de projet et pour bénévoles) se trouvent en annexe.

4.6 L'impact de la pandémie de covid-19 sur le design de recherche

Les entretiens ont été réalisés entre l'automne 2020 et l'automne 2021. Entre la réalisation du premier et du dernier entretien est survenu un événement qui a eu un impact assez substantiel sur les entretiens, soit la pandémie de COVID-19 qui a imposé l'impossibilité de rencontrer les participant.e.s en personnes en contexte de pandémie. Pour le recrutement des bénévoles, nous avions à l'origine prévu profiter de l'entretien avec les chargées de projets pour demander la permission de venir à une séance de jardinage collectif pour être introduit aux bénévoles, ou encore pour afficher l'appel à participation au projet dans le jardin. Les premiers entretiens qui ont été réalisés avant l'arrivée de la pandémie ont été réalisés en personne. La venue de la pandémie au Québec au printemps 2020 a ralenti le recrutement et rendu impossible le recrutement de bénévoles directement sur place dans les jardins. Le recrutement des bénévoles s'est donc fait comme prévu en passant par les chargées de projets, mais par courriel plutôt que par une présence dans les jardins. Cette limitation nous a rendus dépendants des échanges par

courriel. Dans deux jardins, aucun.e bénévole n'a répondu à notre appel à participation, même après des relances par les chargé.e.s de projet. Les contraintes imposées par les exigences de santé publique rendaient difficile l'accès aux séances de jardinage collectif, ce qui aurait facilité le recrutement. Nous avons donc complété notre recrutement dans d'autres jardins où plusieurs réponses positives à notre appel avaient préalablement été reçues, pour atteindre notre objectif de cinq bénévoles. Puisque ce sont les individus engagés et leurs motivations qui sont l'intérêt de ce travail, cette limite n'a pas de répercussions majeures sur la qualité des données dans leur ensemble. Les entretiens en contexte de pandémie ont eu lieu à l'aide d'un logiciel de visioconférence ou en extérieur à distance de deux mètres lorsque possible.

4.7 Les méthodes de traitement et d'analyse des données

L'analyse a été faite selon la méthode de théorisation ancrée, qui s'adonne bien à la posture inductive et exploratoire de cette recherche. En effet, les recherches qui reposent sur une analyse par théorisation ancrée ne reposent pas sur des hypothèses fortes déterminées préalablement en bibliothèque et qu'on cherche ensuite à vérifier par une enquête. Les hypothèses sont plutôt élaborées et construites peu à peu à partir des observations faites sur le terrain, et fondées sur des récurrences (Paillé 2011).

Il s'agit donc d'une recherche à la démarche fortement inductive, entre autres parce qu'aucune exploration du sujet de l'agriculture urbaine spécifiquement en tant que forme de participation politique n'a été faite à ce jour. Nous partirons des faits observés pour ensuite les mettre en relation, en privilégiant « le cheminement des constatations particulières, tirées d'observation de terrain, vers les concepts généraux et les lois qui les expliquent » (Jumel et Guibert 1997, 4).

Une première lecture de l'ensemble des transcriptions a permis de passer au travers de l'ensemble des données récoltées. Une première étape d'analyse verticale du contenu de chacune des entrevues a été réalisée, dans laquelle les transcriptions ont été passées une première fois dans le logiciel NVivo afin de relever les différentes motivations et les regrouper en catégories. Essentiellement, cela a consisté à relire attentivement l'entièreté des transcriptions une première fois et qualifier par des mots ou des expressions les propos développés à l'intérieur. Une analyse qualitative vise à « dégager les propriétés essentielles de l'objet analysé, selon un angle spécifique » (Paillé 2011, 156). Autrement dit, il s'agissait de se questionner sur « Qu'est-ce qu'il y a ici ? Qu'est-ce que c'est ? De quoi est-il question ? » comme le suggère

Paillé (Paillé 2011, 154) et de répondre par de courtes phrases, appelés codes. À mesure que le codage avançait, ce codage a permis de voir émerger des catégories de motivations. Puisque l'objet de recherche était de mettre en lumière ce qui amène à participer à des projets d'agriculture urbaine dans une perspective de participation politique, et que les motivations à le faire pouvaient se rapporter à différents registres d'actions politiques, ces catégories renvoient à des motivations ou des justifications à s'impliquer dans ce projet ou dans d'autres formes d'engagements (politique contestataire, politique partisane ou formelle, styles de vie) ou à des discours ouvertement politisés (critiques du fonctionnement de certains éléments du monde comme les systèmes alimentaires, le capitalisme, la place de la nature en ville, etc.).

De plus, comme nous l'avons évoqué dans le cadre conceptuel, une attention particulière a également été portée aux trajectoires d'implication. Sans en faire la méthode de collecte et d'analyse de données principale, une attention dans le guide d'entretien a été mise notamment sur certains aspects des récits de vie des personnes rencontrées afin de voir émerger les trajectoires d'engagement. Il ne s'agit donc pas d'un travail d'analyse des trajectoires par des récits de vie au sens strict. L'utilisation de l'approche biographique impose effectivement de conduire une recherche de placer le récit au cœur de la réflexion et de la collecte de donnée. Dans cette méthode, l'auteur du récit est en quelque sorte le protagoniste de la démarche de recherche (Bourgeois 2009, 367). Dans notre cas, il s'agit de s'inspirer de la méthode des récits de vie pour mettre l'accent sur l'importance que prennent les expériences passées des sujets pour façonner leur engagement actuel. Plusieurs travaux en sciences politiques qui s'intéressent à l'engagement politique sous ses multiples formes ont en effet recours à ce type d'attention aux trajectoires, mise en lumière par le récit de vie, afin d'éclairer des motivations à s'engager envers une ou des causes (Bherer et al. 2018; Passy 2002). Le récit est compris comme une « succession temporelle d'évènements, de situations, de projets, et des actions et cours d'action dans la durée qui en ont résulté. [...] Les récits peuvent être constitués de grands évènements sociaux, mais aussi d'une « multitude d'évènements microsociaux contingents » (Bertaux 2016, 47). Dans le cas des personnes chargées de projet, il n'est pas seulement question des trajectoires d'engagement au sens strict puisqu'il s'agit également de leur emploi. Ion et ses collaborateurs, tel que nous l'avons rapporté en revue de littérature, argumente que la frontière qui sépare bénévolat, militantisme, implication dans une organisation et engagement politique peut être arbitraire du point de vue de l'engagement envers une cause (Ion, Frangiadakis et Viot 2005, 5). Nous intéresser tant aux chargées de projet qu'aux bénévoles permet ainsi de

nous intéresser à deux types d'acteurs qui utilisent l'agriculture urbaine comme potentielle tactique pour adresser des enjeux collectifs.

En parallèle du codage évoqué plus haut, les multiples lectures des verbatim ont donc également servi à identifier spécifiquement des segments qui se rapportaient au récit de vie des personnes rencontrées. Ensuite, une analyse transversale a été appliquée afin de comparer les différent.e.s motivations des répondant.e et construire les catégories de motivations. Les imbrications de l'engagement des participant.e.s avec d'autres registres d'actions ont ensuite été analysés. Enfin, l'ensemble de ces résultats ont été mis en dialogue avec la littérature scientifique.

4.8 La pertinence scientifique et sociale de ce projet

La pertinence scientifique de ce travail est donc d'utiliser deux perspectives, science politique et sociologie des mouvements sociaux, pour observer un phénomène très peu étudié avec les clés de compréhensions propres à ces champs d'études, pourtant très peu discuté en études urbaines : l'agriculture urbaine pratiquée sous une forme collective. Combiné à une attention préalable à l'implication à des initiatives d'agriculture urbaine collectives en tant que participation politique, elles permettent de faire émerger une compréhension plus approfondie de la dimension politique de cette implication. Mieux documenter et comprendre cette dimension de l'agriculture urbaine permettra également de réfléchir à de nouvelles manières qu'elle peut influencer de manière positive les milieux urbains, mais aussi les défis et enjeux qui la guettent, et ainsi offrir des pistes d'actions aux personnes et aux organismes qui voient dans l'agriculture urbaine une manière d'agir sur des causes collectives. Ce projet n'est donc pas une curiosité scientifique strictement désintéressée envers une pratique sociale et les motivations qui la soutient.

Ce travail permet d'amener une perspective en complémentarité à d'autres travaux sur la portée politique des initiatives collectives d'agriculture urbaine. Alors que certains présentent l'éventail des motivations à s'impliquer dans les projets (Wegmuller et Duchemin 2010; Duchemin, Wegmuller et Legault 2010; Scheromm 2015; Audate, Cloutier et Lebel 2021), à la portée politique de ces initiatives (Tornaghi et Certomà 2019) ou les contradictions ou aux angles morts de ces initiatives (Bach et McClintock 2020; Lyson 2014) ce travail a pour objectif d'explorer une autre dimension de cette pratique. Sans nier l'importance et la pertinence de ces travaux, ce

travail souhaite explorer cette pratique comme une tactique de changement social de la même manière que le font la science politique et la sociologie des mouvements sociaux en explorant les motivations à s'engager, en accordant une attention aux trajectoires d'engagement et aux rapports avec d'autres sphères d'engagement politique.

L'apport de cette recherche à la littérature scientifique se situe donc sur deux terrains. D'un côté, elle illustre la multiplication des formes de participation ou d'engagement politique identifiées par la littérature en sociologie et en science politique. Cela est fait en prenant comme objet l'implication dans des jardins collectifs et en explorant comment elle adresse des enjeux collectifs, ainsi que comment elle s'imbrique avec d'autres formes de participation politique. En parallèle, elle contribue également aux recherches sur l'agriculture urbaine en venant préciser les dimensions proprement sociale et politique des jardins collectifs en milieu communautaire.

CHAPITRE 5 : RÉSULTATS

Ce chapitre présente les résultats des entretiens menés avec cinq chargées de projets et cinq bénévoles impliqué.e.s dans des jardins collectifs montréalais. Les résultats seront présentés en quatre sections distinctes. Nous commencerons d’abord par présenter les cinq projets de jardins collectifs auxquels étaient rattaché.e.s les participant.e.s à la recherche. La deuxième section présentera ensuite les motivations rapportées par les participant.e.s à la recherche à s’impliquer ou à porter un projet de jardin collectif. La troisième section esquissera quant à elle un portrait des rapports qu’entretiennent les participant.e.s aux autres registres d’actions politiques : la politique formelle ou partisane, la politique contestataire, et la politique des styles de vie. La quatrième section présentera quant à elle un aperçu de certains éléments de trajectoire de vie des participant.e.s en lien avec les projets de jardin.

5.1 Des projets de jardins portés par des organismes communautaires montréalais

Cette section vise à présenter et décrire brièvement chacun des cinq organismes communautaires qui ont été inclus dans notre recherche. Nous nous sommes entretenus avec des chargées de projet et des personnes impliquées dans des jardins collectifs de cinq organismes communautaires : la Maison d’Aurore dans l’arrondissement du Plateau Mont-Royal, le GRAME dans l’arrondissement de Lachine, *Un plant de tomate à la fois* dans l’arrondissement de Verdun, le CAP Saint-Barnabé dans l’arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et l’Éco de la Pointe-aux-Prairies dans l’arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Dans cette section, nous utilisons les informations fournies par les répondant.e.s pour dresser le portrait des organismes et des projets d’agriculture urbaine qu’ils portent. Nous utilisons également les informations disponibles sur les sites web et pages de réseaux sociaux des organismes pour bonifier le portrait de leurs activités. Une carte à la page suivante (Figure 5.1) répertorie l’ensemble des jardins collectifs portés par les chargées de projets rencontrées.

Les activités présentées ici sont des activités mises sur pied par les chargées de projet que nous avons rencontrées, ou dans lesquelles celles-ci s’impliquent activement. Bien que l’objectif principal de notre recherche ne soit pas l’étude approfondie des organismes ni de leur projet,

mais bien des personnes qui s’y impliquent, dresser un portrait des activités permet de mieux saisir l’environnement dans lequel évolue l’implication. La description des projets est ainsi utile pour contextualiser et mieux comprendre par la suite certaines motivations rapportées par les participant.e.s, mais les visées des projets ne feront pas ici l’objet d’un examen approfondi. Il est toutefois intéressant de noter que même si les cinq organismes présentés sont similaires par le fait qu’on y retrouve des jardins collectifs, les missions principales de ces organismes sont, elles, assez variées. Certains se positionnent d’abord sur des enjeux environnementaux, alors que d’autres sont davantage en inclusion de populations vulnérables. Après avoir présenté chacun des organismes et leurs projets respectifs, un tableau offre une vision synthétique.



Figure 5.1 : Carte des projets de jardin

Source : Auteur

5.1.1 Le GRAME

Fondé en 1989 et actuellement porteur du mandat d'Éco-quartier² dans l'arrondissement, le Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement (GRAME) est un organisme qui se donne comme mission de faire de l'éducation et de la sensibilisation envers la population, de l'influence auprès des décideurs et des interventions directes dans la communauté afin d'adresser des enjeux environnementaux et les changements climatiques. D'abord fondé sous le nom de Groupe de recherche appliquée en macroécologie, le GRAME a été renommé en 2019 pour le Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement pour mieux refléter ses actions et missions (GRAME 2020). Parmi ses projets, le GRAME porte deux projets de jardins collectifs, le jardin du Triangle fleuri et le jardin sur le toit du Regroupement de Lachine, qui habite les locaux du GRAME et d'autres organismes communautaires lachinois. Chaque semaine la chargée de projet est présente dans chacun des jardins pour animer une séance de jardinage collectif. Son rôle vise à orienter et faciliter les prises de décisions collectives qui concernent le jardin (choix des semences, gestion des déchets et compostage, thématiques des ateliers).

Nous avons rencontré la chargée de projet responsable des jardins et une bénévole qui s'implique dans le jardin du Triangle Fleuri, qui se trouve dans le quartier Saint-Pierre. Le Triangle Fleuri a été mis sur pied en 2008 par Concert'Action Lachine au travers du Réseau des jardins collectifs de Lachine, puis a été repris par le GRAME en 2012. Dans ce jardin, aucune inscription n'est requise pour participer, les personnes intéressées sont invitées à se présenter aux séances de jardinage collectif. Au moment des récoltes, celles-ci sont divisées entre les bénévoles présents, peu importe leur niveau d'implication passé. La chargée de projet organise tout au long de l'été une série d'ateliers thématiques liés au jardinage et sur des enjeux liés à l'agriculture urbaine comme la biodiversité animale et végétale. À la fin de la saison, une fête est organisée pour déguster des plats cuisinés avec les produits du jardin.

² Le programme Éco-quartier est un programme de la Ville de Montréal à visé à « promouvoir l'écocivisme et à améliorer les milieux de vie de la population montréalaise ». La gestion du programme est confiée à des organismes communautaires ancrés dans les milieux de vie montréalais. On retrouve actuellement 18 éco-quartiers implantés dans 15 arrondissements de la ville. Plus d'informations se trouvent sur le [site web de la Ville](#).

5.1.2 Un plant de tomate à la fois

Un plant de Tomate à la fois est un projet d'agriculture urbaine ancré dans l'arrondissement de Verdun qui a vu le jour en 2012. L'organisme définit sa mission comme étant de « sensibiliser les gens à la problématique de l'empreinte écologique dans nos habitudes de consommation et leur donner le goût de mettre les mains dans la terre afin de produire localement des aliments sains » (*Un plant de tomate à la fois* s.d.). L'organisme compte quatre jardins collectifs répartis dans l'arrondissement où sont offertes des séances de jardinage hebdomadaires aux résident.e.s suivant des principes de jardinage écologique : le Jardin collectif l'Espérance situé sur les terrains de l'Église Adventiste du Septième Jour, le Jardin collectif Douglas, situé à même le jardin communautaire qui se trouve sur les terrains de l'Institut de santé mentale Douglas, le Jardin collectif sur le toit du centre communautaire Dawson et le Jardin collectif Riverview Roots, situé sur les terrains de l'école Riverview. Nous avons rencontré des bénévoles qui s'impliquaient dans un jardin en particulier, le Jardin l'Espérance. L'organisme invite les personnes intéressées à se présenter directement au jardin lors des séances de jardinage collectives ; celles-ci n'étant pas ouvertes seulement aux personnes inscrites sur une liste de bénévoles. En partenariat avec des organismes du quartier qui œuvrent en milieu scolaire, en CPE et avec des camps de jours, *Un plant de tomate à la fois* offre aussi des ateliers éducatifs qui touchent à diverses thématiques relatives à l'agriculture urbaine allant « de la semence jusqu'à l'assiette », comme l'explique la chargée de projet rencontrée.

5.1.3 Le CAP Saint-Barnabé

Le CAP Saint-Barnabé est un organisme qui travaille en intervention avec la population du quartier d'Hochelaga-Maisonneuve, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, surtout en lutte contre la pauvreté, en sécurité alimentaire et en sécurité du logement. L'organisme offre des services d'aide alimentaire, des refuges pour personnes sans-abris, des logements sociaux et de l'accompagnement pour aider les gens à sortir de situations précaires liées à l'itinérance.

Le projet de jardin collectif est né en 2018. La chargée de projet rencontrée et d'autres personnes de l'équipe du CAP Saint-Barnabé ont décidé à l'époque d'investir des espaces inutilisés sur le terrain de l'édifice où se trouve l'organisme. La mission de l'organisme n'étant pas orientée sur l'agriculture urbaine, le CAP n'avait cependant pas la main-d'œuvre disponible

pour mettre sur pied un jardin collectif. C'est en soumettant le projet à une occasion d'accompagnement offerte par La Pépinière Espace Collectifs, un organisme à but non lucratif qui œuvre en aménagement d'espaces publics, qu'ils ont pu concrétiser le projet.

On retrouve donc au CAP Saint-Barnabé, au moment de l'entretien et ce depuis l'été 2019, un jardin collectif « ouvert ». Une équipe de bénévoles se partage les tâches de jardinage et d'entretien de jardin ainsi que les récoltes, mais le jardin est cependant aussi ouvert au reste de la communauté : il n'y a pas de clôture qui restreint l'accès aux bacs et tous les résident.e.s du quartier peuvent venir récolter des légumes s'ils ou elles le souhaitent. Les employé.e.s du CAP ont également installé un kiosque de légume à côté du jardin où ils déposent les récoltes et d'autres denrées qu'ils reçoivent de la part de banques alimentaires. Ces aliments sont offerts gratuitement aux bénéficiaires du CAP, mais aussi aux autres résident.e.s du quartier. Une partie des récoltes sert également aux cuisines collectives dans la préparation de plats destinés aux bénéficiaires de l'organisme.

5.1.4 L'Éco de la Pointe-aux-Prairies (Éco-PAP)

L'Éco-PAP est un OBNL qui œuvre dans l'arrondissement Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-Trembles avec une mission de sensibilisation de la population de l'arrondissement aux enjeux liés à l'environnement. L'organisme est également porteur du projet d'Éco-quartier dans l'arrondissement. Une grande partie de leurs activités touche à l'agriculture urbaine : une équipe horticole gère un jardin collectif, Le Jardin du citoyen, des jardins éducatifs en milieu scolaire, le projet d'économie sociale d'agriculture urbaine Le jardin Skawanoti et des « zones libres d'agriculture urbaine » dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Le Jardin Skawanoti est un projet d'économie sociale implanté depuis 2013 sur le campus du Cégep Marie-Victorin et géré par l'organisme. Une vingtaine de bénévoles s'occupent des travaux d'entretien et de jardinage et se partagent une partie des récoltes. Le reste est soit vendu dans le quartier sous la forme d'un « Mini-marché », soit distribué sous la forme de paniers de légumes. Dans le but d'éviter tout gaspillage alimentaire, les paniers invendus sont offerts à des organismes de dépannage alimentaire ou des cuisines collectives (Bonet-Sanon 2017). Les jardins en milieux scolaires sont des jardins implantés sur les terrains d'écoles participantes de l'arrondissement. L'organisme offre un accompagnement pour les besoins techniques de maraîchage et l'animation d'activités à vocation éducative qui s'insèrent dans les

activités pédagogiques des élèves. Les « zones libres d'agriculture urbaine » quant à elles sont des espaces gérés par l'organisme. L'organisme fournit des bacs de cultures dans des endroits publics de l'arrondissement : la bibliothèque de Pointe-aux-Trembles, un centre communautaire, une garderie, et des parcs. Les citoyen.ne.s sont invités, sous le même principe que les Incroyables comestibles présentés en revue de littérature, à s'approprier l'espace pour cultiver eux-mêmes des légumes.

Le projet de jardin collectif Le jardin du citoyen est né à l'été 2018. Le projet est géré par l'organisme, mais des bénévoles s'occupent des travaux de plantation, d'entretien et de récolte du jardin. Les récoltes sont partagées entre l'ensemble des bénévoles, et les surplus sont remis à l'organisme qui les distribue à des banques alimentaires. L'Éco-PAP organise habituellement une fête en fin de saison qui réunit les bénévoles et qui offre l'occasion de déguster les produits issus du jardin. L'organisme insiste sur le fait qu'il s'agit d'un projet qui se veut respectueux de l'environnement et des méthodes de culture biologique et qui n'utilise ainsi pas de pesticides ou d'engrais artificiels durant la saison. Le jardin collectif est aussi un lieu utilisé pour l'animation d'ateliers ouverts au public qui portent sur des enjeux liés à l'agriculture urbaine comme l'alimentation, l'héritage autochtone de l'agriculture, l'herboristerie, les écosystèmes, etc. (Ville de Montréal 2018).

5.1.5 La Maison d'Aurore

La Maison d'Aurore est un OBNL enraciné dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal qui a vu le jour dans les années 1970, et qui définit aujourd'hui sa mission comme étant d'« accueillir, rassembler et accompagner les personnes du Plateau Mont-Royal afin d'améliorer leurs conditions de vie et leur milieu » (La Maison d'Aurore s.d.). Parmi les différents pôles d'action de l'organisme, on retrouve celui de l'agriculture urbaine et de l'alimentation, notamment à travers leur projet de jardin collectif, qui a vu le jour en 2011. En plus d'animer les séances de jardinage, la chargée de projet rencontrée et ses collègues organisent également des ateliers sur des thématiques connexes à l'agriculture urbaine. En rafale, on y retrouve des « ateliers de teintures végétales faites avec des légumes, la fabrication de paniers avec des matériaux naturels, l'aménagement d'un carré d'arbre, le jardinage sur balcon, les micropousses, la germination maison, le vermicompostage, la technique d'impression végétale » (Luna 2021). Certains ateliers sont ouverts à tous les résident.e.s du quartier, alors que d'autres sont organisés spécifiquement pour des groupes en particulier comme des CPE, des camps de jours

et des classes des écoles du quartier. Les bénévoles impliqué.e.s dans le jardin collectif s'occupent du choix des légumes à cultiver, du plan d'aménagement du jardin, des travaux de plantation, d'entretien et de récoltes. Des séances collectives de jardinages ont lieu quelques jours par semaine et des tours d'arrosages quotidiens sont assurés par les bénévoles.

Puisque la Maison d'Aurore est un organisme qui accueille aussi une population très diversifiée, notamment des personnes marginalisées pour qui l'organisme et ses pourtours sont un milieu de vie, l'implication dans le jardin amène inévitablement des interactions entre les jardinier.ère.s bénévoles et les bénéficiaires du centre. Cela donne lieu, aux dires de la chargée de projet et des bénévoles rencontrées, à des échanges et des rencontres enrichissantes pour chacun des groupes.

5.1.6 Projets spéciaux en contexte de pandémie de COVID-19

Tous les organismes porteurs de projets de jardins collectifs rencontrés ont évidemment dû apporter des changements dans les activités et leur offre de programme à cause de la pandémie. Au-delà de ces adaptations obligées dans les manières d'offrir des activités et des services à la population pour s'assurer qu'elles respectent les recommandations de la Santé publique et des consignes sanitaires du gouvernement du Québec, deux organismes ont apporté des changements dans leurs projets. Des projets ont été mis sur pieds pour adresser des besoins émergents de la population dans le contexte d'insécurité qu'a amené la pandémie. L'Éco de la Pointe-aux-Prairies a décidé de changer la vocation du Jardin Skawanoti, un jardin collectif où une partie des récoltes est habituellement partie offerte aux bénévoles et l'autre vendue dans un marché local. Dans le but d'adresser l'insécurité alimentaire causée par la pandémie au printemps et à l'été 2020, les récoltes ont plutôt été utilisées pour bonifier l'aide alimentaire d'urgence offerte par le Centre récréatif de Rivière-des-Prairies et mise en place dans la foulée de la pandémie (Lebel 2020).

La Maison d'Aurore a quant à elle mis sur pied un deuxième jardin qui visait spécifiquement à produire de la nourriture destinée à des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le quartier. En réponse aux besoins alimentaires provoqués par la pandémie que l'organisme constatait chez plusieurs résident.e.s, les chargées de projet de l'organisme ont mis sur pied pour la saison 2020 le Jardin solidaire de la Maison d'Aurore. Les chargées de projets de l'organisme ont aménagé ce second jardin, sur un terrain prêté par l'Église où se trouvent les

locaux de l'organisme, afin de faire de la production de légumes dans le but de distribuer des paniers de légumes à des familles et des personnes de l'arrondissement dans le besoin. Des bénévoles ont été recrutés parmi les personnes déjà impliquées dans le jardin collectif, mais aussi parmi les résidents du quartier (Lapierre 2020).

Tableau 5.1 : Synthèse des organismes et de leurs projets de jardins collectifs

Organisme	Arrondissement	Missions de l'organisme	Les types de jardins
GRAMÉ	Lachine	Favoriser la protection de l'environnement et l'action sur les changements climatiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Le Triangle Fleuri • Le jardin sur le toit du Regroupement de Lachine
Un Plant de Tomate à la fois	Verdun	Agir sur des enjeux de sécurité alimentaire et valoriser la production de nourriture collective et respectueuse de l'environnement et l'accessibilité d'aliments frais dans Verdun	<ul style="list-style-type: none"> • Le jardin l'Espérance • Le Jardin Douglas • Le jardin de toit Dawson • Le jardin Riverview Roots
CAP St-Barnabé	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Agir sur la pauvreté pour permettre l'autonomie alimentaire par de l'hébergement, du dépannage alimentaire et de l'accompagnement destiné aux personnes défavorisées	<ul style="list-style-type: none"> • Le Jardin Barnabé
Éco de la Pointe-aux-Prairies	Rivière Des-Prairies-Pointe-Aux-Trembles	Encourager l'adoption de comportements écoresponsables par l'éducation populaire, l'accompagnement et la réalisation de projets mobilisateurs pour la communauté	<ul style="list-style-type: none"> • Jardin Skawanoti • Jardin du Citoyen • Les zones libres d'agriculture urbaines • Les jardins éducatifs
La Maison d'Aurore	Le Plateau Mont-Royal	Accueillir, rassembler et accompagner les habitant.e.s de l'arrondissement pour améliorer leurs conditions et leur milieu de vie	<ul style="list-style-type: none"> • Le Jardin collectif de la Maison d'Aurore • Le Jardin solidaire de la maison d'Aurore

5.2 Motivations à la participation à des projets collectifs d'agriculture urbaine

Nous avons vu dans la revue de littérature sur l'agriculture urbaine que des travaux passés se sont déjà intéressés à certains aspects politiques de l'agriculture urbaine (Dobernic et Stagl 2015; Certomà et Tornaghi 2015; Tornaghi et Certomà 2019). Nous avons voulu aller un peu plus loin et demander « qu'est-ce qui motive le choix de l'agriculture urbaine collective comme tactique pour amener du changement social ? » Autrement dit, il s'agit d'interroger pourquoi les participant.e.s considèrent que c'est un moyen efficace ou non pour exprimer leurs préoccupations envers le monde et amener du changement. Pour y répondre, il faut donc d'abord s'intéresser à comment les chargées de projet et les bénévoles racontent leur

motivation à s'impliquer ou à porter le projet. Bien que le rôle de chargée de projet et celui de bénévole soient différents dans leur forme, la recherche a toutefois identifié des éléments communs de motivations. Dans cette section, nous présenterons d'abord quatre grandes motivations qui étaient partagées par les bénévoles et chargées de projets, puis nous aborderons celles spécifiquement identifiées chez des chargées de projet.

5.2.1 Avoir une emprise sur des enjeux globaux, en agissant de manière locale

On retrouve chez les répondant.e.s le fait d'être motivé d'agir sur des enjeux globaux. Les répondant.e.s ont chacun.e leur répertoire de causes qui leur tiennent à cœur et auxquelles ils et elles font référence lors des entretiens. Pour certain.e.s, c'est une critique des systèmes alimentaires, les pressions qu'ils exercent sur l'environnement et leur vulnérabilité face aux changements climatiques. C'est également une manière de dénoncer la perte de biodiversité liée à l'agriculture industrielle, les inégalités socio-économiques et les conséquences sur l'accès à une alimentation saine, ou encore le spécisme imbriqué dans nos styles de vie.

Ce désir d'agir sur des enjeux globaux s'articule également avec un désir de le faire localement. S'impliquer dans un projet de jardin permet, face à l'ampleur d'enjeux globaux d'agir concrètement, « ici et maintenant » sur ces grands enjeux :

Parce que pour moi, ce qui est difficile avec l'enjeu des changements climatiques, c'est de déterminer ce qu'il est possible de faire. Parce que le vrai défi se trouve à un très haut niveau. Donc pour moi, l'enjeu c'est « qu'est-ce qu'on peut faire localement pour ces problèmes dans le futur ? » Et pour moi c'est vraiment de me demander ce que je peux faire, moi, maintenant ; et ça peut-être justement l'agriculture urbaine. Parce qu'on habite ici, et il y a déjà des projets, et si on peut trouver une façon d'attirer plus de monde à s'intéresser et à s'impliquer dans ce genre de projet, je pense que ça peut être une des façons de lutter contre ces problèmes. (Bénévole, Entretien 11)

On retrouve également cette idée « d'agir localement » dans le désir des répondant.e.s à participer activement à améliorer leur quartier et leur milieu de vie. On retrouve cette idée notamment au travers d'un désir de travailler à contribuer à créer et à entretenir une « vie de quartier » chez une chargée de projet :

C'est certain que pour moi, étendre mon activité au-delà de ce qui se passait chez moi, sur ma terrasse et mon lopin de terre, c'était plus gratifiant pour moi de le faire dans ma communauté. Comme c'est chez moi, le fait de pouvoir m'impliquer puis de participer aux changements au sein de celle-ci, c'était un plus. D'ailleurs ça a été un facteur décisif dans mon choix d'emploi. Ça a été un critère pour moi, la proximité du milieu, l'attachement à une communauté. C'est beaucoup plus facile de s'impliquer au niveau communautaire et politique quand on habite dans un arrondissement que si on travaille dans un autre arrondissement où il faut apprendre à connaître le milieu entièrement. (Chargée de projet, Entretien 3)

On constate également des similitudes avec les observations de Certomà et Tornaghi qui observaient que les motivations à participer à des projets d'agriculture urbaine tendent entre autres vers des considérations que les auteurs qualifient de « *food activism* » (Tornaghi et Certomà 2019, 8). Toutes les personnes interrogées dans le cadre de ce mémoire émettent une certaine forme de critique envers les systèmes alimentaires ou encore expliquent pratiquer l'agriculture urbaine pour s'alimenter autrement que par l'offre alimentaire commerciale. Pour certain.e.s, c'est d'abord en réponse à un désir personnel de s'approvisionner localement et de manger des aliments de sources connues et de qualité. Les jardins collectifs offrent ainsi une opportunité de travailler à redéfinir le rapport à la nourriture et la logique de la société de consommation qui imprègne nos systèmes alimentaires :

C'est aussi une façon de repenser la bouffe en général, parce que je pense que pour la majorité, la bouffe c'est un produit. On l'achète au magasin. Pour moi, le jardin collectif, et comme le projet des Incroyables comestibles, même si c'est pas pour remplacer toute la bouffe qu'on mange, c'est juste de penser la bouffe comme quelque chose que nous, on peut produire nous-mêmes... qu'on peut partager entre nous... et qu'il faut pas nécessairement *acheter* tout le temps, que c'est quelque chose qu'on peut produire et partager sans argent. (Bénévole, Entretien 11)

Pour d'autres, c'est également une manière d'adresser les failles et les vulnérabilités du système alimentaire actuel. Une chargée de projet explique qu'une de ses motivations réside dans le désir d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires locaux, autrement dit à augmenter leur capacité à survivre à des chocs potentiels, en cultivant une plus grande variété de légumes que ce qu'il est possible de se procurer au marché ou en épicerie.

Les gens, des fois, me demandent : « c'est quoi le rapport entre l'environnement, pis l'agriculture urbaine, pis la protection de la biodiversité ? » [Je réponds] : les espèces de semences pis les variétés de légumes et fruits qui sont en voie d'extinction. Il y a comme neuf variétés de cultures qui nourrissent la planète au complet en ce moment. T'sais s'il arrive de quoi... et il va arriver de quoi, on sera pas résilients. (Chargée de projet, Entretien 6)

Pour les participant.e.s, participer à un projet d'agriculture urbaine permet, en quelque sorte, de travailler à s'approprier des savoirs techniques pour construire une résilience locale aux changements climatiques. Les chargées de projets sont animées par le désir de faciliter un apprentissage collectif sur la production alimentaire dans le milieu où elles interviennent. Ce désir coïncide avec celui des bénévoles de s'impliquer pour acquérir et développer des connaissances liées à la production alimentaire locale :

Moi et ma femme on voulait commencer un jardin, un vrai jardin. Et tous les deux on n'avait aucune idée de quoi faire à part mettre les graines dans la terre. On l'a bien vu avec la pandémie, comment le système mondial d'agriculture est fragile, et donc je pense que dans le futur il y aura de plus en plus de production locale, et je voulais m'informer un peu de ce qui se passe maintenant. (Bénévole, Entretien 11)

Il existe donc une certaine adéquation entre le désir des chargées de projet d'utiliser le jardin pour faciliter cet apprentissage collectif, et celui de bénévoles qui recherchent des outils pour adopter des pratiques, la production de nourriture en milieux urbains.

5.2.2 S'impliquer dans un jardin : cohérence et équilibre entre les valeurs et les pratiques

Un autre élément qui ressort des entretiens et qui rappelle les écrits de Pleyers renvoie à la motivation de s'impliquer parce que le jardin offre l'occasion aux participant.e.s d'adopter des pratiques qui sont en adéquation avec certaines de leurs valeurs. Un bénévole explique par exemple que s'impliquer dans le jardin collectif, c'est une façon qu'il a trouvé de ne pas seulement critiquer les problèmes avec les systèmes alimentaires industriels, mais aussi de mettre en pratique des valeurs plutôt que se limiter à la critique de ce qui ne fonctionne pas. Il raconte comment le jardin, c'est sa manière de lier ses « façons de penser » avec ses « façons d'agir » (Bénévole, Entretien 11). Une autre participante bénévole explique quant à elle que son

implication dans le jardin s'inscrit dans une prise de conscience récente de l'ampleur des enjeux environnementaux et du désir qui en découle de « mettre en pratique [s]es valeurs au quotidien » (Bénévole, Entretien 8). On retrouve également cette idée rapportée par une chargée de projet qui nous raconte le changement de trajectoire qu'a pris son parcours professionnel lorsqu'elle a décidé de travailler comme chargée de projet en agriculture urbaine dans le but de « trouver un sens » à son emploi, dans un domaine qui se rattache à son historique d'engagement communautaire (Chargée de projet, Entretien 3). Rappelant de Bouver, l'engagement dans le jardin vient ainsi offrir quelque chose « entre recherche d'utopie et quête d'identité » (de Bouver 2016, 102). Des personnes impliquées dans le jardin, que ce soit bénévolement ou au travers de leur emploi, le font entre autres pour s'impliquer dans un projet qui porte du sens. Nous aborderons plus en détail ce point dans la section sur les récits de vie.

En lien avec cette idée de *cohérence* entre les valeurs et les pratiques, on retrouve aussi chez plusieurs participant.e.s l'idée que s'impliquer dans un projet comme les jardins collectifs, permet un *équilibre* entre les valeurs et les pratiques. Pour les participant.e.s, jardiner ce n'est pas nécessairement « changer le monde » (Chargée de projet, Entretien 1), mais plutôt parvenir à trouver un équilibre entre les changements désirés et les changements possibles ici et maintenant. Autrement dit, le projet de jardin n'a pas la vocation ni la prétention d'être une action qui amène immédiatement des changements à grande échelle. Il s'agit plutôt de l'occasion pour les répondant.e.s d'agir avec les moyens qui sont à leurs dispositions sur un terrain qui se trouve à leur portée, face à des enjeux qui leur tiennent à cœur. Les projets collectifs d'agriculture urbaine sont ainsi perçus comme un moyen d'avoir une emprise proche de leur milieu de vie sur les problèmes qu'ils constatent dans le monde, tout en assumant les limites à leurs propres actions en rendant cette implication agréable. Comme le mentionne une chargée de projet : « J'arrive pas là [dans le jardin] en me disant « je vais changer l'univers avec mes connaissances » » (Chargée de projet, Entretien 1). L'implication sert plutôt à amener des changements à la hauteur de ses capacités et moyens d'action.

Pour certaines chargées de projets, l'espace créé par le jardin est ainsi une occasion de sensibiliser les participant.e.s à des enjeux connexes à ceux de l'agriculture urbaine, comme la saine alimentation, l'achat local, l'impact environnemental de notre alimentation et des pratiques alternatives qui adressent ces enjeux comme le locavorisme, le végétarisme et le véganisme ; qui proposent toutes des actions qui sont à la portée d'un.e chargé.e de projet ou d'un.e citoyen.ne impliqué dans un projet de jardin collectif, mais que ceux-ci peuvent aussi relier à des enjeux qui dépassent leurs milieux de vie. Ainsi, porter un message par l'agriculture urbaine

c'est, pour les personnes impliquées, bricoler le quotidien dans le jardin, avec des moyens qui sont à leur disposition pour agir sur les causes qui leur tiennent à cœur ; c'est « faire leur possible » avec les moyens qui sont à leur portée. Autrement dit, c'est une manière d'articuler un désir d'agir sur des enjeux, avec des contraintes personnelles sur les moyens d'action.

Une chargée de projet explique que c'est un des éléments qui fait qu'elle apprécie ce milieu de travail et d'implication. En parlant des défis associés aux changements dans ses habitudes de vie pour qu'ils concordent avec ses valeurs écologistes, elle raconte que le milieu dans lequel elle travaille est sensible à ces défis et les limites différentes de chacun.e

Je sais qu'à [l'organisme où je travaille] t'sais il y en a qui sont vraiment mieux, qui ont vraiment des habitudes de vie hyper saines, pis depuis toujours ils recyclent, ils achètent rien d'emballé avec du plastique. Pis ça m'influence d'être entourée de gens comme ça. C'est pour ça que j'aime cet environnement, parce que jamais je me sens jugée par eux, malgré qu'il y ait des gens qui pensent ça. (Chargée de projet, Entretien 1)

On retrouve donc l'idée que s'impliquer dans un jardin offre une occasion d'implication qui permet de s'entourer de personnes impliquées qui réfléchissent eux et elles aussi la cohérence entre leurs valeurs et leurs pratiques. Le désir d'action est articulé avec une tolérance, ou une marge de manœuvre, dans l'équilibre entre les valeurs préconisées et les effets désirés.

5.2.3 L'agriculture urbaine pour favoriser le changement par une « masse critique »

Une autre motivation abordée par les chargées de projets et les bénévoles prend racine dans l'aspect émergent et à la popularité grandissante de l'agriculture urbaine. Une chargée de projet mentionne que les retombées sur le quartier ont aussi un effet d'entraînement observable dans les mœurs des résident.e.s et élu.e.s du quartier, qui en viennent à considérer l'agriculture urbaine non plus comme une pratique transgressive, mais comme une pratique normale dans la vie et le paysage urbain :

C'est certain que c'est un effet boule de neige. Peut-être pas la rapidité d'une boule de neige sur une pente, mais c'est définitivement quelque chose qui a des retombées. [...] Et éventuellement on réalise qu'il y a des carrés d'arbre, que c'est devenu socialement ou politiquement accepté. Que c'est tellement rendu quelque chose de commun, qu'on le

permet. Donc on voit qu'il y a une progression dans les mœurs. (Chargée de projet, Entretien 3)

À force de multiplier les projets d'agriculture urbaine, jardiner en ville passe d'une pratique transgressive à une pratique de plus en plus normalisée. Cette chargée de projet raconte comment des bénévoles au jardin, suite à leur implication, se sont aussi mis il y a quelques années à bricoler des manières de pouvoir jardiner au-delà des espaces offerts par le jardin collectif. Certain.e.s résident.e.s ont commencé à jardiner dans des bacs posés à même leurs ruelles, ou à s'approprier des carrés d'arbres à la manière du *guerilla gardening* avant que ne soit mis en place le programme de l'arrondissement qui autorise et encadre le jardinage dans les carrés d'arbres. Plusieurs citoyen.ne.s ont cependant vu leurs plantations arrachées par des employés chargés des travaux publics de l'arrondissement, les deux pratiques étant en contravention avec les règlements municipaux. Elle explique que selon elle, c'est notamment par la force du nombre et l'engouement grandissant pour le jardinage sur l'espace public, en étant toujours plus de citoyen.ne.s à s'approprier les carrés d'arbres sans autorisation explicite, en allant exprimer leur mécontentement au conseil municipal et en revendiquant des espaces pour pratiquer l'agriculture urbaine qu'il est aujourd'hui possible de le faire.

« Ils [les élus et les employés municipaux] peuvent pas l'empêcher, mais ils doivent l'encadrer [...]. C'était pas encore accepté, mais là, sous l'effet du phénomène, parce que justement ça devient contagieux ; l'un le fait, pis là l'autre va le faire, puis l'autre... pis on réalise qu'il y a un changement de société là-dedans. (Chargée de projet, Entretien 3)

Elle se sert également de l'engouement pour les projets d'agriculture urbaine, qui trouve écho tant chez les citoyen.ne.s que les élu.e.s, pour pousser en faveur de plus de projets collectifs d'agriculture urbaine dans l'arrondissement, par exemple en participant à des consultations sur des projets pour inclure davantage de verdissement et de projets de jardins collectifs dans les développements immobiliers du quartier.

Pour cette chargée de projet, la popularité actuelle autour des projets d'agriculture urbaine permet d'entretenir des liens avec les élu.e.s de l'arrondissement. L'engouement lié à l'agriculture urbaine, tant chez la population que chez les élu.e.s, fait en sorte que les projets trouvent écho chez les décideurs. Elle explique qu'elle prend en note chaque fois qu'un.e citoyen.ne de l'arrondissement l'appelle pour demander une place dans un jardin collectif ou communautaire, et qu'elle se sert du nombre important de demandes comme un argument de

négociation et de revendication pour plus de projets d'agriculture urbaine lorsqu'elle rencontre les élu.e.s.

Une autre chargée de projet explique aussi qu'elle voit dans l'agriculture urbaine un potentiel à exploiter dû au fait que c'est une activité en émergence, donc encore peu régulée, et qui offre ainsi plus de liberté d'agir qui s'apparente à d'autres initiatives d'appropriation des friches urbaines :

Pis je trouve qu'à Montréal avec le Village au pied du courant, le Champ des Possibles, pis aussi au niveau de l'agriculture urbaine, rien n'est encore très défini. Les politiques commencent [à voir le jour]. L'avantage c'est qu'on est dans une zone grise. Ça fait aussi qu'on a pas de politiques qui nous protègent, mais aussi qu'on peut faire un peu ce qu'on veut. (Chargée de projet, Entretien 6)

Cette idée de promouvoir de nouvelles pratiques dans l'espoir qu'elles se répandent et finissent par se généraliser n'est pas nouvelle en soi. Le concept de la masse critique est utilisé notamment par les théoriciens de la décroissance pour réfléchir aux avenues de transition nécessaires vers une société qui serait organisée autrement que par les impératifs de la croissance des marchés et de l'économie. Le concept est emprunté à la physique nucléaire, qui décrit le seuil de « la quantité minimale de matière fissile pour déclencher une réaction nucléaire en chaîne, une explosion nucléaire » (Lepesant 2013, 147). L'idée étant que des transformations importantes dans nos sociétés peuvent survenir suite à des « expériences sociales minoritaires » (Lepesant 2010). On la retrouve particulièrement dans les mouvements cyclistes, le mouvement de masse critique (critical mass) étant en soi le nom d'un mouvement cycliste qui vise à favoriser l'adoption du vélo dans une perspective de soutenabilité des milieux de vie (Blickstein et Hanson 2001). Cette utilisation du concept suggérée par d'autres théoriciens de la décroissance semble appropriée pour décrire les motivations rapportées par les personnes impliquées dans des projets de jardins collectifs.

Vu que j'ai pas tant de diplômes, ou t'sais je fais pas tant des grosses recherches pour amener des gros changements politiques ou autres, je vais faire ma part. Je vais faire ma part, je vais toucher une personne à la fois. Pis t'sais je vais faire que « cette personne, après ça, elle aide d'autres personnes ». Comme une chaîne. (Chargée de projet, Entretien 1)

Les participant.e.s avouent être au fait qu'individuellement, leurs actions n'ont pas la vocation de « changer le monde », mais qu'à force qu'elle soit pratiquée et revendiquée par des citoyen.ne.s, des groupes et des organismes communautaires, tant sur des lieux publics que privés, c'est une pratique qui en vient à se normaliser et être acceptée, notamment par les élu.e.s et les travailleur.euse.s de la municipalité, même si le nombre de personnes impliquées dans des projets d'agriculture urbaine reste minoritaire.

5.2.4 Relier les enjeux environnementaux et l'inclusion des populations vulnérables

Chez les chargées de projet, on retrouve aussi le désir de favoriser un tissu social fort, qui correspond à ce que l'on voit historiquement dans le travail d'animateur.trice communautaire au Québec (Bourque 2007). Une chargée de projet explique par exemple qu'elle considère travailler d'abord et avant tout en intervention et en relation avec des humain.e.s, et que l'aspect jardinage est un outil qui sert à entrer en relation avec les citoyen.ne.s. C'est donc un autre élément de motivation qui ressort des entretiens, soit le désir que les projets d'agriculture urbaine puissent servir à la fois à adresser l'insécurité alimentaire et agir sur des enjeux environnementaux. Cette idée rejoint l'aspect multifonctionnel de l'agriculture urbaine tel que décrit par de nombreux auteur.trice.s et intervenant.e.s du milieu (Duchemin, Wegmuller et Legault 2010, Dobernig et Stagl 2015). Lorsqu'interrogée sur les enjeux qui l'ont motivée à mettre sur pied un projet de jardin, une chargée de projet explique :

Je pense que ça doit être une conscience mondiale de faire attention à l'environnement, de faire attention à la façon dont on se nourrit... Donc ça concerne aussi, et notamment, les personnes qui sont dans la pauvreté. T'sais souvent, quand tu as pas beaucoup d'argent, ce qui se passe c'est que tu as pas le choix d'acheter de la *scrap*. Donc, amener un projet de jardin collectif dans [l'organisme je travaille] et pour la population, c'était primordial pour moi. Vraiment. De pouvoir donner la possibilité aux gens d'avoir accès à des légumes sains, c'était très important. (Chargée de projet, Entretien 9)

Toutes les chargées de projet rencontrées ont évoqué d'une manière ou d'une autre cette idée d'un désir d'inclusion des populations plus vulnérables dans les projets afin de cultiver leur autonomie, briser l'isolement des personnes isolées ou marginalisées et de fournir une offre alimentaire variée. Il faut toutefois mentionner que bien qu'on retrouve cette idée chez plusieurs

personnes rencontrées, aucun.e des bénévoles rencontré.e.s ne correspondait à cette catégorie de « personnes vulnérables ou marginalisées ». Pour ceux et celles qui mentionnaient cet enjeu, c'était plutôt du point de vue de leur propre implication qui permet elle aussi d'agir sur la vulnérabilité dans le quartier, par exemple en aidant à favoriser des liens entre les résident.e.s du quartier pour briser l'isolement, ou en participant aux travaux de jardinage dont les produits serviront à alimenter une cuisine populaire. On retrouve également un désir de favoriser non seulement la saine alimentation et la sécurité, mais aussi de le faire en favorisant un sentiment de dignité chez les personnes qui en bénéficient. Cela rejoint d'ailleurs l'idée d'*empowerment*, présentée comme l'un des bénéfices dans le panorama de la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine abordé par plusieurs travaux, tel que présenté dans la revue de littérature :

C'est vraiment valorisant. Pis les gens repartent à chaque fois avec des récoltes. Tu sais que tu nourris la population avec des aliments de qualité. Pis ça, c'est un truc qui me dérange avec les enjeux de pauvreté : c'est bien beau de dire qu'on va donner les surplus alimentaires aux personnes dans le besoin, mais t'sais ça revient à quoi ? Leur donner les vieux fruits moches tout le temps ? T'sais l'agriculture urbaine, c'est vraiment leur redonner la dignité, parce qu'eux avaient les plus beaux fruits bio en ville, et locaux!
(Chargée de projet, Entretien 6)

À la différence d'autres formes de soutien alimentaire, où les bénéficiaires reçoivent par exemple des denrées issues de campagnes de dons ou des invendus d'épicerie, les jardins collectifs ont l'avantage d'offrir une manière d'avoir accès à des aliments, qui amènent aussi une certaine forme de dignité ou de fierté. Les personnes qui bénéficient du soutien alimentaire offert par le jardin sont d'abord et avant tout des bénévoles, qui récoltent eux-mêmes le fruit de leur propre travail, ou encore des personnes résidant le quartier qui bénéficient des surplus des activités d'agriculture urbaines récoltes ou des repas cuisinés avec ceux-ci.

On retrouve aussi le désir chez les participant.e.s de créer des lieux inclusifs, qui fonctionnent sur d'autres logiques que celle d'une planification calculée de l'espace qui exclut des populations marginalisées. En effet, trois des chargées de projets rencontrées exprimaient ouvertement un désir de créer des espaces qui ne participent pas à certains processus d'exclusions de personnes marginalisées présentes dans leurs quartiers. Plutôt que d'avoir des lieux aux usages uniques et prédéfinis, certaines chargées de projets rencontrées racontent effectivement chercher à créer des espaces à usages multiples, dont la vocation reste

volontairement adaptable et qui restent accueillants non seulement pour les jardinier.ère.s mais aussi par exemple pour des personnes en situation d'itinérance.

Cela est facilement observable dans les deux organismes qui ont des missions multiples au-delà de l'environnement. Comme nous l'avons présenté plus tôt, le CAP St-Barnabé est d'abord un organisme qui travaille en intervention avec les personnes en situation d'itinérance ou de pauvreté. La Maison d'Aurore est un organisme plus multifonctionnel, mais qui travaille lui aussi en intervention avec des personnes en situation de pauvreté et qui est également voisin d'un organisme qui lui vient en aide aux personnes démunies aux prises avec des difficultés psychosociales, La Maison des Amis du Plateau Mont-Royal. Comme nous le racontent les chargées de projet dans ces deux cas, une population diversifiée fréquente donc le site du jardin collectif. La chargée de projet de la Maison d'Aurore raconte par exemple qu'ils ont autorisé une personne sans domicile fixe à installer sa tente le temps d'un été sur la petite parcelle de terrain sur laquelle est cultivé le jardin. La chargée de projet du CAP St-Barnabé raconte, elle, comment les espaces verts autour du jardin sont utilisés par des personnes sans domicile fixe pour manger et socialiser.

Ce désir d'inclusion de population vulnérable n'est cependant pas sans défis. La chargée de projet du CAP explique que leur désir que leur projet ne marginalise pas davantage des personnes en situation d'itinérance du quartier, déjà fortement marginalisées, qui fréquentent le CAP se butte parfois à des attitudes intolérantes de la part des résident.e.s qui vivent près du centre. Le projet inclut en effet des tables à pique-nique, que les personnes impliquées peuvent utiliser, mais qui sont aussi ouvertement accessibles à tous et toutes peu importe leur situation. Des voisin.e.s du centre se sont cependant plaint.e.s que des personnes itinérantes investissent l'espace d'une manière qui leur déplaisaient. La chargée de projet a ainsi dû intervenir auprès des voisin.e.s pour les sensibiliser aux besoins des personnes itinérantes.

Pour une troisième chargée de projet, c'est non seulement un désir d'attention envers les populations vulnérables, mais aussi une sensibilité pour le bien-être du monde dans son ensemble, qui motive son travail. Son travail de chargée de projet, et ses autres formes d'engagement par ailleurs, comme nous le verrons plus loin dans ce texte, sont non seulement motivés par un désir de prendre soin et venir en soutien aux personnes plus défavorisées du quartier où elle travaille, mais aussi à l'ensemble du monde vivant :

J'ai toujours été attirée vers « on peut-tu faire quelque chose de mieux pour l'humanité, et pour les gens ? »... que ce soit les jeunes ou les personnes âgées [...] autant

l'environnement, que les animaux, le social... T'sais moi je veux que le *monde* soit heureux, que les *animaux* soient heureux, pis que la *planète* soit heureuse. (Chargée de projet, Entretien 1)

Elle transpose donc ce même désir d'attention pour le bien-être d'autrui vers les êtres vivants non humains ainsi qu'à l'environnement. L'environnement et la planète se retrouvent, d'une certaine manière, personnifiés, et comme méritant le même genre d'attention que les humains. Le « récit qui guide l'action » (Bherer et. al. 2018, 141) » de cette chargée de projet, c'est ainsi une attention au monde vivant qui l'entoure et ses vulnérabilités qui rappelle la définition de vulnérabilité proposée par l'éthique du care ; une vulnérabilité au sens non pas seulement de vulnérabilité comme une défavorisation socioéconomique, mais de ce qui est fragile autour de nous et qui mérite une attention spécifique :

La vulnérabilité ne renvoie plus étroitement à une catégorie de « vulnérables » — des humains à qui nous devrions une attention spécifique et que nous négligeons habituellement. [...]. Elle peut alors être étendue au non humain : la vulnérabilité animale, mais aussi celle de tout ce qui dans la nature est fragile, à protéger — la biodiversité, la qualité de l'eau, etc. La découverte de la vulnérabilité, sa centralité, met en évidence l'interdépendance : de l'homme, de l'animal, de l'environnement. (Laugier 2015, 131)

Comme nous l'aborderons dans une prochaine section, ce désir d'attention et de soin envers les autres s'exprime, pour cette chargée de projet et pour d'autres, notamment dans une réflexion et dans des changements de certaines de ses pratiques et habitudes quotidiennes.

Puisque nous n'avons pas effectué un recensement de tous les participant.e.s des jardins, il nous est impossible de confirmer à quel point, dans les faits, les projets participent à l'inclusion de populations isolées ou vulnérables des quartiers. Certain.e.s chargées de projets, comme celle du CAP, incluent par exemple des réflexions sur les effets potentiellement gentrificateurs de leurs projets et tentent de les minimiser en faisant des efforts pour que les personnes itinérantes ou marginalisées se sentent bienvenues sur les terrains malgré les critiques. D'autres projets incluent des dimensions de « jardinage solidaire » aux projets d'agriculture urbaine en partageant les récoltes sous la forme de paniers de légumes offerts aux résident.e.s à faible revenu du quartier. À savoir si les projets participent effectivement à briser l'isolement de personnes vulnérables, ni notre question de recherche ni nos données ne nous permettent pas de répondre à cette question. Il y avait, chez nos répondant.e.s, une diversité d'âge, mais une

homogénéité de classe et d'origine ethnique. Nos participant.e.s sont autant des jeunes universitaires, des parents de jeunes enfants, que des personnes en fin de carrière. Tous et toutes étaient cependant natif.ve.s du Canada ou immigrant.e.s français.e.s. Tous et toutes étaient également, lors de l'entrevue, en situation d'emploi stable à l'exception d'une participante qui était en recherche d'emploi, mais qui avait quitté son emploi précédent pour se mettre à la recherche de davantage d'accomplissement personnel.

Lorsque l'inclusion et le soutien des personnes vulnérable ont été abordés dans les entrevues, ça n'a ainsi jamais été du point de vue de la personne vulnérable qui en bénéficie. Les chargées et projets et les quelques bénévoles qui nous parlaient de l'agriculture urbaine comme moyen d'inclure les populations vulnérables ne parlaient donc pas d'eux comme bénéficiant de cette inclusion.

Autrement dit, nous n'avons pas rencontré ces « personnes vulnérables » qui bénéficient de l'inclusion que permet l'agriculture urbaine collective. Cela suggère la tendance selon laquelle les personnes impliquées dans des projets d'agriculture urbaine collective, du moins celles qui le « font entre autres pour avoir une influence positive sur [leur] communauté, [leur] quartier ou [leur] ville » (voir la section Recrutement des participant.e.s) sont en grande partie des personnes qui ne sont pas en situation de précarité économique. Ce n'était cependant pas l'objectif de cette recherche d'adresser spécifiquement cet enjeu. Comme nous l'avons évoqué dans la revue de littérature, cette homogénéité a été identifiée et problématisée par des recherches antérieures (Guthman 2008; Lyson 2014).

5.2.5 Le jardin comme prétexte aux dialogues au potentiel transformateur

Les chargées de projet considèrent que leur emploi est une occasion de sensibiliser la population sur des problèmes sociaux et environnementaux. C'est ici une motivation spécifique au rôle de chargée de projet. Bien qu'un des objectifs principaux des jardins soit d'offrir aux citoyen.ne.s un espace pour cultiver collectivement de la nourriture, une chargée de projet explique aussi que pour elle, c'est l'occasion de sensibiliser les participant.e.s sur des enjeux qui lui tiennent personnellement à cœur liés à la protection de l'environnement :

J'ai vraiment un intérêt particulier pour ça, pour une sorte de décroissance, en tout cas de réduction des déchets, de manger bio, de manger sainement, plus de légumes, ça fait

partie des valeurs qu'on essaie aussi d'inculquer aux gens. Ça fait partie du *package*.
(Chargée de projet, Entretien 9)

Une autre chargée de projet abonde dans le même sens et explique qu'elle considère avant tout son travail en agriculture urbaine comme un moyen de sensibilisation : « Moi, je me vois comme une animatrice socio-culturelle. Pis l'agriculture urbaine c'est mon moyen pour sensibiliser à l'environnement » (Chargée de projet, Entretien 6). Le fait que les jardins attirent des gens issus de diverses catégories socio-économiques, des plus vieux comme des plus jeunes, des citoyen.ne.s ou des personnes récemment immigrées, amène également les chargées de projet à voir le jardinage comme un moyen efficace de parvenir à sensibiliser une population diversifiée aux enjeux liés aux systèmes alimentaires, à la biodiversité et aux changements climatiques.

Cet élément n'est pas nouveau, tout un pan de la recherche sur l'agriculture urbaine collective s'est effectivement intéressé à son potentiel pédagogique et éducatif (Legault 2011; Wees 2012; Duchemin, Wegmuller et Legault 2010). Il est cependant intéressant de noter que plutôt que de parler d'éducation et de pédagogie, nos répondantes chargées de projet parlaient plutôt de *sensibilisation*, qui implique non seulement un aspect pédagogique tel que déjà abordé par d'autres auteur.tice.s, mais qui suggèrent aussi une portée davantage politique à l'activité. En effet, sensibiliser, c'est rendre sensible à quelque chose, c'est attirer l'attention de quelqu'un sur quelque chose en particulier, souvent sur un problème ou un enjeu. Le jardin collectif offre ainsi l'opportunité de sensibiliser aux enjeux liés à la biodiversité, l'alimentation, la protection de l'environnement et les changements climatiques.

On retrouve également chez les chargées de projet l'idée que porter un projet de jardin collectif permet de travailler pour une cause dans un climat agréable, et qu'il est possible d'utiliser ce climat agréable comme levier pour favoriser l'implication à long terme et profiter des changements qu'elle rend possibles : « L'idée c'est vraiment de faire sentir les gens à l'aise. On veut que les gens reviennent, on veut qu'ils s'impliquent... puis s'ils se sentent pas bien, ils s'impliqueront pas. Donc moi j'essayais de promouvoir ça » (Chargée de projet, Entretien 1).

Cette opportunité du jardin collectif comme forme possible d'engagement est également présentée en contraste avec d'autres formes d'engagement, par exemple la politique dite formelle :

T'sais moi j'étais souvent l'espèce de mascotte de la sensibilisation. C'était plus comme ça que je m'impliquais. C'est quasiment de la politique ! Je pense à ça ! Mais je pense pas que je serais bonne en politique. Je suis trop émotive. Je pense que je le prendrais mal, de me faire remettre à ma place tout le temps, de tout le temps me faire rabaisser. Moi j'irai pas là-dedans trop trop. Moi c'est ça que j'aime pas dans la politique en fait. Il y a tellement trop de partis politiques qui se chicanent entre eux. J'ai un peu de misère avec les débats. J'ai l'impression qu'il y a pas toujours de l'écoute. Moi j'ai besoin qu'il y ait de l'ouverture. (Chargée de projet, Entretien 1)

L'implication est également reliée à un sentiment positif par les bénévoles. Les activités connexes à celle du jardinage, que le jardin collectif permet ou facilite, par exemple les fêtes d'ouverture et de fermeture de jardin, les fêtes des récoltes et des semences, les activités de cuisine et de repas collectifs offrent le même genre d'opportunité de créer des espaces de discussion et de rencontre et de renforcer les liens entre les participant.e.s :

S'il y en a qui viennent au début de l'été pour avoir des aliments frais, finalement, ils en retirent aussi qu'ils développent leurs capacités, ils rencontrent des nouvelles personnes de tous âges et de plusieurs milieux. [...] Ça crée des mélanges vraiment intéressants. Parce que, oui tu as la catégorie des « *hipsters* » qui viennent jardiner, mais en même temps tu as aussi des gens moins aisés je dirais. Pis c'est cool parce que ça fait un vrai mélange de gens qui ne se côtoient pas d'habitude. Pis que là, l'alimentation en général, la *bouffe*, pas juste l'agriculture, mais justement, la cuisine, la gastronomie, tout ça, c'est vraiment bon pour les liens sociaux. (Chargée de projet, Entretien 6)

L'agriculture urbaine pratiquée collectivement est ainsi une opportunité pour aborder et discuter d'une série d'enjeux, et surtout de le faire dans un climat et un contexte agréable. Le moment des fructueuses récoltes dans le jardin est par exemple une occasion pour cette chargée de projet pour amener des discussions sur le végétarisme, ou du moins sur les alternatives alimentaires et les effets bénéfiques qu'elles peuvent avoir sur notre empreinte écologique :

Ça permet de leur apporter l'idée qu'ils ont pas nécessairement besoin de manger de la viande. On peut leur dire : « regardez toutes les légumes que vous avez ». Ça permet de leur montrer qu'il y a d'autres options, sans leur dire « arrête de manger de la viande, c'est pas correct ». Ça leur donne une alternative agréable. (Chargée de projet, Entretien 1)

Cette idée d'apporter du changement autrement par que la confrontation rejoint le concept de « *Common ground* » abordé par Chatterton (Chatterton 2006, 272) dans "*Give up Activism*" and *Change the World in Unknown Ways: Or, Learning to Walk with Others on Uncommon Ground*, qui propose de réfléchir certaines discussions comme une forme alternative à l'activisme politique classique : comme un registre d'action qui ne repose pas sur de la confrontation, mais plutôt sur un processus qui vise à rechercher et cultiver des opportunités de « dialogues au potentiel transformateur ». Cette chargée de projet explique qu'à l'inverse, adopter une attitude qui culpabilise les gens sur des habitudes considérées « moins écologiques » est contreproductif pour amener du changement :

J'essaie de faire en sorte que... t'sais si il y a ne serait-ce qu'une personne dans ton entourage qui a ces valeurs-là, ça peut influencer les autres. T'sais ça se peut qu'on s'influence entre nous. L'important c'est de ne pas juger les autres sur leurs habitudes, de pas les faire sentir mal ; ça marche pas ça. T'sais j'ai été entourée de végane, et j'adore leur mentalité, mais des fois, ils sont trop agressifs ; vraiment trop agressifs. (Chargée de projet, Entretien 1)

Détourner l'usage principal des activités connexes au jardinage comme les fêtes et les repas, rappelle également, comme Véron le suggérait pour les pratiques d'activistes végétarien.ne.s (Véron 2016, 766), les pratiques de *braconnage culturel* suggéré Michel de Certeau dans *l'Invention du quotidien* (de Certeau, p. xii, 1980). Les moments chargés positivement des fêtes de fin de saisons et l'acte de partager de la nourriture sont utilisés pour faire entrer dans la sphère publique des idées marginales ou controversées et pour inciter les gens à apporter ces changements dans leur vie.

En résumé, ces résultats démontrent que le jardin collectif offre un éventail de tactiques pour amener du changement social, tant pour les personnes qui portent les projets que pour celles qui s'y impliquent bénévolement. Elle offre aux participant.e.s la possibilité de poser des actions locales tout en adressant des enjeux globaux. Cette implication permet également aux personnes impliquées d'intégrer dans leur vie des actions et habitudes de vie qui soient en cohérence avec certains ensembles de valeurs, de favoriser l'adoption de certaines de ces actions par un phénomène de masse critique, de relier des enjeux environnementaux avec l'inclusion es populations plus vulnérables. Elle offre également des occasions pour favoriser des dialogues aux potentiels transformateurs. Dans la prochaine section, nous allons présenter

les éléments d'engagement rapportés par les participant.e.s dans différents registres d'action politiques.

5.3 L'engagement dans d'autres registres d'action politique

Dans le but d'éclairer comment l'agriculture urbaine collective peut constituer une forme de participation politique, au-delà des motivations à proprement parler, il nous semble intéressant de faire un tour d'horizon du rapport qu'entretiennent les participant.e.s avec les autres registres d'action politique. Reprenant le questionnement suggéré par Bherer et Dufour sur la portée politique de la pratique du déchétarisme (*dumpster diving*) (Bherer et al. 2018), comment peut-on comprendre l'imbrication de l'engagement envers une cause collective par la pratique de l'agriculture urbaine collective avec d'autres sphères d'engagement politique ? Est-elle un rejet des formes traditionnelles de participation politique, ou est-elle plutôt utilisée en complémentarité, ou encore comme un tremplin vers celles-ci ? Pour répondre à ce questionnement, les participant.e.s à la recherche ont été interrogé.e.s sur leur rapport à trois registres d'action politique : 1) la participation au processus démocratique municipal, provincial et fédéral que nous regroupons sous l'appellation de politique formelle, 2) la politique contestataire, dans laquelle nous incluons la participation à des marches, des moyens de pression et l'affiliation à des groupes qui utilisent ces pratiques, et 3) la politique liée aux styles de vie (les *lifestyle politics*). Cette section présente donc un portrait du rapport qu'entretiennent les participant.e.s à ces différents registres. Alors que dans le cas des motivations exposées dans une section précédente étaient partagées de manière assez homogène par les répondant.e.s, on observe des différences plus marquées dans les différents discours sur leur rapport aux différentes sphères du politique, même si certaines tendances se remarquent ici aussi. Il importe également de noter que ces différences ne sont pas nécessairement liées à la catégorie de répondant.e.s chargées de projet ou bénévole, des différences étant observables à l'intérieur de ces catégories.

5.3.1 Engagement par la politique formelle

Toutes les personnes rencontrées racontaient s'intéresser, de près ou de loin, à la politique formelle. L'ensemble des participant.e.s disait s'intéresser à l'offre des différents partis politiques. Certain.e.s font référence par exemple aux programmes des différents partis.

Certains rapportaient faire des dons aux partis politiques qui s'alignent avec leurs idéaux ou avoir une carte de membre d'un parti. Tous.tes les participant.e.s rapportaient voter aux élections fédérales et provinciales, pour ceux qui avaient leur citoyenneté canadienne (une personne était issue de l'immigration et n'avait pas sa citoyenneté canadienne). Cette observation contraste avec les statistiques de participation électorale au Québec, où environ 66 % des électrices et électeurs inscrits de la province ont exercé leur droit de vote pour les élections provinciales de 2018 (Directeur général des élections 2021) et 42 % pour les élections municipales de 2017 à Montréal (Affaires municipales et habitations Québec 2017).

Pour ce qui est de l'implication plus directe en politique partisane, on retrouve ici une différence entre les participant.e.s. Une chargée de projet qui, malgré ses convictions et sa vision très problématisée du monde et son désir apparent d'agir sur les problèmes qu'elle constate dans le monde, explique qu'elle ne considère pas qu'elle aurait sa place en politique :

– Mais je pense pas que je serais bonne en politique. Je suis trop émotive. [...] Il y a tellement de partis politiques qui se chicanent entre eux. J'ai un peu de misère avec les débats. J'ai l'impression qu'il y a pas toujours de l'écoute. Moi j'ai besoin qu'il y ait de l'ouverture. Il y a tellement de partis politiques qui se chicanent entre eux. Et j'ai l'impression que chaque parti a sa... feuille de route ? comment on dit ça déjà ?

– Sa ligne de parti ?

– C'est ça. Pis ils dérogent pas. Ça reste ça. Donc j'ai l'impression qu'il y a un manque d'ouverture. [...]. On dirait qu'il y a du... t'sais les gens se voilent un peu la face. Mais c'est sûr que moi je continue à essayer d'influencer les gens, mais plus en essayant de toucher une personne à la fois. Je vais pas aller animer des grosses séances médiatisées, ou au côté plus politique. (Chargée de projet, Entretien 1)

Une bénévole impliquée adopte une attitude similaire, où elle explique que malgré qu'elle s'intéresse et se positionne sur plusieurs enjeux sur lesquels la politique exerce une grande influence, comme l'écologie et la santé, et qu'elle ait été impliquée dans de nombreux groupes associatifs et communautaires dans sa vie, s'impliquer activement en politique ne l'intéresse pas. Elle explique que la raison de ce désintérêt pour la politique formelle, malgré son implication active dans sa communauté par toute sorte de groupes dans sa vie, tient peut-être au fait que son père, politicien, était strict quant aux convictions politiques qu'il voulait inculquer à ses enfants. Elle explique que cette rigidité l'a en quelque sorte désintéressée face à la

politique. Elle raconte d'ailleurs qu'elle se fait donc un point d'honneur de ne pas répéter la même chose avec ses enfants, et passe plutôt par des discussions ouvertes avec eux sur leurs positionnements sur des enjeux, sans imposer de point de vue :

J'ai jamais vécu ça a leur âge, [de pouvoir échanger avec des proches sur la politique], parce que c'était catégorique « va voter pour eux »... Moi c'est comme ça que j'ai été élevée et ça m'a jamais ouvert les portes à la politique. C'est peut-être pour ça que ça m'intéresse pas aujourd'hui. (Bénévole, Entretien 4)

Sa manière de participer à la politique formelle, explique-t-elle, passe donc par ce travail avec ses enfants : « Pour leur permettre d'apprendre à explorer eux même vers quoi ils veulent voter. Je veux pas leur dire « va voter pour tel ou tel candidat ». J'y vais plus vers la responsabilisation « allez lire le programme de parti, puis on en discute » (Bénévole, Entretien 4).

Pour une autre chargée de projet, c'est plutôt l'inverse, où elle indique participer activement à la vie politique municipale pour porter des enjeux liés au quartier. Elle explique qu'elle se sert de sa notoriété dans le quartier en agriculture urbaine, par son poste à l'organisme communautaire, pour influencer d'autres dossiers connexes, par exemple porter la voix de citoyen.ne.s qui réclament d'inclure davantage de verdissement et de l'agriculture urbaine dans des projets de développement immobilier (Chargée de projet, Entretien 3). Une autre chargée de projet indique quant à elle qu'elle envisage éventuellement de s'impliquer en politique, et qu'elle perçoit une certaine continuité entre cette implication et le milieu communautaire :

Ça me surprendrait pas, un jour, quand je vais être... dans 20-30 ans, que je me présente aux élections. Éventuellement. T'sais, moi j'admire les femmes en politiques qui ont travaillé dans le communautaire toute leur vie. T'sais sans nécessairement que ce soit politique municipale électorale ou quoi que ce soit. T'sais les femmes qui sont présidentes des fédérations, des groupes de femmes. T'sais moi j'ai envie d'être sur des CA, c'est une question de... c'est pas du « pouvoir sur », mais d'avoir une partie du pouvoir quand même t'sais. Pour « faire avec » pour contribuer à quelque chose, à une société qui va être plus égalitaire, plus responsable. Pour moi c'est important, oui, de m'engager là-dedans. [...] T'sais j'ai envie de contribuer, de m'engager dans des groupes, dans des missions... (Chargée de projet, Entretien 7)

Une autre bénévole, lorsque nous l'avons questionnée sur sa participation à la politique formelle, nous explique qu'elle n'a pas le droit de vote au Canada puisqu'elle n'y est pas

citoyenne, mais qu'elle tenait fortement à exercer ce droit dans son pays d'origine et qu'elle fera de même si elle obtient sa citoyenneté au Canada. Malgré un certain « manque de confiance » envers la politique, elle tient tout de même à « voter vert » :

J'ai beaucoup exercé mon droit de vote quand j'étais plus jeune. C'était très important pour moi, du moins en France. Depuis que je suis ici, j'ai un peu décroché. Disons qu'en regardant mon pays de loin et à distance, j'ai un espèce de dégoût et de désintérêt pour ce qui se passe là-bas. Ceci étant dit, j'ai toujours utilisé mon droit de vote pour voter écologiste. C'est sûr que si j'avais à l'utiliser ici, j'ai pas une grande confiance en la politique, si j'avais à l'utiliser ce serait pour exprimer ma voie sur ces sujets-là. (Bénévole, Entretien 8)

On retrouve donc deux attitudes par rapport à la politique partisane. D'un côté, on retrouve des participant.e.s qui s'impliquent ou qui portent des projets de jardins collectifs comme moyen d'éviter l'implication politique partisane tout en s'offrant quand même un moyen pour apporter des changements dans le monde. De l'autre, on retrouve des participant.e.s qui voient leur implication en agriculture urbaine collective comme complémentaire avec une implication dans les instances politiques.

5.3.2 Engagement par la politique contestataire

Presque tous.te.s les participant.e.s rapportaient participer à des manifestations, notamment celles qui touchent à des enjeux liés à l'environnement, mais aussi d'autres enjeux qui ne sont pas directement liés aux enjeux environnementaux comme des manifestations antiguerre ou pour les droits des femmes. Pour certain.e.s, c'est un moyen d'action très prisé : « Je vais dans toutes les manifestations, tout ce qui est important je vais essayer de m'y rendre. J'essaie toujours de me tenir au courant » (Chargée de projet, Entretien 6).

À l'inverse, une autre chargée de projet explique qu'elle ne participe pas à des manifestations qui touchent à des enjeux locaux. Elle explique que les bonnes relations qu'elle entretient avec les élu.e.s de l'arrondissement au travers de son rôle dans un projet d'agriculture urbaine font en sorte qu'elle ne ressent pas le besoin d'utiliser des actions issues des registres d'action de la politique contestataire pour amener ses idées et ses revendications :

Non je manifeste pas... À part aller faire, par exemple la marche pour Action climat, non je vais pas aller manifester. Je vais signer une pétition, mais je vais pas aller faire la manif. [...] La raison est simple, c'est que pour moi, quand on a un bon contact avec les élus, on n'a pas besoin de faire ça. On le fait en prenant un rendez-vous avec eux. En discutant avec eux. [...] C'est la première instance décisionnelle qu'on a, dans notre vie quand on est un citoyen d'une ville. Donc quand on veut du changement, c'est avec eux qu'il faut travailler. Donc c'est comme ça que je le fais. Pis j'avais un contact comme ça avec les élus avant même de commencer à travailler à [l'organisme qui porte le projet de jardin]. J'ai commencé à avoir un contact, justement m'intéresser à qui était qui, etc., parce que je me disais que c'est comme ça qu'on participe au changement. (Chargée de projet, Entretien 3)

Cet avis est d'ailleurs partagé par une participante bénévole, qui exprime un avis similaire sur les manifestations :

Ça fait pas toujours avancer les choses maintenant, je trouve. Peut-être que dans le passé il y avait plus un impact. T'sais la marche qu'il y a eu l'année passée avec Greta [Thunberg, la militante écologiste]. Un an après, y'a rien qui a changé. C'est bien beau qu'on soit dans la rue... mais j'aime mieux m'impliquer au niveau des petits groupes pour essayer d'influencer, que d'aller dans la rue. C'est important qu'on donne notre soutien, mais c'est ça... (Bénévole, Entretien 2)

Cette bénévole explique plus tard dans l'entretien que même si elle se considère militante, ce n'est pas un aspect d'elle-même qu'elle va afficher ouvertement dans toutes les sphères de sa vie. Elle était en recherche d'emploi quelques mois avant notre rencontre et elle explique qu'elle utilisait alors d'autres qualificatifs que celui de militante pour décrire ses engagements lors d'un entretien d'embauche parce que « certains employeurs ne veulent pas avoir de militant dans leur entreprise » (Bénévole, Entretien 2). Elle jugeait ainsi que d'afficher ouvertement cette étiquette était potentiellement dommageable pour sa vie professionnelle.

Dans les entretiens, on ne retrouve ainsi nulle part une aversion totale aux manifestations. Plusieurs disent participer activement et souvent à des manifestations lorsque les enjeux les rejoignent personnellement. Chez les participantes à la recherche qui disaient ne pas avoir l'habitude de prendre part à des manifestations, on retrouve plutôt l'idée que ce n'est pas le moyen le plus efficace pour exprimer un point de vue ou agir pour adresser un problème. On retrouve aussi l'idée que ce moyen d'action n'est pas avantageux à afficher ouvertement dans

toutes les sphères de la vie parce qu'il peut être dommageable par exemple pour quelqu'un qui recherche un emploi, à la différence de l'implication dans un projet comme un jardin collectif.

5.3.3 Engagement par la politique des styles des vies

Tous.tes les participant.e.s à la recherche rapportaient avoir des pratiques, des habitudes ou des manières de consommer qui répondent à la définition de politiques des styles de vie (*lifestyle politics*). Une participante cite d'ailleurs le fameux slogan politique « acheter c'est voter » (Bénévole, Entretien 12). Plusieurs répondantes et chargées de projet et bénévoles, rapportent se définir comme végétarien.ne.s ou réduire leur consommation ou leur empreinte écologique au quotidien :

Bin je vais pas prétendre être zéro-déchet [...]. Mais par exemple je réutilise mes contenants, je vais chercher du vrac. Oui chez moi je fais attention à mon mode de vie pour avoir le moins possible d'impact. *I'm trying to reduce my green footprint*. J'essaie le plus possible de réduire mon empreinte écologique, toujours toujours toujours. (Chargée de projet, Entretien 3)

D'autres répondant.e.s rapportent également avoir des habitudes ou des pratiques habituellement associées au registre d'action politique qui visent des changements dans les styles des vies, mais n'utilisent pas le terme politique, ou encore hésitent à l'utiliser, pour décrire ces pratiques, le rattachant plutôt à des activités artisanes ou électoralistes, tout en les rattachant quand même directement à des enjeux actuels : « Je ne sais pas si on peut le qualifier de politique » [...], mais c'est pas seulement pour la bouffe, c'est aussi pour encourager des gens et des entreprises locales, l'agriculture locale, moins de transport... » (Bénévole, Entretien 11).

Pour d'autres, la dimension politique des habitudes quotidiennes est abordée directement et ouvertement de manière politique : « Mais sinon au niveau politique pour moi, je trouve que jardiner, ou juste acheter usagé, c'est un geste politique en tant que tel. Juste de moins consommer pour moi c'est politique » (Chargée de projet, Entretien 7). On retrouve donc l'idée observée également par de Bouver dans l'engagement sur des enjeux écologiques, où « un rôle politique est donné au ralentissement, au choix d'une vie simple et désencombrée » (de Bouver 2016, 92). Une bénévole impliquée explique, en parlant de ses implications, que ce sont « des petits gestes que chacun fait qui vont amener quelque part à un moment donné » (Bénévole,

Entretien 4), ce qui l'amène à faire des efforts pour conscientiser son entourage à réduire leur consommation.

On retrouve ici aussi l'idée que les actes politisés du quotidien n'ont pas la prétention de « changer le monde ». Les participants évoquent davantage l'importance de trouver un équilibre entre désirs d'action et limites personnelles, équilibre d'ailleurs évoqué dans la littérature sur cette forme d'engagement (Pleyers 2014). Une chargée de projet fait référence à une idée d'équilibre entre des changements de ses habitudes de vie et le respect de ses propres capacités et limites à les changer dans un monde aux prises avec des enjeux qui la dépassent.

J'admets que... t'sais j'ai pas une attitude 100 % parfaite. J'ai beau aimer la nature, il y a des choses, écologiquement, que c'est peut-être pas le *best* que je fais. T'sais on peut faire le mieux qu'on peut. Pis petit à petit on apporte des changements pour devenir des meilleures personnes pour nous pis pour l'environnement. (Chargée de projet, Entretien 1)

On retrouve également ici cette même idée d'équilibre entre les valeurs et les pratiques où les participant.e.s cherchent à atteindre un équilibre entre leurs valeurs et les moyens d'action qui sont à leur disposition. Elle explique que c'est même cette imperfection qui réside dans ses habitudes qui lui permettent de mieux se mettre à la place d'autres qui voudraient modifier leurs habitudes quotidiennes pour apporter des changements dans leurs propres habitudes :

Le fait que j'en aie, moi [des imperfections], j'ai l'impression que je peux un peu plus aider les autres. Comme, « ensemble, on va arrêter ça, on va se donner des trucs ». J'ai pas envie d'être la personne qui se trouve toute parfaite du genre « Je fume pas, je bois pas, j'achète juste zéro-déchet ». T'sais toutes ces affaires-là j'ai commencé à les faire il y a 2-3 ans. J'essaie d'avoir le moins de déchets possible, les épiceries en vrac. J'adore ça. T'sais c'est des petits changements, que j'espère on va avoir petit à petit. Je m'attends pas à ce que tout le monde devienne végétarien ou végane. (Chargée de projet, Entretien 1)

En résumé, les participant.e.s ont des rapports très variés aux trois registres d'actions politiques sur lesquels nous les avons questionnés. Certains se qualifient ouvertement de militant.e.s alors que d'autres rejettent cette étiquette ou sont mitigés par rapport à celle-ci ; soit parce qu'ils ou elles ont accès à d'autres registres d'actions jugés soit plus efficaces, ou encore moins potentiellement dommageables sur d'autres sphères de leur vie. Toutes les personnes

rencontrées participaient au processus électoral en votant pour un parti ou un candidat qui portait des projets en adéquation avec leurs valeurs ou idéaux. Certain.e.s s'impliquent même à titre personnel dans les campagnes ou les partis. De plus, au-delà de leur participation au jardin en tant que tel, que ce soit par l'adoption d'un régime alimentaire particulier, en limitant leur production de déchets, en réduisant ou en modifiant leur consommation, en achetant bio et local ou en encourageant des producteurs maraichers de la région, tous.les les participant.e.s réfléchissaient à leur mode de vie en tant que pratique qui peut avoir un effet sur une cause collective. Dans la prochaine section, nous allons présenter les éléments qui ressortent des trajectoires en lien avec l'agriculture urbaine, mis en lumière par une attention aux récits de vie.

5.4 Aperçu des trajectoires en lien avec l'agriculture urbaine

5.4.1 Les chargées de projets

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, l'un des objectifs de ce travail était d'identifier les motivations à porter ou à s'impliquer dans un projet collectif d'agriculture urbaine. Pour comprendre ces motivations, il peut être utile de s'intéresser aux trajectoires personnelles et professionnelles des participant.e.s, en lien avec l'agriculture urbaine, mais aussi avec les autres éléments de leur parcours de vie qu'ils relient à leur implication actuelle dans le projet de jardin. Une section de l'entretien portait donc spécifiquement sur le rapport qu'entretiennent les participant.e.s avec l'agriculture urbaine collective : d'abord au travers du projet du jardin spécifiquement, mais aussi plus largement avec la culture de plantes sous ses multiples formes : jardinage, agriculture, horticulture, verdissement, alimentation, etc. Une autre section interrogeait également les participant.e.s sur leur parcours professionnel, leur historique d'implication bénévole et associative. Cet aperçu du parcours des répondant.e.s, inspiré par la méthode d'analyse des récits biographiques (Demazière 2011) nous suggère des pistes d'explication sur ce que les répondant.e.s « savent et pensent, rétrospectivement, d'une partie de leur parcours de vie » (Bertaux 2016) et comment ils l'articulent avec leur implication actuelle. Dans le cas des chargées de projet, cela nous offre un portrait de leurs trajectoires scolaires et professionnelles qui nous mène ultimement à leur poste actuel, les éléments linéaires et bien calculés, mais aussi les discontinuités, les bifurcations et les points de bascule. Cette attention permet de voir comment les participant.e.s savent et pensent, rétrospectivement, comment

l'agriculture urbaine et le fait d'agir sur une cause ou des enjeux collectifs en viennent à s'imbriquer.

Il est d'abord intéressant de noter que les chargées de projet rencontrées avaient toutes des formations et des parcours préalables en dehors de l'agriculture urbaine. L'une a travaillé dans le domaine de la technique cinéma, les autres de la mode vestimentaire, l'intervention en milieu carcéral, le soin des animaux, et une dernière dans l'animation culturelle et événementielle.

Il est également intéressant de noter que l'on retrouve des attitudes différentes des chargées de projet rencontrées par rapport au lien entre leur parcours professionnel en agriculture urbaine avec leur parcours professionnel ou scolaire préalable. Pour certaines, le choix de s'investir dans un emploi en agriculture urbaine, bien que différent à quelques égards par rapport à leur parcours professionnel préalable, s'inscrit tout de même en continuité avec celui-ci, alors que d'autres posent une démarcation claire entre leur « ancienne et leur nouvelle vie » (Chargée de projet, Entretien 3). Une chargée de projet en agriculture urbaine qui a étudié et travaillé en animation dans le domaine des arts et de la culture explique :

J'avais vraiment un parcours social, mais plus axé sur le culturel, style les arts. Moi je m'intéressais aux arts émergeant, la démocratisation de l'art, entre autres, rendre ça accessible à tous et toutes. Pis t'sais, les mêmes enjeux que je voyais dans mon bac en animation et recherche culturelle, je les voyais en agriculture urbaine. Par exemple, faire des liens intergénérationnels... Moi je travaillais pour [...] un organisme qui essaie justement de promouvoir l'art émergeant pis eux essayaient de... ils faisaient des événements familiaux dans les festivals, pis ils essayaient de faire des liens entre les jeunes pis les personnes plus âgées. J'ai vraiment vu ça aussi dans l'agriculture urbaine. Je voyais que c'était comme la « culture », mais aussi « l'agriculture ». (Chargée de projet, Entretien 6)

Cette chargée de projet explique que ce qui l'a amenée à ne pas poursuivre dans le milieu des arts et de la culture et plutôt de se lancer dans des projets d'agriculture urbaine est lié à certaines prises de conscience sur des enjeux auxquels font face nos sociétés, amenées par une combinaison de facteurs et d'expériences qu'elle a vécues : des écoles d'été sur le thème de l'agriculture urbaine, une session universitaire à l'étranger où elle a été marquée par une initiative portée dans son université d'accueil qui visait à mettre en valeur des plantes indigènes

dans un climat aride, un voyage de *Woofing*³ et des emplois d'étudiante dans des restaurants *farm-to-table*⁴.

[Q]uand j'ai terminé mon bac, j'ai été faire un [voyage d'un] an en Australie où il y a beaucoup de permaculture, de *woofing*, de fermes biologiques. Ça a encore... ça a été le deuxième événement qui a fait... souvent quand tu travailles sur des fermes de *woofing* c'est beaucoup la communauté, l'agriculture soutenue par la collectivité, des trucs comme ça, donc quand je suis revenue d'Australie, j'ai refait l'école d'été agriculture urbaine. Là on était rendu à l'édition 2016. Donc j'avais sauté l'édition 2015. Pis là encore une fois ça m'a fasciné. Pis j'ai commencé à m'intéresser à Jean-Martin Fortier et à tout le retour au bio-intensif en ce moment. Les questions aussi de l'UPA qui a comme un monopole pis qui impose des quotas aux jeunes agriculteurs qui aimeraient ça se partir des projets. Pis tout ça, c'étaient des trucs qui me choquaient, pis je trouvais qu'en agriculture urbaine c'était comme un moyen pour parler de tous ces enjeux-là sans nécessairement organiser une conférence et tout. (Chargée de projet, Entretien 6)

Elle raconte donc que c'est la participation à certains événements liés à son parcours universitaire et ses expériences personnelles et professionnelles, combiné à un contexte qui voyait naître et mettre de l'avant certaines initiatives agricoles soucieuses de l'environnement qui a amené chez elle une prise de conscience sur les impacts de l'agriculture conventionnelle, et à plus large échelle des systèmes alimentaires, sur l'environnement et sur les êtres vivants (humains et non humains). Elle rapporte ensuite comment ces prises de conscience l'ont éventuellement amenée à se chercher un emploi qui lui permettrait d'adresser les enjeux liés aux systèmes alimentaires : « Je me suis dit « tant qu'à vouloir me dédier à une cause qui va me faire suer et *rusher*, autant que ça soit une cause qui va me tenir le plus à cœur : la transition écologique pis la préservation de l'environnement » (Chargée de projet, Entretien 6).

Malgré tout, son récit indique qu'elle considère cette nouvelle sphère d'intérêt, bien que différente, tout de même liée avec son parcours, comme en témoigne notamment son intéressant jeu de mots sur le lien entre la *culture* et l'*agriculture*. Porter un projet d'agriculture urbaine permet d'adresser des enjeux sociaux qui lui tenaient déjà à cœur, comme favoriser le

³ *Woofing* est un néologisme de langue anglaise qui tire son nom de l'acronyme WWOOF (*Worldwide Opportunities on Organic Farms*), un organisme qui œuvre à mettre en contact des gens, souvent des voyageurs et voyageuses, avec des fermiers et fermières biologiques pour du travail agricole)

⁴ Le terme *farm-to-table* est utilisé par des restaurants qui offrent des produits cultivés localement, directement sur place ou à proximité, et acquis sans intermédiaire.

vivre-ensemble et les liens intergénérationnels, tout en adressant aussi ces enjeux nouvellement découverts liés à la protection de l'environnement et des êtres vivants que permettent les projets d'agriculture urbaine.

Une autre chargée de projet, avant de porter le projet de jardin collectif dans le cadre duquel nous l'avons rencontrée, travaillait en intervention téléphonique avec des victimes d'agression sexuelle. Elle raconte : « ça n'avait pas trop de sens, pour moi, de juste regarder le trafic et faire de l'intervention téléphonique avec des personnes en détresse. Pis je me disais qu'il devait avoir une autre façon d'intervenir avec ces personnes-là » (Chargée de projet, Entretien 7). Elle s'est par la suite inscrite à des formations en hortithérapie, une pratique qui vise à reconnaître et utiliser le potentiel thérapeutique l'horticulture, suivi d'une formation professionnelle en horticulture, après quoi elle a décidé d'entamer une maîtrise en théologie, pour explorer notamment des outils d'interventions spirituelles peuvent réunir ces deux domaines, agriculture urbaine collective et intervention. Elle indique que l'agriculture urbaine, c'est « un peu comme [son] travail d'été » qui est tout de même en lien avec ses intérêts liés à la spiritualité et à l'intervention sociale, notamment parce que la nature peut servir d'outil d'intervention, notamment une intervention basée sur des valeurs écoféministes. Pour cette chargée de projet, l'intérêt social du jardinage réside notamment dans sa capacité à « connecter les gens à autre chose qu'eux-mêmes » ; soit une forme de spiritualité :

Pour beaucoup de personnes, jardiner, sans qu'ils en aient conscience, ça les met en contact avec leur spiritualité. Mais ils ne vont pas le nommer spirituel, mais ils vont avoir tout un champ lexical qui tourne autour de la spiritualité. Ça fait que c'est un peu ça... C'est pour ça que j'accompagne. Pour moi, j'accompagne des plantes, mais surtout des gens, dans leur connexion avec autre chose qu'eux-mêmes. (Chargée de projet, Entretien 7)

Cette réflexion sur le rôle important que peut jouer le jardinage n'arrivait pas de nulle part dans sa vie : « J'ai l'impression, que pour moi le jardinage ça me ramène un peu à mes racines. Parce que moi j'ai toujours jardiné... » (Chargée de projet, Entretien 7). Elle raconte en effet que le jardinage s'inscrit dans une histoire familiale, qui dans son cas commence par sa relation avec ses grands-parents agriculteurs, qu'elle aidait avec les travaux agricoles lorsqu'elle était jeune. Elle explique d'ailleurs que ce travail continue avec ses parents, qu'elle accompagnait dans leur entretien du petit jardin de la résidence familiale (Chargée de projet, Entretien 7). Après s'être éloignée de ces pratiques à l'adolescence et au début de l'âge adulte, elle s'est

remise au jardinage au travers de l'agriculture urbaine sur le balcon de son appartement montréalais pendant quelques années, avant d'entrer en poste comme chargée de projet pour lequel nous l'avons rencontrée.

Une autre chargée de projet est originaire de l'étranger et établie au Québec depuis quelques années et à la base travaille dans le domaine de la technique du cinéma documentaire. En arrivant au Québec, elle a offert du temps pour certaines causes reliées à son emploi et dans son quartier pour se construire un réseau de contacts. Elle s'est notamment impliquée comme bénévole dans un autre centre qui vient en aide aux personnes itinérantes. Elle s'est ensuite aussi impliquée dans l'organisme communautaire où elle est actuellement employée, qui a aussi notamment une mission d'aide aux personnes en situation d'itinérance, avant d'éventuellement y être engagée :

J'ai été comme bénévole, et puis je suis tombé en amour avec l'idée d'aider les gens, et en amour avec les gens. Et donc je travaille dans cette place-là. C'est juste un intérêt personnel pour la nourriture saine et pour l'écologie qui me semble primordial, parce que mon frère est maraicher bio également. Il y a un intérêt personnel. Et depuis mon départ, c'est quelque chose que j'ai envie de transmettre aux gens avec qui je travaille. Et surtout qu'on a un bel espace, qui était inutilisé, donc c'était un moyen aussi de pouvoir offrir ça aux gens ; aux gens qui viennent chez nous, et puis aux gens du quartier. (Chargée de projet, Entretien 9)

Notons cependant que son poste, officiellement, n'est pas relié à l'agriculture urbaine. Elle occupe un poste de communications pour l'organisme. Sa participation à la recherche est tout de même de mise parce qu'elle a en effet mis sur pied un projet de jardin collectif dans le but de mettre en valeur les espaces inutilisés autour de l'édifice qui abrite l'organisme. Cette initiative était pour elle une occasion d'agir sur la mission de soutien et d'aide alimentaire de l'organisme, qui possédait déjà à l'époque une cuisine collective, en bonifiant l'offre alimentaire offerte aux résident.e.s des alentours de l'organisme. Elle explique que bien qu'elle ne vienne pas d'un milieu où se pratiquait l'agriculture ou le jardinage, ses parents sont des tenants de la décroissance. Le mouvement pour la décroissance est un mouvement social, politique et économique qui prône la réduction de la consommation au profit d'autres formes d'échanges, et qui invite à réviser les indicateurs de richesses, comme le PIB, pour y inclure davantage de mesure de bien-être, tant humain que non humain. Elle indique que le désir de mettre sur pied le projet de jardin s'inscrit dans cette logique, soit de favoriser le bien-être des personnes en

situation d'itinérance, qui sont en grande partie exclues de l'organisation économique et sociale, et que c'est quelque chose qu'elle veut transmettre par le genre de projets comme celui du jardin collectif.

Une autre chargée de projet indique, lorsque questionnée sur son parcours, que l'agriculture urbaine c'est comme « une deuxième vie ». Elle raconte qu'elle a préalablement étudié et travaillé en design de mode, avant d'envisager de quitter ce domaine parce qu'elle ne percevait plus le sens à ce choix de vie, et qu'il, pour reprendre ses mots, ne la « rendait pas heureuse ». Elle explique d'où vient l'idée de bifurquer vers l'agriculture urbaine :

[...] je jardinais à la maison, mais mon dans mon cas, ce passe-temps était plus qu'un passe-temps. C'était un passe-temps qui prenait beaucoup de temps. Et puis c'est là que je me suis dit que peut-être que la réponse est toute simple, devant moi. Que c'est dans les gestes que j'accomplis déjà dans la vie de tous les jours, des choses qui sont naturelles, parce que c'est des intérêts qui sont déjà présents, donc j'ai décidé de faire les premiers pas, de retourner aux études, et éventuellement j'ai commencé ici, à [l'organisme], en tant qu'animatrice. (Chargée de projet, Entretien 3)

Cette bifurcation visait donc à trouver une occupation qui serait davantage en concordance avec ses intérêts personnels, qui aurait « plus de sens » à ses yeux. Elle explique qu'elle cherchait à être davantage impliquée dans sa communauté et son milieu de vie, et que cela passait entre autres par un emploi qui soit enraciné dans son milieu de vie et qui lui permette de poser des gestes à portée politique :

Je dirais qu'il y vraiment un lien direct avec ce que j'ai décidé de faire dans ma deuxième vie et l'implication politique [...]. Ça a été quelque chose... un instinct. Ça a été vraiment un lien direct entre l'enracinement, si je peux dire tout simplement, dans ma communauté. Quand on veut s'engager dans la communauté, réellement, profondément, on fait pas juste du bénévolat, on fait pas juste faire t'sais, des actions... on va plus loin. [...]. Ça me satisfaisait aussi dans ce que moi je voulais faire : je voulais redonner à ma communauté [...] C'est certain que pour moi étendre mon activité au-delà de ce qui me passait chez moi, sur ma terrasse et mon lopin de terre. Je suis chanceuse, j'ai un terrain. C'était plus gratifiant pour moi de le faire dans ma communauté. (Chargée de projet, Entretien 3)

Pour cette chargée de projet, occuper un poste en agriculture urbaine est en quelque sorte la continuation logique d'une implication bénévole envers les causes qui lui tiennent à cœur dans le quartier. Travailler dans un organisme qui porte un projet d'agriculture urbaine, d'abord comme animatrice puis éventuellement comme chargée de projet, lui permet de porter à plus grande échelle les activités qu'elle réalisait déjà à titre personnel. Occuper cet emploi qui œuvre dans le même quartier où elle habite lui permettrait ainsi d'agir sur son milieu de vie et sa communauté.

Ce changement de carrière était une bifurcation d'un point de vue professionnel, mais, comme elle l'indique, pas du point de vue de ses intérêts personnels et de son héritage familial. Elle vient d'une famille avec un long historique de jardinage et d'agriculture par ses grands-parents agriculteurs et ses parents qui entretenaient un jardin familial dans sa jeunesse. Une fois devenue montréalaise, elle s'est impliquée dans des projets d'agriculture urbaine et de verdissement dans son quartier. Elle s'est par exemple impliquée comme bénévole dans un jardin collectif et dans l'Escouade verte, une initiative citoyenne qui vise à embellir le quartier par des plantations avec les saillies de trottoir, des carrés d'arbres, en plus de pratiquer l'agriculture urbaine sur son balcon à titre personnel. Cette bifurcation vers l'agriculture urbaine a donc été motivée par un désir de « trouver un sens » à son emploi, et encouragée par son passé familial et son historique d'engagement communautaire.

Une autre chargée de projet raconte également son parcours en agriculture urbaine comme un changement de direction professionnelle, même si les valeurs qui l'ont poussée à s'y engager étaient similaires à celles qui l'avaient amenée dans son emploi précédent. Cette chargée de projet a fait des études en production documentaire, où elle s'est intéressée notamment aux enjeux environnementaux. Mais d'une part par des contraintes budgétaires qui l'empêchaient de mener les projets qu'elle voulait ou de poursuivre des études supérieures dans ce domaine et d'autre part, par désir de poser des gestes concrets pour aider des êtres vulnérables, elle s'est plutôt dirigée dans un emploi en soutien et en protection des animaux à la SPCA. Elle raconte que ce travail, dans le cadre duquel elle avait à prendre en charge des animaux vulnérables ou mal en point, l'amenait inévitablement à travailler aussi avec des humains en situation de vulnérabilités : « Il y a beaucoup de gens en difficulté qui viennent à la SPCA, [...] des itinérants qui avaient des problèmes avec leurs animaux, qu'il fallait aider... des gens qui ont pas d'argent, qui doivent s'occuper de leurs animaux et qui veulent de l'aide » (Chargée de projet, Entretien 1). Son travail avec les animaux l'amenait ainsi indirectement à intervenir auprès d'êtres humains. C'est donc par cet emploi, ainsi qu'une sensibilité préalable aux enjeux sociaux et

environnementaux, qu'est venue une prise de conscience sur la manière dont les enjeux qui touchent l'environnement, les humains et les animaux non humains sont interreliés. Elle explique que c'est également cette intime interrelation entre humain, nature et animaux qui l'a amenée à travailler en agriculture urbaine, mais surtout de s'y engager pour parler de l'interrelation entre les enjeux :

Il y a beaucoup de monde qui veut parler juste de l'environnement. T'sais tout est tellement relié au niveau social. Si les gens sont pas bien, ils vont pas faire des bonnes choses, ou aider à ce qu'on ait un, meilleur environnement tous ensemble. T'sais moi je pense que ça commence là. Justement, c'est grâce aux animaux que j'ai réalisé ça. T'sais si on voulait aider les animaux, il fallait aider les gens. On pouvait pas juste aider les animaux. Donc je pense que pour la planète c'est la même chose. Si on aide pas les gens, on pourra pas aider la planète. (Chargée de projet, Entretien 1)

On constate donc que pour certaines, l'implication en agriculture urbaine, même si racontée comme un choix de parcours qui se posait en discontinuité avec leur parcours scolaire ou professionnel préalable, prenait tout de même racine dans un historique familial ou personnel lié à la culture maraichère, ou encore à l'intervention envers des personnes marginalisées ou les vulnérables (humains et non humains).

5.4.2 Les bénévoles impliqués

Lorsque questionnée sur son implication politique et communautaire, la première bénévole rencontrée explique qu'elle a grandi dans une famille « intrinsèquement impliquée politiquement » (Bénévole, Entretien 4). Son père, qui a travaillé longtemps pour un parti politique » a aussi été longtemps impliqué dans un Club optimiste, club dans lequel elle s'est éventuellement elle-même impliquée pendant plusieurs années, à un certain moment à titre de présidente. Ils ont dû fermer quelques années auparavant puisqu'il restait moins d'une dizaine de membres inscrits. Elle explique que ce sort n'est pas réservé qu'au Club optimiste, qu'elle constate que plusieurs groupes communautaires dans ce genre ont dû fermer récemment. Après son implication dans le Club optimiste, elle s'est ensuite impliquée dans le Cercle des Fermières de son arrondissement. Ainsi, son implication dans le jardin collectif se fait en parallèle d'une multitude d'autres implications dans plusieurs groupes communautaires, sur des C.A., ou Revitalisation Saint-Pierre, qui travaille à la revitalisation de son quartier.

Elle explique que son premier lien avec le jardinage, c'est par son grand-père qui avait un jardin lorsqu'elle était jeune. Elle ne le fréquentait pas très souvent, mais ses parents lui ont tout de même construit à l'époque un bac de culture pour qu'elle puisse jardiner elle aussi. Elle explique que plus tard, lorsqu'elle a eu ses enfants, elle a voulu leur faire vivre cette expérience également. Ils ont donc eux aussi eu droit à un bac de culture pour apprendre les bases du jardinage. Puis, est venue l'envie de s'impliquer dans le jardin collectif de l'arrondissement.

D'abord motivée à cultiver des légumes sur une surface de culture plus grande que son petit jardin à la maison, elle souhaitait aussi s'impliquer dans un jardin où elle pourrait cultiver sans être restreinte par le fait d'être la seule à être en charge. Elle explique qu'elle était d'abord hésitante à s'impliquer parce qu'elle souhaite, lorsqu'elle s'implique dans un projet, de s'impliquer à fond et qu'elle était incertaine du temps qu'elle pourrait y mettre :

Au début j'étais hésitante à y aller, en me disant que mon principe à moi, c'est de m'impliquer *toujours*, et je connaissais pas les disponibilités que j'aurais. Et le jour où je suis allé, j'ai vu qu'il y avait des choses à faire, et qu'on avait de l'énergie à mettre, autant pour ma famille que pour moi. Je me suis dit « j'y vais ». Ça m'instruit, petit à petit, sur plein de choses que je trouve l'fun. (Bénévole, Entretien 4)

Elle raconte que ce qui la motive principalement à s'impliquer dans ce projet collectif en particulier, c'est la possibilité apportée par le jardin de créer des liens avec des gens dans le quartier, qu'elle n'aurait pas eu l'occasion de côtoyer autrement, et surtout de « travailler ensemble tous sur le même projet », pour reprendre ses mots. S'impliquer dans le jardin collectif de son quartier était donc un engagement communautaire comme les multiples autres qui ont parsemé son parcours, qui lui permet d'investir de l'énergie dans un projet collectif, tout en y retirant elle aussi, notamment des savoir-faire, sans que cette implication ne soit particulièrement associée à des revendications ou un désir d'action fortement politisé comme d'autres personnes rencontrées.

La deuxième bénévole rencontrée raconte, elle aussi, considérer être une personne fortement impliquée dans le milieu communautaire. Elle nous raconte qu'elle s'implique dans le mouvement *Transition Verdun*, qu'elle est membre Coopérative de solidarité Abondance Urbaine Solidaire (CAUS), qui a entre autres participé au projet de serre le Grand Potager de Verdun et qui organise les marchés fermiers de Verdun. Par Transition Verdun, elle s'implique aussi dans le collectif Les fruits défendus, du Santropol Roulant, dont les

activités dans Verdun passent par Transition Verdun. Elle raconte qu'elle est également abonnée à un panier de légumes bio pour encourager un fermier de la région.

C'est cette même bénévole dont nous avons rapporté les propos plus tôt, dans la section *Engagement par la politique contestataire*, qui explique qu'elle participe de moins en moins à de grandes marches et manifestations parce qu'elle considère que « ça fait pas toujours avancer les choses maintenant » (Bénévole, Entretien 2). Elle explique que même si elle trouve toujours important de donner son soutien aux grands rassemblements, elle préfère s'impliquer dans des groupes locaux de plus petite envergure. D'ailleurs, ce qui motive son implication dans des groupes et projets communautaires et de coopérative, c'est entre autres parce que c'est là qu'il est possible d'avoir de l'« influence », pour reprendre ses mots, par exemple par l'implication dans les activités de Transition Verdun qui se positionne sur les changements climatiques et l'urgence de réduire notre dépendance aux énergies fossiles (Bénévole, Entretien 2).

Elle raconte que sa conscience pour des enjeux environnementaux lui vient entre autres de ses parents, qui lui ont inculqué ces préoccupations. Son intérêt pour le jardinage et l'agriculture urbaine lui, est venu plus tard. Elle indique que ça fait quelques années qu'elle s'intéresse à l'agriculture urbaine de manière générale, que son implication active dans le jardin collectif dans le cadre duquel nous l'avons rencontré était sa première expérience d'implication bénévole dans un jardin collectif.

Il est intéressant de noter que lorsque questionnée à savoir si elle se considérait militante, elle répond rapidement par l'affirmative. Questionnée à savoir si elle considère sa participation au jardin comme du militantisme, elle hésite. Elle explique que s'impliquer dans un projet de jardin collectif répond à son désir de s'approvisionner localement, mais elle hésite à inclure cet aspect de son engagement communautaire dans son militantisme. Elle explique que c'est surtout par son engagement dans Transition Verdun qu'elle considère militer, mais que s'impliquer dans un jardin collectif lui permet tout de même de faire un « pied de nez » à une partie du système alimentaire (Bénévole, Entretien 2).

Le troisième bénévole rencontré ne s'impliquait que depuis très récemment dans le projet de jardin dans le cadre duquel nous l'avons rencontré. Historien de formation qui travaille dans le domaine de l'informatique, n'ayant pas d'expérience antérieure avec des projets d'agriculture urbaine ou de jardinage, il raconte qu'il a seulement des souvenirs de sa mère, lorsqu'il était jeune, qui entretenait un petit jardin de fleurs sans qu'il n'y porte une attention particulière. Il explique que sa principale motivation à s'impliquer dans le projet de jardin collectif, à l'été 2019,

émanait d'un désir, avec sa conjointe, d'apprendre à produire par eux-mêmes de la nourriture ; tous les deux n'ayant aucune connaissance ou expérience en agriculture. Il explique que ce désir a d'ailleurs pris encore plus de sens lorsqu'est survenue la pandémie de COVID-19, qui est venue rappeler la fragilité des systèmes alimentaires. Il ajoute que cette implication s'inscrit dans un élan d'intérêt pour différentes pratiques alternatives ou émergentes liées à la production alimentaire, comme l'initiative des *Incroyables comestibles* et la permaculture, nouveaux intérêts qu'il rapporte vouloir explorer dans un avenir rapproché.

Il raconte que le projet d'agriculture urbaine dans le cadre duquel nous l'avons rencontré est en fait le projet de type collectif ou communautaire dans lequel il s'implique. Il s'y implique avec sa conjointe, et c'est d'ailleurs elle qui a donné l'élan à leur implication commune. Il explique qu'elle a participé à la mise sur pied d'une initiative de Transition dans leur quartier, Demain Verdun, et que c'est en quelque sorte par elle, fortement impliquée dans sa communauté, qu'il a commencé à s'intéresser aux enjeux des changements climatiques, d'alimentation et de transition.

Questionné davantage sur ce qui le motive à poursuivre son implication dans le temps, il explique que jardiner lui permet d'adresser les enjeux des « changements climatiques, et de ce qu'on peut faire au niveau local, et de repenser l'idée de la bouffe et de comment on pense et on agit avec ça » (Bénévole, Entretien 11). Rappelant les écrits de Pleyers (2014) que nous avons présenté en revue de littérature sur le désir de cohérence entre les valeurs et les pratiques dans l'activisme, il évoque que le projet d'agriculture urbaine lui permet de lier ses « façons de penser » avec ses « façons d'agir ». Il ajoute qu'en lien avec ces enjeux, il est également abonné à un panier de légumes biologique et local. Hésitant quant à la nature politique ou non de cet abonnement, nous avons d'ailleurs rapporté ses propos dans une section précédente. Il explique toutefois que son abonnement « c'est pas juste pour la bouffe, c'est aussi pour encourager des gens et des entreprises locales, l'agriculture locale, moins de transport... » (Bénévole, Entretien 11). Cet intérêt récent pour les systèmes alimentaires et l'implication bénévole dans un jardin collectif lui permet ainsi d'explorer de nouvelles manières de se procurer de la nourriture, peut-être plus résiliente face à l'avenir et plus cohérente avec ses valeurs.

Une autre bénévole rencontrée raconte elle aussi que cette implication dans le jardin est sa première implication dans un projet collectif d'agriculture urbaine. Cette bénévole nous explique qu'elle a quitté son emploi au printemps 2020, quelques mois avant que nous la rencontrions,

dans le cadre d'une « démarche [personnelle] pour être plus connectée avec les terres et avec les gens » (Bénévole, Entretien 8). Elle est tombée sur la page Facebook du jardin alors qu'elle était dans une phase de recherche de possibilité d'implication en lien avec « l'économie sociale, le développement durable, etc. » (Bénévole, Entretien 8). Elle avait déjà jardiné dans sa jeunesse, à plus petite échelle chez elle actuellement, mais c'est le premier jardin collectif dans lequel elle s'implique. Son implication dans le jardin s'inscrit cependant dans une démarche personnelle plus large de changement dans ses habitudes de vie. Elle explique : « ça fait plus de deux ans que je fais du zéro déchet, que j'ai révisé mon mode de consommation, mon mode de vie, le plus possible pour réduire mon impact sur la planète » (Bénévole, Entretien 8). Cette démarche l'a amenée à quitter son emploi en marketing numérique parce qu'il ne correspondait pas à ces valeurs. C'est également dans le cadre de cette démarche qu'elle s'est impliquée dans le projet collectif d'agriculture urbaine pour lequel nous l'avons rencontrée, pour « mettre en pratique [s]es valeurs au quotidien » (Bénévole, Entretien 8).

Elle explique aussi que bien que l'implication dans le jardin collectif soit sa première implication en agriculture urbaine collective, elle est également impliquée dans d'autres projets à vocation sociale. Elle nous mentionne son implication dans *Accélérer 2030 pour le Québec*, un groupe citoyen qui vise à réunir les acteurs de différents secteurs de la société civile autour de l'atteinte des 28 objectifs de Développement durable de l'ONU, ainsi que dans Kina8at, un organisme qui vise à faciliter la reconnexion culturelle chez les Premières Nations et à favoriser le partage des cultures autochtones aux allochtones.

En lien avec l'engagement sur des enjeux environnementaux, elle explique qu'elle s'implique aussi beaucoup sur les réseaux sociaux, par exemple en signant le *Pacte pour la Transition*, en faisant la promotion d'initiatives de transition et en partageant des vidéos et des articles qui adressent des enjeux environnementaux ; l'idée étant d'amener une prise de conscience ne serait-ce que chez quelques personnes, mais qui pourra se répandre par la suite : « J'imagine qu'au moins ça touche trois-quatre personnes dans mon entourage, qui eux aussi ont touché d'autres personnes... » (Bénévole, Entretien 8).

La dernière bénévole rencontrée explique pour sa part que son implication dans le jardin s'insère dans un intérêt récent pour les enjeux liés à l'environnement et la nature. Elle explique qu'elle a un parcours professionnel et d'implication communautaire très diversifié. Elle a travaillé notamment auprès des ainé.e.s dans un organisme communautaire, en accompagnement en périnatalité, en intégration socioprofessionnelle dans un organisme d'insertion à l'emploi. Elle a

aussi occupé d'autres emplois moins reliés à l'accompagnement comme l'hôtellerie et le tourisme. Pour elle, le fil conducteur de ces multiples emplois et implications bénévoles passées et actuelles, c'est l'accompagnement et le soutien d'autrui.

Elle continue en expliquant que depuis quelques années, elle s'intéresse de plus en plus à des enjeux liés à la protection de l'environnement et de réflexion sur la place de la nature dans sa vie : elle intègre depuis des pratiques de zéro-déchet dans sa vie et s'intéresse à l'herboristerie. Elle nous fait part de deux films marquants qui ont participé à ces réflexions : *En quête de sens* et *Demain* ; deux films qui interrogent notamment nos liens avec la nature et qui mettent de l'avant des initiatives de transition écologique et sociale. « C'est d'une vérité évidente : on est en train de tout foutre en l'air » (Bénévole, Entretien 10), s'exclame-t-elle en évoquant des enjeux rapportés dans ces films comme les polémiques entourant la compagnie de biotechnologie agricole américaine Monsanto. C'est sur cette trame de fond de prise de conscience d'enjeux socioécologiques, mais surtout dans le contexte de la pandémie de COVID-19 au printemps 2020 qu'elle a ressenti un « appel de la terre ». Elle a ainsi décidé de s'impliquer dans les deux jardins de la Maison d'Aurore, le jardin collectif et le jardin solidaire. Elle nous raconte que bien qu'elle ait eu quelques occasions de jardiner en tant que « très débutante » dans la cour arrière d'un appartement où elle a déjà habité (Bénévole, Entretien 10), l'implication dans les jardins de la Maison d'Aurore était sa première expérience significative d'agriculture urbaine.

Lorsque questionnée sur son rapport aux différents registres d'actions politiques, elle explique qu'elle participe à certaines actions, sans que le militantisme ne prenne une grande place dans sa vie : « J'ai peut-être pas la fibre militante à fond... mais quand même. Un peu [rires] » (Bénévole, Entretien 10). Elle raconte qu'elle participe surtout à des manifestations qui adressent des enjeux liés à l'environnement, comme les *Marches pour la Terre*. Lorsque questionnée sur son rapport à la politique formelle, elle répond dans un ordre d'idée similaire : « Je vote, mais je n'ai pas la fibre politique *trop trop* » (Bénévole, Entretien 10). Elle indique qu'elle va voter principalement en fonction non pas de grands orientations ou courant politiques, mais davantage sur des enjeux de valeurs humaines.

En s'intéressant aux trajectoires en lien avec l'agriculture urbaine, on constate comment se construit un désir d'agir sur des enjeux collectifs en s'impliquant dans un jardin collectif. Inviter les participant.e.e à retracer leurs trajectoires permet de mettre en lumière la « succession temporelle d'évènements » (Bertaux 2016, 47) qui ont menés à la cristallisation de cet intérêt particulier. De manière générale, ce contact avec l'agriculture urbaine survient soit au travers du

contact avec une personne significative à un moment ou à un autre de leur développement, ou bien à une succession d'évènements microsociaux. De plus, cette attention particulière permet également d'apercevoir comment l'implication prend forme en imbrication avec des actions dans différents registres. Nous aborderons cet élément dans la section discussion.

CHAPITRE 6 : ANALYSE ET DISCUSSION

6.1 S'impliquer dans un projet d'agriculture urbaine : un acte de participation politique ?

Tout d'abord, il importe de répondre à une question en quelque sorte implicite à ce travail : est-ce que s'impliquer dans un jardin collectif peut constituer un acte politique ? Pour ce faire, retournons à la carte conceptuelle de Van Deth. Nous avons à faire à un comportement, fait de manière volontaire, pratiqué par des citoyen.ne.s, dont certain.e.s le font dans le cadre de leur profession alors que d'autres sont impliqué.e.s à titre bénévole. Bien que cette activité ne soit pas située dans la sphère gouvernementale, nos résultats démontrent toutefois que sa cible est politique du fait que l'activité est, comme l'argumente Van Deth, « orientée vers la résolution de problèmes collectifs ou en lien avec la communauté » et qu'elle est utilisée pour « exprimer des orientations et des intentions politiques ».

Il faut rappeler ici que cette recherche vise à mettre en lumière les motivations à s'impliquer dans des projets, elle n'a donc pas la prétention d'adresser si, dans les faits, ces pratiques sont efficaces ou non. Bien que tout aussi pertinente, cette question demanderait un autre travail. L'objectif de ce travail est plutôt d'enrichir notre compréhension des dynamiques qui font que des personnes articulent un ensemble de discours qui se veut critique de certains aspects de la société, et le fait qu'en parallèle de ces discours, elles mettent en œuvre des pratiques qui répondent à ces critiques.

En s'engageant dans un jardin collectif, les personnes impliquées adressent des problèmes collectifs : en investissant ou en portant des projets collectifs pour cultiver de la nourriture par eux-mêmes dans leur milieu de vie, pour leur propre bénéfice ou pour celui de leur communauté, mais aussi pour verdir et embellir ce milieu de vie pour le rendre plus convivial et vivant, et pour créer un espace ouvert sur le quartier et ses citoyen.ne.s. Les projets de jardins collectifs offrent cette possibilité d'agir « ici et maintenant » sur des enjeux qui ont des ramifications à différentes échelles. Les personnes rencontrées, chargées de projet et bénévoles, portaient chacun.e leurs ensembles de cause ou d'enjeux, globaux ou locaux ; des « récits qui guident l'action » (Bherer et. al. 2018, 141) qui dépassent les limites du jardin qu'ils évoquaient parmi les motivations à s'impliquer. On retrouve chez les personnes que nous avons rencontrées des mentions d'un désir de résilience aux potentiels chocs futurs liés changements

climatiques par la production locale de nourriture, de justice alimentaire par la mise sur pied de projets qui se veulent ouverts sur leurs milieux de vie et leurs habitant.e.s et qui participent à l'alimentation de personnes démunies dans le quartier. On retrouve également le désir de contribuer à construire un monde où le bien-être passe non seulement par la prise de conscience de notre propre vulnérabilité, mais aussi de son imbrication intime avec celle du reste du monde vivant. De la même manière que Bherer et ses collaboratrices présentaient comment les différentes pratiques adoptées par des citoyen.ne.s engagé.e.s « ne sont pas vus comme des gestes isolés par ceux qui les pratiquent, mais bien comme des actions associées à un projet politique en construction » (Bherer et. al. 2018, 141), le jardin collectif est vu comme un moyen pour expérimenter une manière de produire de la nourriture qui correspondent davantage à un certain ensemble de valeurs.

Nos répondant.e.s affirment ne pas aspirer à avoir des modes de vie « parfaits » d'un point de vue écologique, mais plutôt rechercher un équilibre entre un désir d'adresser ces enjeux écologiques et des contraintes à l'action, par exemple les contraintes liées à l'adoption d'un mode de vie 100 % zéro-déchet ou encore les limites actuelles à la production alimentaire en ville dans un jardin collectif. Dans cet exercice d'équilibre entre valeurs et pratiques s'observe le phénomène de « travail sur soi » identifié par de Bouver chez des militant.e.s engagé.e.s envers les causes écologiques. S'impliquer dans un jardin collectif semble ainsi à la fois être un engagement qui permet d'agir localement sur des enjeux globaux, mais aussi d'offrir une possibilité d'action politique au travers d'un travail sur soi avec des visées politiques, en cohérence entre des valeurs de protection de l'environnement et des objectifs de transition socioécologiques.

L'agriculture urbaine collective est donc une forme d'engagement qui permet une cohérence et un équilibre entre les valeurs et les pratiques en permettant d'adresser *ici et maintenant* des enjeux de résilience alimentaire et d'inclusion de populations vulnérables. Mais c'est également une tactique pour favoriser du changement social sur ces enjeux dans d'autres sphères d'activités que le jardin. C'est parce qu'elle favorise les occasions de « dialogues au potentiel transformateur », d'effet d'engouement et de « masse critique », ou d'amener du changement dans l'organisation du monde par un nombre au départ petit, mais convaincant, d'adhérent.e.s à une pratique. Au-delà de la possibilité qu'il offre de bricoler et d'expérimenter des « projets politiques en construction », le jardin est aussi utilisé en lui-même comme tactique pour favoriser l'émergence et la prolifération de ces projets politiques.

Un exemple de ce phénomène s'observe dans le récit de la chargée de projet d'*Un plant de tomate à la fois*, qui nous explique comment, selon elle, les actions de *guerilla gardening* des personnes impliquées dans les jardins, ainsi que sa présence, avec d'autres, au conseil d'arrondissement ont permis d'amener du changement dans la possibilité des citoyen.ne.s de verdir les espaces publics. La portée de cette recherche n'a pas pu vérifier si c'est effectivement en partie grâce aux actions de *guerilla gardening* et de présence au conseil d'arrondissement de la chargée de projets rencontrée et des autres citoyens dont elle nous racontait l'implication que l'arrondissement de Verdun permet maintenant aux citoyen.ne.s de s'approprier les carrés d'arbre. C'est cependant un élément de motivation qui ressortait fortement de cet entretien, soit la capacité des projets d'agriculture urbaine et de verdissement d'amener du changement social en « changeant les mentalités » en montrant des alternatives à l'aménagement urbain et en revendiquant des institutions démocratiques.

Nous avons vu dans la section résultats que ces problèmes collectifs sont articulés avec des engagements dans plusieurs registres d'actions politiques. La vision de ces problèmes collectifs et comment ils sont articulés avec la pratique de l'agriculture urbaine et les autres registres d'action politique (politique formelle, politique contestataire et politique des styles des vies) est observable grâce à une attention aux récits de vie des personnes engagées. Nous allons aborder plus en détail ces constats dans la section qui suit.

6.2 Parcours de vie et imbrication des registres d'actions politiques

Nous avons vu dans la présentation des résultats que les personnes impliquées dans les projets de jardins collectifs visent le changement social par l'adoption de pratiques qui s'inscrivent dans leurs styles des vies, notamment l'alimentation locale et biologique. Le jardin est également une occasion pour les chargées de projets d'amener des « dialogues aux potentiels transformateurs » (Chatterton 2006) sur des questions connexes au jardin collectif, comme la réduction de l'empreinte écologique par la réduction des déchets liés à la consommation et l'adoption de régimes végétarien ou végétane. L'adoption de ces pratiques semble être en synergie avec l'implication en agriculture urbaine par le jardin collectif. Plusieurs de nos participant.e.s sont en effet dans une démarche où ils et elles adoptent progressivement un ensemble de pratiques dans leur vie personnelle en les liant à un « récit qui guide l'action » (Bherer et. al. 2018, 141). Ce récit, c'est la critique des systèmes alimentaires jugés non soutenables d'un point de vue environnemental, ou encore une dénonciation des injustices

alimentaires vécues par des personnes qui n'ont pas les moyens de se payer des aliments frais et qui trouvent écho dans les mouvements militants comme les *Alternative Food Movements* (Grauerholz et Owens 2015).

Il nous semble en effet que l'agriculture urbaine collective apparait pour certain.e.s comme une pratique qui trouve écho dans des mouvements qui ont déjà été documentés auparavant, comme les mouvements pour une alimentation alternative qui portent un désir d'une connexion plus personnelle avec la production alimentaire ; soit par une plus grande proximité avec les producteurs comme dans le cas de l'achat dans un marché local en supportant un.e agriculteur.trice au travers d'un service d'abonnement à un panier de légumes locaux, ou encore en évitant carrément l'intermédiaire en produisant eux-mêmes leurs légumes.

À la manière des pratiques des *lifestyle movements*, l'implication dans le jardin dans un désir de cohérence avec un ensemble de valeur semble ainsi s'adjoindre à d'autres pratiques du quotidien comme le végétarisme, le zéro-déchet, qui peuvent elle aussi être reliée à des enjeux et des causes collectives. Certain.e.s font des efforts pour réduire leur production de déchets, s'abonnent à des paniers de légumes issus de l'agriculture locale et biologique, adoptent un régime végétarien ou végane suivant des motivations environnementales et antispécistes, font des efforts pour réduire leur production de déchets et produisent de la nourriture dans des jardins collectifs, à même leurs milieux de vie.

On observe ainsi une convergence entre le désir d'accomplissement personnel par l'adoption d'un certain nombre de pratiques et le désir d'agir pour le bien commun ; un désir de devenir « une meilleure personne pour soi et pour l'environnement (Chargée de projet, Entretien 1). Comme le suggéraient Bherer et ses collaboratrices, pour les personnes qui pratiquent le déchétarisme, « la recherche de l'accomplissement personnel ne crée pas un retrait du politique vers la sphère privée, mais bel et bien une forme spécifique d'engagement » (Bherer, Dufour et Montambeault 2018, 138).

Il semble que cet engagement par le travail sur soi soit également observable chez les chargées de projets qui nous racontent avoir choisi cette activité parce qu'elle leur permet de trouver « un sens » à leur emploi. Par exemple, la chargée de projet qui est passée du domaine du design de mode à l'agriculture urbaine (Chargée de projet, Entretien 3), comme nous l'avons rapporté plus haut, nous racontait comment sa motivation à porter un projet de jardin collectif s'inscrit dans son changement de parcours ; un passage d'un emploi qui avait « peu de sens » à ses yeux à un emploi qui a un sens (Chargée de projet, Entretien 3). Ses démarches pour trouver un emploi

qui « ait du sens » l'ont mené à son emploi actuel, comme elle l'explique, en puisant d'une part dans son intérêt personnel pour le jardinage, et d'autre part dans un désir de s'ancrer dans sa communauté et son milieu de vie : « Je dirais qu'il y vraiment un lien direct avec ce que j'ai décidé de faire dans ma deuxième vie et l'implication politique [...]. Ça a été quelque chose... un instinct. Ça a été vraiment un lien direct entre l'enracinement, si je peux dire tout simplement, dans ma communauté » (Chargée de projet, Entretien 3). Comme elle l'explique, pour elle, occuper cet emploi était en quelque sorte l'étape suivante après le bénévolat, une forme encore plus engageante d'implication politique et communautaire. Cette imbrication entre implication personnelle et emploi salarié l'amène à prendre part activement aux instances politiques locales. Ce désir de sens s'exprime par un choix d'emploi qui lui permet d'agir sur sa communauté et vient par ailleurs façonner son rapport à la politique municipale, puisqu'elle en vient à voter et s'impliquer politiquement à la fois à titre de citoyenne et à titre de chargée de projet en agriculture urbaine qui se fait un devoir de porter les voix de citoyen.ne.s.

En lien avec l'agriculture urbaine collective et son imbrication avec différents registres d'engagement politique, il nous a également semblé intéressant de constater comment, pour une chargée de projet, le projet de jardin collectif est intimement lié à l'activisme en politique municipale, alors que pour une autre c'est plutôt une manière d'éviter l'« esprit de confrontation » qu'elle associe à l'activité politique et choisie plutôt de se concentrer sur les changements qu'elle peut apporter « ici et maintenant » dans le jardin et chez ceux qui s'y impliquent.

Il faut cependant faire preuve de prudence et ne pas nécessairement attribuer cet évitement à une forme de retrait du politique. Nous y voyons plutôt une manière d'agir sur des causes ou des enjeux qui leur tiennent à cœur, avec des tactiques qui sont à leurs dispositions.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes également intéressés aux mécanismes qui déterminent l'imbrication entre les différents registres d'actions politiques. Nous avons pu observer à divers degrés chacune des trois hypothèses suggérées par Bherer et ses collaboratrices dans l'interaction entre les formes d'engagement, soit la concurrence, l'incubateur et le refuge (Bherer, Dufour et Montambeault 2018). On observe effectivement que pour certain.e.s, l'engagement dans un projet d'agriculture urbaine se fait en concurrence avec l'engagement par des actions dans d'autres registres. Des personnes impliquées racontent comment l'implication dans le jardin permet d'agir sur des enjeux en évitant certaines formes d'engagement, comme l'action contestataire ou la politique formelle. L'engagement dans un

jardin collectif permet aussi pour certain.e.s d'alimenter l'engagement dans différents registres d'action, comme la participation à des manifestations liées à des enjeux qui rejoignent ceux de l'agriculture urbaine. C'est notamment ici que l'attention aux trajectoires est utile, puisque les éléments de trajectoires qui sont racontés par les répondants permettent de mettre en lumière le choix de projets collectifs d'agriculture urbaine pour adresser ces enjeux plutôt que d'autres actions ou registres d'action, ou encore d'apercevoir comment les projets collectifs d'agriculture urbaine s'inscrivent en complémentarité avec d'autres actions ou registres d'actions politiques.

Pour la grande majorité des personnes rencontrées, chargées de projet et bénévoles, l'implication spécifiquement dans le jardin pour lequel nous les avons rencontrées était assez récente, au maximum quelques années. Une seule était chargée de projet depuis un peu plus longtemps que les autres, soit cinq ans. Il est donc moins aisé d'observer à quel point ce projet de jardin *spécifiquement* sert d'incubateur à l'action dans d'autres registres. Quelques mots peuvent cependant être mentionnés à ce sujet.

D'une part, pour la chargée de projet avec le plus d'ancienneté dans le projet dans le cadre duquel nous l'avons rencontrée, les différents projets d'agriculture urbaine qu'elle porte semblent servir d'incubateur à des actions de participation à la politique. Plus précisément, cela s'observe par sa participation à la politique municipale, en portant des revendications liées au verdissement des espaces publics et l'inclusion de projets de verdissement dans les nouvelles constructions dans le quartier (Chargée de projet, Entretien 3). D'autre part, pour les chargées de projets qui entretiennent un moins long historique avec le projet de jardin collectif pour lesquels nous les avons rencontrées, nous pouvons également observer la thèse de l'incubateur dans les éléments antérieurs des trajectoires. Pour la chargée de projet qui a participé à de nombreuses écoles d'été et expériences d'agriculture urbaine à l'étranger (Chargée de projet, Entretien 6), ce sont effectivement ses expériences passées en agriculture urbaine qui semblent avoir servi d'incubateur pour l'action dans d'autres registres d'action politique. Elle raconte effectivement comment les différents projets d'agriculture urbaine auxquels elle a participé, le *woofing*, les jardins collectifs dans son quartier, l'école d'été en agriculture urbaine et les projets de jardins ont contribué à sa prise de conscience des enjeux liés aux systèmes alimentaires, à la protection de la biodiversité et à la transition écologique et l'ont menée à porter des projets de jardin collectif. Elle explique comment pratiquer l'agriculture urbaine, consommer le plus possible des aliments locaux, donner son vote aux partis politiques qui se positionnent le plus en faveur de ces enjeux et participer à des manifestations sont toutes des manières d'adresser ces enjeux.

Pour d'autres, le jardin semble aussi une forme d'action qui permet d'éviter ou de pallier l'inefficacité d'autres formes d'actions. L'implication dans le jardin est par exemple en concurrence face à l'implication en politique formelle pour la chargée de projet qui est sceptique quant à sa capacité à porter du changement en s'impliquant dans un parti politique. Plutôt qu'un évitement du politique comme le décrit Eliasoph (1998), où des personnes impliquées vont éviter de manifester publiquement des considérations sur des enjeux qui dépassent leur milieu de vie et plutôt se concentrer sur des enjeux qui sont près de chez eux (*close to home*), nous observons au contraire chez plusieurs un positionnement assumé sur plusieurs enjeux de société. Des chargées de projet utilisent effectivement en quelque sorte la tribune que leur offre leur rôle dans les jardins pour remettre en question des aspects de l'organisation de la société, comme l'aspect mondialisé des réseaux alimentaires nord-américains, la production massive de déchets liés à nos modes de consommations et l'impact de l'agriculture industrielle sur la biodiversité. Elles utilisent aussi cette même tribune pour faire la promotion de pratiques et styles des vies qui adressent ces enjeux, comme les pratiques zéro-déchet, les pratiques culinaires qui incluent des aliments locaux, et bien sûr l'agriculture urbaine, mais aussi plus spécifiquement l'agriculture urbaine qui inclut des principes écologiques par considération pour des enjeux précédemment évoqués. Ce qu'il est possible d'observer, c'est plutôt la tendance que décrivent par exemple Geoffrey Pleyers dans *Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique* ou encore Émeline de Bouver dans *Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique : le militantisme existentiel*, soit que plusieurs des personnes rencontrées avaient une posture ambiguë concernant la désignation de leur implication comme étant du militantisme ou encore qu'elles rejetaient carrément celle-ci.

Pour certain.e.s, les styles des vies politisés servent aussi de refuge à l'action contestataire, qui est dans ce contexte jugée moins efficace pour amener certaines formes de changement. Investir d'autres registres d'action politique, comme s'impliquer dans le jardin et adopter d'autres pratiques liées aux styles des vies, ou encore investir la politique municipale pour orienter les politiques qui encadrent l'agriculture urbaine et le verdissement dans le quartier était une manière d'adresser ces enjeux.

De Bouver (2016) soutenait dans *Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique : le militantisme existentiel* qu'une injonction contradictoire pèse sur l'engagement sur des enjeux écologiques qui incluent des transformations des habitudes de vie, soit l'accélération et le ralentissement, et que cette tension est résolue entre autres par un engagement qui relie le changement social avec le travail sur soi. Nous observons également cette tension dans

l'engagement des personnes que nous avons rencontrées, qui s'observe dans l'équilibre entre le désir d'action et des contraintes personnelles sur les moyens d'action. Plusieurs personnes rencontrées insistent en effet sur l'importance de ne pas être exigeante à outrance envers soi-même, et expliquent plutôt que l'engagement est un processus où se construisent « petit à petit » « des changements pour devenir de meilleures personnes pour nous pis pour l'environnement » (Chargée de projet, Entretien 1). De Bouver mettait cependant en garde dans son texte que c'est là un bien grand objectif à prêter à un engagement : « Fournir à la fois des réponses globales en termes de justice, personnelles en termes de besoins relationnels et existentiels en termes d'apaisement et d'ouverture à l'absolu constitue un sacré défi ! » (de Bouver 2016, 102). Elle argumente qu'il existe par exemple un risque que ce type d'engagement mette trop l'emphase sur le développement personnel, ou qu'elles soient récupérées ou instrumentalisées par le capitalisme au travers d'une culture de « développement personnel » qui occulte des enjeux comme des inégalités socioéconomiques.

Nous avons vu dans revue de littérature que le contexte dans lequel s'insèrent les projets influence la portée politique des projets d'agriculture urbaine. Dans le contexte socioéconomique nord-américain, on parle principalement du capitalisme néolibéral et de l'historique du colonialisme. McClintock (2014) démontre comment l'agriculture urbaine vient parfois participer à un processus de néolibéralisation d'espaces vacants et réitérer des dynamiques coloniales. Gutherman (2008) et Lyson (2014) amènent que la présence de personnes majoritairement blanches dans les projets produit un effet contradictoire, soit de renforcer ou réaffirmer des dynamiques coloniales et d'oppressions de personnes racisées. S'intéresser aux dimensions politiques de l'agriculture urbaine ne peut ainsi pas faire abstraction des mécanismes d'exclusion et de marginalisation que peuvent alimenter ces projets.

Bien que les impacts des projets de jardins ne soient pas l'objectif principal de ce travail, nous croyons tout de même pouvoir dire quelques mots à ce sujet. Notre travail s'intéresse aux motivations à porter ou à s'impliquer dans les projets. Nous avons accès à de l'information sur le fonctionnement des différents projets pour mieux comprendre dans quel contexte l'action s'insère et nous connaissons bien les profils des personnes que nous avons rencontrées, mais nous n'avons pas d'informations sur les profils socioéconomiques de l'ensemble des participant.e.s de tous les projets de jardins. Nous croyons toutefois que notre attention au parcours des personnes rencontrées peut alimenter ces réflexions. Il est effectivement intéressant de constater que les deux chargées de projet qui travaillent ou ont travaillé le plus en proximité avec des personnes marginalisées ou vulnérables sont les deux qui ont mentionné

lors de l'entretien des moyens employés pour mitiger les impacts sur les personnes marginalisées du quartier. Il est également intéressant de constater que ce sont également ces deux répondantes qui problématisaient le plus, et de manière plus spontanée, cette nécessité d'inclure une considération quant à l'impact des projets sur les personnes du quartier qui n'y participent pas directement. La chargée de projet qui a travaillé dans le passé en intervention avec des victimes d'agressions sexuelles (Chargée de projet, Entretien 7) et celle qui porte le projet de jardin dans l'organisme qui travaille en intervention avec des personnes itinérantes et marginalisées (Chargée de projet, Entretien 9) sont effectivement les deux répondant.e.s qui mettent l'accent sur ces considérations. Cette corrélation pourrait suggérer que ce sont des éléments de leur parcours qui les amènent ainsi à poser des actions dans le but de mitiger des dynamiques d'exclusions qui accompagnent les projets.

Ces différents liens entre le récit et l'action que nous venons d'exposer sont observables parce que nous avons laissé libre cours aux participant.e.s de nous raconter certains éléments de leur vie passée, en leur demandant de mettre l'accent sur certains aspects précis. Certain.e.s rapportaient leurs actions dans le jardin et d'autres actions dans d'autres registres, qu'ils ou elles nommaient explicitement comme politique à divers degrés. D'autres, parfois dû à une définition différente du politique, associé au processus électoral et aux débats parlementaires, ne rattachaient pas à leur implication une dimension explicitement politique, mais rattachaient quand même leurs actions à des enjeux collectifs.

Ainsi, nous pourrions résumer que participer ou porter un jardin collectif, c'est un acte de participation politique pour ce qui se déroule dans le jardin, mais c'est aussi un acte politique parce que cette implication s'insère dans un ensemble de pratiques qui participent à des styles de vie politisés et qui s'articule avec des actions dans la politique contestataire, la politique formelle et les styles de vie.

CONCLUSION

Nous avons débuté ce mémoire en rapportant comment des projets d'agriculture urbaine collective peuvent être considérés comme des lieux où s'impliquent notamment des personnes qui sont à la recherche d'opportunités pour prendre part à certains aspects de la vie publique et à des causes collectives. Nous avons vu également comment la littérature scientifique en science politique et en sociologie invite à élargir notre regard face à l'engagement des individus envers des causes collectives. On nous invite donc à appréhender l'engagement avec plus d'ouverture afin que se donne à voir la dimension de participation politique de certaines actions.

Nous avons donc voulu interroger ce qui motive le choix de l'agriculture urbaine collective comme tactique pour adresser des problèmes sociaux ou des enjeux collectifs. Pour répondre à cette question, nous avons réalisé 10 entretiens semi-dirigés avec des chargées de projet et des bénévoles impliquées dans des projets de jardins collectifs. Les entretiens interrogeaient les participant.e.s sur cinq grandes catégories : 1) le projet de jardins en tant que tel, 2) la trajectoire de l'engagement (motivations, éléments déclencheurs, origines de l'intérêt pour l'agriculture urbaine ou le jardinage, etc.), 3) quelques éléments de récit de vie de vie (origine socioéconomique et familiale, parcours et scolaire et professionnel) 4) les pratiques d'engagement dans trois registres d'action politique : les styles des vies, la politique contestataire et la politique formelle et 5) les enjeux ou les causes collectives qui tiennent à cœur aux participant.e.s.

Le travail de conceptualisation de la participation politique de Van Deth (2014) permet de baliser l'effort théorique requis pour apercevoir ces nouvelles formes de participation politique. En appliquant la carte conceptuelle de van Deth à l'implication dans un jardin collectif, on s'aperçoit que cette implication peut être considérée comme de la participation politique. Au-delà de la participation politique par des actions qui concernent directement l'État, comme le processus électoral ou qui s'adressent à celui-ci, comme la politique contestataire, l'implication dans un jardin collectif est une manière pour les individus d'agir sur le monde et de s'engager pour une cause collective. Interroger l'implication dans le jardin comme tactique de changement social permet de dévoiler comment cette participation politique s'articule avec des revendications, des terrains de luttes et des enjeux qui dépassent l'acte du jardinage.

Les résultats démontrent que s'impliquer dans un jardin collectif offre aux participant.e.s la possibilité de poser des actions locales tout en adressant des enjeux globaux. Ils démontrent

aussi que cette implication permet aux personnes impliquées d'intégrer dans leur vie des actions et habitudes de vie qui sont en cohérence avec certains ensembles de valeurs, de favoriser l'adoption de certaines de ces actions par un phénomène de masse critique, de relier des enjeux environnementaux avec l'inclusion des populations plus vulnérables et aussi de favoriser des dialogues aux potentiels transformateurs. Sans avoir la prétention de changer le monde, cette implication offre ainsi l'opportunité d'agir sur un certain ensemble de causes collectives comme la durabilité des systèmes alimentaires, la biodiversité et les changements climatiques.

En s'intéressant à l'imbrication de cette implication avec différents registres d'actions politiques ainsi qu'aux éléments de récit de vie en lien avec l'agriculture urbaine des personnes impliquées dans les jardins, on constate que l'implication dans un jardin collectif prend forme en imbrication avec des actions dans différents registres d'actions politiques. À la manière des pratiques qui s'inscrivent dans le phénomène des *lifestyle movements*, l'implication dans le jardin dans un désir de cohérence avec un ensemble de valeurs semble ainsi s'adjoindre à d'autres pratiques du quotidien comme le végétarisme, le zéro-déchet ou la consommation locale ; pratiques qui sont elles aussi reliées à des enjeux et des causes collectives. Le jardin collectif et les pratiques qui s'y greffent viennent alors s'insérer dans cet ensemble de pratiques.

Cette recherche illustre ainsi cette multiplication des formes de participation ou d'engagement politique suggéré et démontré par plusieurs auteur.trice.s (Ion 2005; van Deth 2014; Quéniart et Jacques 2008; Pleyers 2014; Yates 2015; de Bouver 2016). Elle contribue également aux recherches sur l'agriculture urbaine en venant préciser les dimensions proprement sociale et politique des jardins collectifs en milieu communautaire. Loin de constituer un repli sur soi ou un évitement du politique, l'implication dans des projets collectifs d'agriculture urbaine constitue pour certain.e.s une forme de participation politique qui non seulement existe en soi, mais qui vient aussi s'imbriquer avec d'autres formes d'actions ou de non-actions, dans la politique contestataire, la politique formelle et les styles de vie.

BIBLIOGRAPHIE

- Affaires municipales et habitations Québec. 2017. « Élections municipales 2017 - Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller. » *Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec*. 23 novembre.
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/democratie-municipale/archives-des-resultats-des-elections-municipales/>
- Arendt, Hannah. 1972. *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*. Paris: Calmann-Lévy.
- Audate, Pierre Paul, Geneviève Cloutier et Alexandre Lebel. 2021. « The Motivations of Urban Agriculture Practitioners in Deprived Neighborhoods: A Comparative Study of Montreal and Quito. » *Urban Forestry & Urban Greening* 62: 127171.
doi:10.1016/j.ufug.2021.127171.
- Bach, Claire E et Nathan McClintock. 2020. « Reclaiming the City One Plot at a Time? DIY Garden Projects, Radical Democracy, and the Politics of Spatial Appropriation. » *Environment and Planning C: Politics and Space*: 239965442097402. doi:10.1177/2399654420974023.
- Bertaux, Daniel. 2016. *Le récit de vie*. Tout le savoir en 128 pages. Paris: Armand Collin.
- Bhatt, Vikram et Leila Marie Farah. 2016. « Cultivating Montreal: A Brief History of Citizens and Institutions Integrating Urban Agriculture in the City. » *Urban Agriculture & Regional Food Systems* 1 (1): 1-12. doi:10.2134/urbanag2015.01.1511.
- Bherer, Laurence, Pascale Dufour et Françoise Montambeault. 2018. « Fouiller dans les poubelles est-il une forme d'engagement politique ? » In *La politique en questions*, 2:135-144. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. doi:10.2307/j.ctv69st1g.15.
www.jstor.org/stable/j.ctv69st1g.15.
- Blanchet, Alain et Anna Gotman. 2005. « La préparation de l'enquête. » In *L'enquête et ses méthodes: L'entretien*, 60. Paris: Armand Colin.
- Blickstein, Susan et Susan Hanson. 2001. « Critical Mass: Forging a Politics of Sustainable Mobility in the Information Age. » *Transportation* (28): 347-362.
- Bonet-Sanon, Ralph. 2017. « Les Jardins Skawanoti en mode vente. » *Journal Métro*, 13 mai.
<https://journalmetro.com/local/riviere-des-prairies/1137586/les-jardins-skawanoti-en-mode-vente/>.
- Bourgeois, Isabelle. 2009. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, 5e éd. Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- de Bouver, Émeline. 2016. « Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique : le militantisme existentiel. » *Agora débats/jeunesses* 73 (2): 91.
doi:10.3917/agora.073.0091.
- Bouvier-Daclon, Nathalie et Gilles Sénécal. 2001. « Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu. » *Loisir et Société* 24 (2): 507. doi:10.7202/000193ar.

- Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine. 2020. « Portrait de l'agriculture urbaine commerciale en 2019. » Montréal: Laboratoire sur l'agriculture urbaine. http://cretau.ca/wp-content/uploads/2020/07/Portrait-de-lagriculture-urbaine-commerciale_2019_F.pdf.
- Carrefour Populaire de St-Michel. s.d. « Jardin Collectif. » Carrefour Populaire de St-Michel. Consulté le 17 avril 2019. <http://www.carrefourpopulaire.org/en/activites/club-securite-alimentaire/jardin-collectif/>.
- Certomà, Chiara et Chiara Tornaghi. 2015. « Political Gardening. Transforming Cities and Political Agency. » *Local Environment* 20 (10): 1123-1131. doi:10.1080/13549839.2015.1053724.
- Chatterton, Paul. 2006. « "Give up Activism" and Change the World in Unknown Ways: Or, Learning to Walk with Others on Uncommon Ground. » *Antipode* 38 (2): 259-281. doi:10.1111/j.1467-8330.2006.00579.x.
- Chatterton, Paul et Jenny Pickerill. 2010. « Everyday Activism and Transitions Towards Post-Capitalist Worlds. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 35 (4): 475-490.
- Chevalier, Andréanne. 2009. « La création communautaire des nouveaux espaces verts montréalais: un processus vers le « vivre ensemble»: » 143.
- Cockrall-King, Jennifer. 2016. *La révolution de l'agriculture urbaine*. Montréal: Écosociété.
- Concordia Greenhouse. s.d. « About the Greenhouse. » *The Concordia Greenhouse*. Consulté le 15 avril 2019. <https://concordiagreenhouse.com/about/about-the-greenhouse/>.
- CRAPAUD. 2021. « Mission. » *Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable*. <https://www.lecrapaud.org/mission/>.
- Crossan, John, Andrew Cumber, Robert McMaster et Deirdre Shaw. 2019. « Contesting Neoliberal Urbanism in Glasgow's Community Gardens the Practice of DIY Citizenship. » In *Urban Gardening as Politics*, Chiara Certomà et Chiara Tornaghi, 186-208. Routledge equity, justice and the sustainable city. Milton Park: Routledge.
- Cultive ta ville. 2021. « Portraits du mouvement de l'agriculture urbaine. » *Cultive ta ville*. <https://cultivetaville.com/encyclopedie/portraits-mouvement-agriculture-urbaine/>.
- Demazière, Didier. 2011. « L'entretien biographique et la saisie des interactions avec autrui. » *Association pour la Recherche Qualitative* 30 (1): 61-83.
- van Deth, Jan W. 2014. « A Conceptual Map of Political Participation. » *Acta Politica* 49 (3): 349-367. doi:10.1057/ap.2014.6.
- Deverre, Christian et Jean-Baptiste Traversac. 2011. « Manger local, une utopie concrète. » *Métropolitiques*: 5.
- Directeur général des élections. 2021. « Historique du taux de participation. » *Élections Québec*. <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/vote/taux-participation.php>.

- Dobernig, Karin et Sigrid Stagl. 2015. « Growing a Lifestyle Movement? Exploring Identity-Work and Lifestyle Politics in Urban Food Cultivation: Growing a Lifestyle Movement? » *International Journal of Consumer Studies* 39 (5): 452-458. doi:10.1111/ijcs.12222.
- Duchemin, Eric. 2012. « Agriculture urbaine : quelle définition ? une actualisation nécessaire? » *AgriUrbain*. <https://agriurbain.hypotheses.org/2705>.
- Duchemin, Éric et Sophie Rémy. 2010. « Répertoire des initiatives en agriculture urbaine à Montréal. » Montréal: Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable. <https://www.lecrapaud.org/repertoire-des-initiatives-en-agriculture-urbaine-a-montreal/>.
- Duchemin, Eric, Fabien Wegmuller et Anne-Marie Legault. 2010. « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. » *Vertigo* 10 (2). doi:10.4000/vertigo.10436. <http://journals.openedition.org/vertigo/10436>.
- Dufour, Pascale, Laurence Bherer et Christine Rothmayr Allison. 2015. « « Faire la politique soi-même » : le cas des mobilisations contre le gaz de schiste au Québec. » *Canadian Journal of Political Science* 48 (1): 125-146. doi:10.1017/S0008423915000724.
- Dupont-Rachiele, Corinne, Eric Duchemin et Jordin Utgé-Royo. 2020. « L'agriculture urbaine à Montréal : portrait des initiatives sociales et collectives. » *Laboratoire sur l'agriculture urbaine / Conseil SAM*. <https://agriurbain.hypotheses.org/5119>.
- Eliasoph, Nina. 1998. *Avoiding Politics: How Americans Produce Apathy in Everyday Life*. New-York: Cambridge University Press.
- Gallant, Nicole. 2018. « The 'Good,' the 'Bad' and the 'Useless': Young People's Political Action Repertoires in Quebec. » In *Young People Re-Generating Politics in Times of Crises*, sous la dir. de Sarah Pickard et Judith Bessant, 77-94. London: Palgrave Macmillan. doi:10.1007/978-3-319-58250-4_5.
- Giaufret, Anna. 2015. « L'ethos collectif des guerilla gardeners à Montréal : entre conflictualité et inclusion. » *Argumentation et analyse du discours* (14). doi:10.4000/aad.1978. <http://journals.openedition.org/aad/1978>.
- Godbout, Jacques T et Jean-Pierre Collin. 1977. « Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ? » Montréal: INRS Urbanisation Culture et Société.
- Gouvernement du Québec. 2021. « Organisme communautaire. » *Thésaurus de l'activité gouvernementale*. <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=8735>.
- GRAME. 2020. « À Propos du GRAME. » *Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleur environnement*. <https://grame.org/a-propos/>.
- Granchamp Florentino, Laurence. 2012. « L'agriculture urbaine, un enjeu de la ville durable. » *Revue des Sciences Sociales* (47): 24.
- Guthman, Julie. 2008. « Bringing Good Food to Others: Investigating the Subjects of Alternative Food Practice. » *Cultural Geographies* 15 (4): 431-447. doi:10.1177/1474474008094315.

- Haenfler, Ross, Brett Johnson et Ellis Jones. 2012. « Lifestyle Movements: Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements. » *Social Movement Studies* 11 (1): 1-20. doi:10.1080/14742837.2012.640535.
- Hardman, Michael, Lovemore Chipungu, Hangwelani Magidimisha, Peter J. Larkham, Alister J. Scott et Richard P. Armitage. 2018. « Guerrilla Gardening and Green Activism: Rethinking the Informal Urban Growing Movement. » *Landscape and Urban Planning* 170: 6-14. doi:10.1016/j.landurbplan.2017.08.015.
- Haydu, Jeffrey et David Kadanoff. 2010. « Casing Political Consumerism. » *Mobilization: An International Journal* 15 (2): 159-177.
- IGA. 2017. « IGA présente le plus grand potager bio sur un toit de supermarché au pays. » 19 juillet. https://www.iga.net/fr/salle_de_presse/communiques_2017/iga_presente_le_plus_grand_potager_bio_sur_un_toit_de_supermarche_au_pays.
- Ion, Jacques. 2005. « Chapitre 1: Quand se transforment les modes d'engagement dans l'espace public. » In *Quand les jeunes s'engagent*, 23-33. Paris: L'Harmattan.
- Ion, Jacques, Spyros Frangiadakis et Pascal Viot. 2005. « Introduction : Plusieurs manières de militer. » In *Militer aujourd'hui*, 4-9. Paris: Autrement.
- Janne, Henri. 1951. « Introduction à la Sociologie Générale. » *Revue de l'Institut de Sociologie* (3): 345-392.
- Jauzion, Catherine. 2008. « Entrepreneuriat et travail dans un commerce engagé : exploration du sens et panorama des pratiques des acteurs. » Montréal: Université du Québec à Montréal. <https://archipel.uqam.ca/1241/>.
- Jetté, Christian. 2017. « Action communautaire, militantisme et lutte pour la reconnaissance : une réalité historique, politique et sociologique. » *Reflets* 23 (1): 28-56. doi:10.7202/1040748ar.
- Jumel, Guy et Joël Guibert. 1997. *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.
- Kennedy, Emily Huddart, Josée Johnston et John R. Parkins. 2018. « Small-p Politics: How Pleasurable, Convivial and Pragmatic Political Ideals Influence Engagement in Eat-Local Initiatives: Small-p Politics. » *The British Journal of Sociology* 69 (3): 670-690. doi:10.1111/1468-4446.12298.
- La Maison d'Aurore. s.d. « Notre mission. » <http://maisonaurore.org/a-propos-de-nous/mission/>.
- Laboratoire sur l'agriculture urbaine. 2019. « Jardins collectifs. » *Cultive ta ville*. <https://cultivetaville.com/fr/encyclopedie/jardiner-quebec/jardins-collectifs/>.
- . 2021a. « Histoire de l'agriculture à Montréal. » *Cultive ta ville*. <https://cultivetaville.com/fr/cartes/montreal/histoire-agriculture-montreal/>.
- . 2021b. « Qu'est-ce qu'un jardin pédagogique? » *Cultive ta ville*.

- . 2021c. « Carte des initiatives. » *Cultive ta ville*.
https://cultivetaville.com/fr/cartes/montreal_1/.
- Lapierre, Mariannick. 2020. « Un Jardin Solidaire pour les gens du quartier. » *La Maison d'Aurore*. 22 septembre. <http://maisonaurore.org/alimentation/jardin-collectif/2020/09/22/un-jardin-solidaire-pour-les-gens-du-quartier/>.
- Laugier, Sandra. 2015. « Care, environnement et éthique globale. » *Cahiers du Genre* 59 (2): 127. doi:10.3917/cdge.059.0127.
- Lavoie, Jocelyne, Jean Panet-Raymond et Clément Mercier. 2014. « L'évolution des pratiques communautaires au Québec. » In *La pratique de l'action communautaire*, 3e éd., 5-69. Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Lebel, Anouk. 2020. « Changement de vocation aux jardins Skawanoti. » *Journal Métro*, 29 juillet. <https://journalmetro.com/local/riviere-des-prairies/2487795/changement-de-vocation-aux-jardins-skawanoti/>.
- Legault, Anne-Marie. 2011. « Les jardins collectifs en milieu urbain : espaces d'éducation relative à l'éco-alimentation. » Montréal: Université du Québec à Montréal. <https://archipel.uqam.ca/4354/1/M12056.pdf>.
- Lepesant, Michel. 2010. « Masse critique et suffisance. » *DécroissanceS*. s.l.: s.n. <https://decroissances.ouvaton.org/2010/12/04/masse-critique-et-suffisance/>.
- Les Fermes Lufa. 2021. « Nos fermes. » *Les Fermes Lufa*. <https://montreal.lufa.com/fr/fermes>.
- Les Incroyables comestibles. s.d. « Canada. » *Les Incroyables Comestibles*. Consulté le 16 avril 2019. <http://lesincroyablescomestibles.fr/canada/>.
- Les Serres du dos blanc. 2021. « Qui sommes-nous? » *Les Serres du dos blanc*. <https://serresdudosblanc.com/qui-sommes-nous/>.
- Luna, Lilia. 2021. « Le jardin d'Aurore : un lieu de rencontre et d'apprentissage. » *La Maison d'Aurore*. 18 mars. <http://maisonaurore.org/alimentation/jardin-collectif/2019/09/09/le-jardin-daurore-un-lieu-de-rencontre-et-dapprentissage/>.
- Lyson, Helena C. 2014. « Social Structural Location and Vocabularies of Participation: Fostering a Collective Identity in Urban Agriculture Activism: Social Structural Location and Vocabularies of Participation. » *Rural Sociology* 79 (3): 310-335. doi:10.1111/ruso.12041.
- Mayer, Nonna. 2010. « Chapitre 9 - Militer aujourd'hui. » In *Sociologie des comportements politiques*, 228-254. Paris: Armand Collin.
- Mcadam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McClintock, Nathan. 2014. « Radical, Reformist, and Garden-Variety Neoliberal: Coming to Terms with Urban Agriculture's Contradictions. » *Local Environment* 19 (2): 147-171. doi:10.1080/13549839.2012.752797.

- . 2018. « Cultivating (a) Sustainability Capital: Urban Agriculture, Ecogentrification, and the Uneven Valorization of Social Reproduction. » *Annals of the American Association of Geographers* 108 (2): 579-590. doi:10.1080/24694452.2017.1365582.
- McGill University. 2021. « Urban Agriculture. » *McGill Office of Sustainability*. <https://www.mcgill.ca/sustainability/topics/urban-agriculture>.
- Micheletti, Michele et Andrew S. McFarland. 2015. *Creative Participation : Responsibility-Taking in the Political World*. Boulder: Paradigm Publishers. doi:10.4324/9781315635392. <https://www.taylorfrancis.com/books/9781317261902>.
- Monforte, Pierre. 2019. « From Compassion to Critical Resilience: Volunteering in the Context of Austerity. » *The Sociological Review* 68 (1): 110-126. doi:10.1177/0038026119858220.
- de Moor, Joost. 2017. « Lifestyle Politics and the Concept of Political Participation. » *Acta Politica* 52 (2): 179-197. doi:10.1057/ap.2015.27.
- Mosby, Ian. 2015. « Jardins de la Victoire. » *Encyclopédie Canadienne*. 24 septembre. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/jardins-de-la-victoire#>.
- Office de consultation publique de Montréal. 2012. « État de l'agriculture urbaine à Montréal. » Rapport de consultation publique. Montréal: Office de consultation publique de Montréal. https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P58/rapport_au.pdf.
- Paillé, Pierre. 2011. « L'analyse par théorisation ancrée. » *Cahiers de recherche sociologique* (23): 147-181. doi:10.7202/1002253ar.
- Partage ta terre. 2021. « Envie d'un beau jardin en 2021? » *Partage ta terre*. <https://partagetaterre.wordpress.com>.
- Passy, Florence. 2002. « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie : une analyse phénoménologique des dynamiques du désengagement. » In *Le désengagement militant*, Olivier Fillieule, 111-128. Paris: Berlin.
- P.A.U.S.E. s.d. « Production Agricole Urbaine Soutenable et Écologique. » *Université de Montréal Développement durable*. Consulté le 16 avril 2019. <https://durable.umontreal.ca/biodiversite/agriculture/pause-udem/>.
- Payant-Hébert, Renaud. 2013. « La contribution des jardins collectifs urbains à la lutte contre l'insécurité alimentaire. » Montréal: Institut national de la recherche scientifique.
- Pleyers, Geoffrey. 2014. « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique. » In *L'engagement des jeunes*, Valérie Becquet, 51-68. Paris: Syllepse.
- Poupart, Jean, L-H Deslauriers, A Groulx, R Laperrière et A Meyer. 1997. *La recherche qualitative : Enjeux épistémologique et méthodologique*. Montréal: Gaëtan Morin, Éditeur,.
- Pourias, Jeanne, Eric Duchemin et Christine Aubry. 2015. « Products from Urban Collective Gardens: Food for Thought or for Consumption? Insights from Paris and Montreal. » *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development* 5 (2): 175-199. doi:10.5304/jafscd.2015.052.005.

- Pudup, Mary Beth. 2008. « It Takes a Garden: Cultivating Citizen-Subjects in Organized Garden Projects. » *Geoforum* 39 (3): 1228-1240. doi:10.1016/j.geoforum.2007.06.012.
- Purcell, Mark et Shannon K. Tyman. 2015. « Cultivating Food as a Right to the City. » *Local Environment* 20 (10): 1132-1147. doi:10.1080/13549839.2014.903236.
- Quéniart, Anne et Julie Jacques. 2008. « Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. » *Politique et Sociétés* 27 (3): 211. doi:10.7202/029853ar.
- Quéniart, Anne, Julie Jacques et Catherine Jauzion-Graverolle. 2008. « Consommer autrement: Une forme d'engagement politique chez les jeunes. » *Nouvelles pratiques sociales* 20 (1): 181-195. doi:10.7202/016984ar.
- Reyburn, Stefan. 2006. « Évaluation de la contribution de l'agriculture urbaine communautaire montréalaise à l'amélioration du cadre de vie. » Montréal: Institut national de la recherche scientifique. <http://espace.inrs.ca/id/eprint/101/>.
- Santropol Roulant. 2021. « Qu'est-ce que le Roulant? » *Santropol Roulant*. <https://santropolroulant.org/fr/quest-ce-que-le-roulant/>.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2010. « L'entretien semi-dirigé. » In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de donnée*, Benoit Gauthier, 5e éd., 337-360. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Scheromm, Pascale. 2015. « Motivations and Practices of Gardeners in Urban Collective Gardens: The Case of Montpellier. » *Urban Forestry & Urban Greening* 14 (3): 735-742. doi:10.1016/j.ufug.2015.02.007.
- Stehlin, John G. et Alexander R. Tarr. 2017. « Think Regionally, Act Locally?: Gardening, Cycling, and the Horizon of Urban Spatial Politics. » *Urban Geography* 38 (9): 1329-1351. doi:10.1080/02723638.2016.1232464.
- Steuter-Martin, Marilla. 2017. « Montreal Man Turns to "Guerilla Gardening" to Beautify Neighbourhood | Cbc News. » *CBC*. 18 juin. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/gay-village-sunflower-project-2017-1.4166626>.
- Stiegman, Martha et Action Communiterre. 2004. « Au cœur de notre quartier. » http://www.ecoumene.com/pdf/Guide_Jardin_collectif.pdf.
- Thom, Megan. 2007. « Cultivating Connections: The Urban Agriculture Movement. »
- Tornaghi, Chiara et Chiara Certomà, dir. 2019. *Urban Gardening as Politics*. Routledge Equity, Justice and the Sustainable City. Milton Park: Routledge.
- Torre, André et Lise Bourdeau-Lepage. 2013. « Quand l'agriculture s'installe en ville... désir de nature ou contraintes économiques ? » *Métropolitiques*. <https://www.metropolitiques.eu/Quand-l-agriculture-s-installe-en.html>.

- Trendov, Nikola M. 2018. « Comparative Study on the Motivations That Drive Urban Community Gardens in Central Eastern Europe. » *Annals of Agrarian Science* 16 (1): 85-89. doi:10.1016/j.aasci.2017.10.003.
- Un plant de tomate à la fois. s.d. « À propos\About. » *Un Plant de tomate à la fois*. Consulté le 20 mars 2021. <https://plantdetomate.com/about/>.
- Van Den Berg, Agnes E. et Mariëtte H.G. Custers. 2011. « Gardening Promotes Neuroendocrine and Affective Restoration from Stress. » *Journal of Health Psychology* 16 (1): 3-11. doi:10.1177/1359105310365577.
- Véron, Ophélie. 2016. « (Extra)Ordinary Activism: Veganism and the Shaping of Hemeratopias. » *International Journal of Sociology and Social Policy* 36 (11/12): 756-773. doi:10.1108/IJSSP-12-2015-0137.
- Ville de Montréal. 2012. « État de l'agriculture urbaine à Montréal. » Montréal: Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville Montréal.
- . 2013. « Sondage auprès de la population de l'Île de Montréal sur l'agriculture urbaine (Sommaire exécutif). » <http://donnees.ville.montreal.qc.ca/dataset/agriculture-urbaine-sondage>.
- . 2018. « Jardin du citoyen : Un nouveau jardin collectif dans RDP-PAT! » *Ville de Montréal*. aout. http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=30499&ret=http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/prt_vdm_fr/rep_annonces_ville/rep_communiques/communiques.
- . 2021a. « Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026. » Montréal: Ville de Montréal.
- . 2021b. « Liste des jardins communautaire de Montréal. » https://montreal.ca/lieux?mtl_content.lieux.installation.code=JACO&orderBy=dc_title.
- Wees, David. 2012. « L'agriculture urbaine à Montréal : un projet éducatif multidisciplinaire. » <http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P58/9b9.pdf>.
- Wegmuller, Fabien et Eric Duchemin. 2010. « Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine à Montréal : étude des discours au sein du programme des jardins communautaires. » *Vertigo* 10 (2). doi:10.4000/vertigo.10445. <http://journals.openedition.org/vertigo/10445>.
- Yates, Luke. 2015. « Everyday Politics, Social Practices and Movement Networks: Daily Life in Barcelona's Social Centres. » *The British Journal of Sociology* 66 (2): 236-258. doi:10.1111/1468-4446.12101.

ANNEXE 1 : GUIDES D'ENTRETIENS POUR LES BÉNÉVOLES

Éclairer la participation et implication dans ce projet d'AU

- Depuis quand êtes-vous impliqué dans ce projet ?
- Pouvez-vous me parler du projet dans lequel vous vous impliquez ?
- Au départ, qu'est-ce qui vous a motivé à vous travailler dans des projets d'agriculture urbaine ?
 - Une cause en particulier ? Un évènement ?
- Et à ce jour, qu'est-ce qui motive votre implication ?
- Quels sont les effets de votre implication dans ce projet, selon vous ?
 - Des effets sur votre communauté; votre quartier; la ville ?
- Et dans le futur, quels effets voulez-vous avoir au travers de ce projet ?
- Quels défis ont eu à faire face le projet depuis qu'il a été mis en place ?
 - Des conflits avec le voisinage ?
 - Des conflits avec l'arrondissement ou la ville ?
- Est-ce qu'il y a parfois des tensions ou visions différentes sur la mission ou les objectifs dans le jardin ?
 - Si oui, à quels sujets ?

Questions d'introduction et profil du/de la répondant.e.s

- D'où venez-vous et où habitez-vous ?
- Qu'est-ce qui occupe principalement votre temps ces temps-ci (votre emploi) ?
- Avez-vous fait des études ?
 - Si oui en quoi ?
- Que font vos parents (Quel emploi occupent-ils ?)
- Vos parents ont-ils fait des études ?
 - Si oui, en quoi ?
- Quel a été votre premier contact avec l'agriculture urbaine ? Le jardinage ?
 - Avez-vous des amis, de la famille qui pratiquent le jardinage (en ville ou non) ?

Participation dans d'autres registres d'implications

- Êtes-vous impliqués dans d'autres projets collectifs ou communautaires, association de quartier que celui-ci ?
- Êtes-vous impliqués dans la démocratie municipale, provinciale ou fédérale ?
 - Vote aux élections ?
 - Avez-vous déjà participé à des consultations publiques, des conseils municipaux
 - Implication dans un parti politique ?
- Si on prend le terme politique au sens plus large que les élections, est-ce que vous vous considérez comme engagé politiquement ?
 - Participez-vous à des manifestations, des marches, des rassemblements
 - Signature de pétitions ?
 - Des choix de style de vie (alimentaire, style de consommations)
 - Exemple : Boycotts/achats de marques « responsables », végétarisme/véganisme
 - Est-ce que vous vous considérez comme militante ?

Enjeux et causes collectives

- Quels sont les problèmes qui vous préoccupent le plus pour Montréal ?
- Posez-vous des actions pour adresser ces problèmes ?
- Quels sont les enjeux de société qui vous tiennent le plus à cœur ?
- Où vous situeriez-vous sur le spectre politique ?

ANNEXE 2 : GUIDES D'ENTRETIENS POUR LES CHARGÉES DE PROJET

Éclairer la participation et implication dans ce projet d'AU

- Depuis quand êtes-vous impliqué dans ce projet ?
- Pouvez-vous me parler du projet pour lequel vous travaillez ?
- Travaillez-vous de concert avec d'autres organismes ?
- Au départ, qu'est-ce qui vous a motivé à vous travailler dans des projets d'agriculture urbaine ?
 - Une cause en particulier ? Un événement ?
- Et à ce jour, qu'est-ce qui motive votre implication ?
- Quels sont les effets de votre implication dans ce projet, selon vous ?
 - Des effets sur votre communauté; votre quartier; la ville ?
- Et dans le futur, quels effets voulez-vous avoir au travers de ce projet ?
- Quels défis ont eu à faire face le projet depuis qu'il a été mis en place ?
 - Des conflits avec le voisinage ?
 - Des conflits avec l'arrondissement ou la ville ?
- Est-ce qu'il y a parfois des tensions ou visions différentes sur la mission ou les objectifs dans le jardin ?
 - Si oui, à quels sujets ?

Questions d'introduction et profil du/de la répondant.e.s

- D'où venez-vous et où habitez-vous ?
- Qu'est-ce qui occupe principalement votre temps ces temps-ci (votre emploi) ?
- Avez-vous fait des études ?
 - Si oui en quoi ?
- Que font vos parents (Quel emploi occupent-ils ?)
- Vos parents ont-ils fait des études ?
 - Si oui, en quoi ?
- Quel a été votre premier contact avec l'agriculture urbaine ? Le jardinage ?
- Avez-vous des amis, de la famille qui pratiquent le jardinage (en ville ou non) ?

Participation dans d'autres registres d'implications

- Êtes-vous impliqués dans d'autres projets collectifs ou communautaires, association de quartier que celui-ci ?
- Êtes-vous impliqués dans la démocratie municipale, provinciale ou fédérale ?
 - Vote aux élections ?
 - Avez-vous déjà participé à des consultations publiques, des conseils municipaux
 - Implication dans un parti politique ?
- Si on prend le terme politique au sens plus large que les élections, est-ce que vous vous considérez comme engagé politiquement ?
 - Participez-vous à des manifestations, des marches, des rassemblements
 - Signature de pétitions ?
 - Des choix de style de vie (alimentaire, style de consommations)
 - Exemple : Boycotts/achats de marques « responsables », végétarisme/véganisme
 - Est-ce que vous vous considérez comme militante ?

Enjeux et causes collectives

- Quels sont les problèmes qui vous préoccupent le plus pour Montréal ?
- Posez-vous des actions pour adresser ces problèmes ?
- Quels sont les enjeux de société qui vous tiennent le plus à cœur ?
- Où vous situeriez-vous sur le spectre politique ?

ANNEXE 3 : APPEL À PARTICIPATION À LA RECHERCHE



APPEL À PARTICIPATION

Les dimensions sociales et politiques de la participation à des initiatives d'agriculture urbaine collectives

Vous êtes impliqué.e.s dans un jardin collectif, et vous le faites entre autres pour avoir une influence positive sur votre communauté, votre quartier ou votre ville ?

Dans le cadre d'un projet de recherche de maîtrise portant sur les motivations sociales et politiques à participer à des initiatives d'agriculture urbaine collective, nous recherchons des personnes impliquées dans des jardins collectifs à Montréal pour participer à un entretien individuel d'environ une heure.

Si vous êtes intéressé.e et disponible, nous vous invitons à nous contacter par courriel ou par téléphone. L'entretien individuel pourra avoir lieu à distance soit par téléphone ou sur la plateforme Zoom. Votre participation restera anonyme : votre nom ne figurera dans aucun des rapports de recherche et des publications issus de cette recherche.

Courriel : [REDACTED]
Téléphone [REDACTED]

Étienne Poulin
Étudiant à la maîtrise en études urbaines
Institut National de la Recherche Scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Directrice de recherche
Sophie L. Van Neste
Professeure
Institut National de la Recherche Scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2X 1E3 Canada

ANNEXE 4 : LETTRE D'INFORMATION ET FORMULAIRE DE CONSENTEMENT



Lettre d'information sur la recherche

La dimension politique de la participation à des initiatives d'agriculture urbaine collectives

Recherche menée par Étienne Poulin, étudiant à la maîtrise en études urbaines au Centre Urbanisation Culture et Société de l'INRS.

Madame, Monsieur,

Voici de l'information sur la recherche à laquelle vous êtes invité.e à participer. L'objectif de ces documents est de vous informer de vos droits en tant que participant.e à la recherche.

1. L'objectif de la recherche est de comprendre les motivations sociales et politiques à la participation à des projets d'agriculture urbaine collective à Montréal.
2. Votre participation à la recherche consistera à prendre part à un entretien individuel d'environ 30 à 45 minutes, qui pourra se dérouler à l'endroit de votre choix et à une heure qui vous conviendra. Cet entretien portera sur divers aspects de votre parcours, votre implication dans le jardin, ainsi que des effets perçus de l'agriculture urbaine sur les communautés, le quartier et la ville. Les données seront utilisées pour construire les résultats utilisés dans notre mémoire et pour rédiger des communications (articles dans des revues spécialisées, conférences dans les milieux universitaires et communautaires).
3. En participant à cette recherche, vous contribuerez à une meilleure compréhension des aspects sociaux et politiques de l'agriculture en milieu urbain. Par ailleurs, l'entretien individuel ne vous expose pas à des risques différents de ceux auxquels vous vous exposez dans votre vie de tous les jours. Le principal inconvénient est le temps passé à participer au projet.
4. S'il y a des questions auxquelles vous ne pouvez pas ou préférez ne pas répondre, vous êtes tout à fait libre de choisir de ne pas répondre, sans avoir à fournir de raisons et sans inconvénient ou conséquence négatives. Vous pouvez également demander au chercheur d'arrêter momentanément l'enregistrement ou demander au chercheur de faire l'entretien individuel sans enregistrement. Sachez par ailleurs qu'à titre de participant.e volontaire à cette étude, vous avez la possibilité de vous en retirer à tout moment.
5. La confidentialité des résultats sera assurée de la façon suivante : Le chercheur vous attribuera un numéro que lui seul connaîtra. À la fin de la recherche et suite à la diffusion des résultats de la recherche, le document créé pour l'attribution d'un numéro sera supprimé de l'ordinateur et des sauvegardes du chercheur. Aucun élément dans la diffusion des résultats de la recherche ne permettra de retracer votre identité ou celles de personnes dont vous nous aurez parlé. Malgré toutes les précautions à cet effet, il demeure toutefois impossible d'écarter totalement la possibilité d'une identification indirecte.
6. Une fois retranscrits, les entretiens individuels seront conservés dans des fichiers sécurisés par mot de passe. Les retranscriptions ne seront accessibles qu'aux chercheurs qui participent à la recherche.

Les fichiers audio seront détruits à la fin de la recherche. Les retranscriptions anonymisées pourront être conservées pour servir à d'autres études du même genre, menées par les mêmes chercheurs.

Vous trouverez ci-joint deux (2) exemplaires du formulaire de consentement que nous vous demandons de signer si vous acceptez de participer à cette recherche et de prendre part à l'entretien individuel. Avant de signer le formulaire, vous pouvez, si vous le désirez, demander au chercheur, Étienne Poulin, toutes les informations supplémentaires que vous souhaitez sur la recherche. Vous pouvez aussi contacter Sophie L. Van Neste, directrice de la recherche, dont les coordonnées apparaissent au bas de la page. Vous pouvez également contacter la présidente du Comité d'éthique de la recherche de l'INRS, Mme Isabelle Plante, qui peut vous renseigner sur vos droits en tant que participant à cette recherche.

Nous vous remercions de votre collaboration.

Étienne Poulin
Étudiant à la maîtrise en études urbaines
Institut National de la Recherche Scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Directrice de recherche
Sophie L. Van Neste
Professeure
Institut National de la Recherche Scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2X 1E3 Canada

Courriel [REDACTED]
Téléphone : [REDACTED]

Personne ressource extérieure à l'équipe de recherche :

Mme Isabelle Plante
Présidente du Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains
Institut National de la Recherche Scientifique
531, boulevard des Prairies
Laval (Québec) H7V 1B7
Téléphone : [REDACTED]
Courriel: [REDACTED]

Formulaire de consentement

Les dimensions sociales et politiques de la participation à des initiatives d'agriculture urbaine collectives

J'ai pris connaissance de la recherche décrite dans la lettre d'information.

J'ai été informé.e, oralement et par écrit, des objectifs de la recherche, de ses méthodes de cueillette des données et des modalités de ma participation au projet.

J'ai également été informé.e :

- a) de la façon selon laquelle les chercheurs assureront la confidentialité des données et protégeront les renseignements recueillis;
- b) de mon droit de mettre fin à ma participation si je le désire, ou de ne pas répondre à certaines questions;
- c) de mon droit, à titre de participant.e volontaire à cette étude, de me retirer à tout moment sans conséquence négative;
- d) de mon droit de communiquer, si j'ai des questions sur le projet, avec le responsable du projet Étienne Poulin, [REDACTED]

J'ai compris que j'ai la possibilité de me retirer de la recherche en tout temps ou ne pas répondre à certaines questions, sans avoir à fournir d'explications et sans subir d'inconvénients.

J'ai l'assurance que les propos recueillis au cours de cet entretien individuel seront conservés de façon confidentielle et traités de façon anonyme. Cependant, je suis consciente.e que malgré toutes les précautions prises à cet effet, il demeure possible que je sois identifié.e de manière indirecte.

J'autorise le chercheur principal, désigné ci-dessous, à citer certains extraits de l'entretien individuel, et ce, exclusivement à des fins de recherche.

J'accepte, par la présente, de participer à la recherche selon les modalités décrites dans la lettre d'information sur le projet, ci-annexée.

Je signe ce formulaire avec mon nom en deux exemplaires et j'en conserve une copie.

Signature du participant
ou de la participante

Date

Étudiant

Étienne Poulin
Étudiant à la maîtrise en études urbaines
Institut National de la Recherche Scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Directrice de recherche

Sophie L. Van Neste
Professeure
Institut National de la Recherche Scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
385, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1E3

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique en recherche
avec des êtres humains de l'INRS le 22 juillet 2019